



BEYOND CHOCOLATE

Rapport annuel

2019



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de Patrick Hautphenne (2018-2019) et Philippe de Selliers (2020), présidents du Comité Directeur de Beyond Chocolate	4
Beyond Chocolate 2019 événements et réunions internes	6
BEYOND CHOCOLATE	
Partenariat pour un secteur du chocolat belge plus durable	8
1. Portée	9
1.1 Quels sont les chocolats visés par notre partenariat?	9
1.2 Quels sont les producteurs que vise le partenariat?	12
2. Objectifs et Engagements	13
2.1 En quoi consiste la durabilité ?	13
2.2 Quels sont les enjeux actuels?	14
2.3 Quels sont les engagements de Beyond Chocolate?	14
2.3.1 La Certification	15
2.3.2 Vers un revenu vital en faveur des producteurs	15
2.3.3 Déforestation	17
2.4 Comment les activités seront-elles mises en œuvre?	19
2.5 Signataires	19
La structure de gouvernance de Beyond Chocolate	20
1. IDH, l'initiative pour le commerce durable	22
2. La Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire belge	22
3. Le Comité directeur de « Beyond Chocolate »	23
3.1 Composition du comité directeur	23
3.1.1 Le Président	23
3.1.2 Le Secrétaire	24
3.1.3 Les Membres	24
3.2 Processus décisionnel et transparence	24
3.3 Objectifs réalisés en 2019	25
4. Les Groupes de Travail de Beyond Chocolate	26
4.1 Composition of the working groups	26
4.2 Objectifs réalisés en 2019	28
5. Mise en place d'un groupe de travail sur la RSE de Beyond Chocolate	29
5.1 La composition du groupe de travail sur la RSE	30
5.2 Objectifs du groupe de travail sur la RSE	30
6. Les groupes consultatifs de Beyond Chocolate	31
Le cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE)	32
1. Contexte	33
2. Objectifs	34



3.	Document de synthèse	34
3.1	Première Partie: Indicateurs clés de performance	34
3.2	Deuxième Partie : Données de base sur la RSE	35
Rapport de base sur Beyond Chocolate, 2019		36
1.	Procédure et rapporteurs	37
2.	2019 rapportage intégral	39
2.1	Systèmes de certification et d'entreprise dans la chaîne d'approvisionnement du cacao	39
2.1.1	KPI 1 : % du programme d'entreprise/cacao certifié dans le chocolat fabriqué et/ou vendu en Belgique	39
2.1.2	Conclusions et réflexion	41
2.2	Des avancées vers la réduction de l'écart de revenu vital aux producteurs de cacao	42
2.2.1	Données manquantes	42
2.2.2	Normes de Certification et systèmes d'entreprise	43
2.2.3	La Formule du Revenu vital	43
2.3	Combattre la déforestation - Préservation et restauration des forêts	45
2.4	Élimination du travail des enfants	47
2.5	Transparence de l'origine des approvisionnements	48
2.6	Conclusions et prochaines étapes relatives à la responsabilisation, au suivi et à l'évaluation du partenariat Beyond Chocolate	50
3.	2019 rapportage individuel	51
3.1	Partage des connaissances et sensibilisation	51
3.2	Entreprendre des actions sur le terrain	52
3.3	Aide financière	53
3.4	Conclusions et prochaines étapes	53
L'appel à propositions		54
1.	Structure de gouvernance	55
2.	Exigences	56
4.	Chronogramme	57
Positionnement international de Beyond Chocolate		58
1.	Alignement des plates-formes européennes du cacao	59
2.	ALICO	60
3.	ICCO	60
Beyond Chocolate sous les feux de la rampe		61
Le budget Beyond Chocolate 2019		66
Annex A: the Accountability, Monitoring and Evaluation (AME) Framework		70
Annex B: University of Ghent Report on the state of the Belgian chocolate sector		88
References		116
ANNEX C: Beyond Chocolate signatories		119



AVANT-PROPOS DE PATRICK HAUTPHENNE (2018-2019) ET PHILIPPE DE SELLERS (2020), PRÉSIDENTS DU COMITÉ DIRECTEUR DE BEYOND CHOCOLATE

Chers partenaires,

Près de dix-huit mois se sont écoulés depuis la signature de notre partenariat exceptionnel « Beyond Chocolate ». Ce partenariat est unique, car il s'agit de la première initiative dont les principaux objectifs sont d'assurer un revenu vital aux producteurs de cacao et de mettre fin à la déforestation imputable à la production de cacao pour le secteur belge. Unique également par le fait qu'il a été signé par pratiquement toutes les parties prenantes du secteur belge du chocolat, dont les producteurs, les détaillants, le secteur public, les ONG, les syndicats, les labels et les organisations membres.

Beyond Chocolate a réuni toutes ces parties prenantes au cours des 18 derniers mois, pour fixer des objectifs et des calendriers clairs, collaborer au sein de groupes d'experts et sensibiliser aux défis auxquels nous sommes confrontés. Le comité directeur de Beyond Chocolate a effectué des visites sur le terrain en Côte d'Ivoire pour parler aux producteurs et aux coopératives et comprendre leurs besoins. En outre, le CoDir a engagé un dialogue avec les administrations locales et les ONG et a renforcé ses relations avec des organisations telles que l'ICCO, la SWISSCO et la GISCO. Cette démarche est née de la conviction que nous devons conjuguer nos forces si nous voulons vraiment réaliser nos aspirations.

En outre, un appel à propositions a été lancé et un cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE) a été mis en place. Le défi consistera maintenant à trouver le juste milieu entre l'établissement de rapports adaptés et nécessaires et le recentrage sur les mesures nécessaires pour atteindre nos objectifs.

Malheureusement, ce n'est pas notre seul défi. Lors de notre événement constructif et encourageant du 5 décembre 2019, personne ne se serait attendu à ce que le monde entre dans une profonde récession, comme on le constate actuellement, en raison de la pandémie de coronavirus. Les conséquences sur notre économie sont énormes, mais il importe de se rappeler qu'elles le sont encore plus sur celle des économies des pays émergents.

Nous devons donc poursuivre nos efforts et prendre tous nos responsabilités vis-à-vis des producteurs qui approvisionnent la filière belge. Cela commence avec notre objectif fixé pour 2025. D'ici là, tout le chocolat produit et/ou vendu en Belgique devra être certifié. Si nous ne parvenons pas

à atteindre cet objectif pour 2025, nous n'atteindrons pas non plus notre objectif final pour 2030. Une fois que tout le chocolat sera certifié, nous pourrions nous reposer sur les normes de certification et sur les plans d'entreprise pour élever la barre. Nous aurons également besoin du soutien et de l'expertise des pouvoirs locaux en Côte d'Ivoire et au Ghana en matière de déforestation et de revenu vital. Nous savons que le défi est important et complexe, mais si nous unissons nos efforts, nous pourrions le relever.

Enfin, je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à la mise en place de Beyond Chocolate pour leur engagement et leur dévouement. Je remercie tout particulièrement les membres de mon équipe au sein du comité directeur. J'ai adoré travailler à vos côtés au cours de ces 18 derniers mois. Votre enthousiasme et votre passion à l'égard de notre programme ont été exemplaires.

Comme vous le savez tous, j'ai quitté la présidence du CoDir au moment où je m'installe à Moscou et je me retrouverai dans une position moins neutre qu'auparavant, en revanche je suis convaincu que Philippe de Selliers est l'homme idéal pour faire avancer notre projet commun. Philippe est un professionnel exemplaire et un grand homme avec lequel il est possible de travailler.

Continuons à œuvrer ensemble avec la même passion et le même enthousiasme que nous avons jusqu'à présent, afin que le chocolat belge, notre fierté nationale, devienne pleinement une fierté durable !



Salutations distinguées,

Patrick Hautphenne



Chers partenaires,

Je suis très honoré à l'idée de succéder à Patrick au poste de président de Beyond Chocolate. Certains pourraient se demander ce qui m'a convaincu d'assumer une autre charge avec un calendrier déjà aussi chargé que le mien. Eh bien, je suis personnellement convaincu qu'il faut s'efforcer d'établir une relation gagnant-gagnant pour toutes les parties impliquées dans le domaine du chocolat. C'est la raison pour laquelle j'ai été tout de suite attiré et convaincu par l'initiative Beyond Chocolate. Ce projet est une excellente initiative car il représente la parfaite synthèse entre la durabilité à long terme et la croissance future, garantissant un avenir prometteur pour le chocolat belge de qualité.

On a cette étrange conviction que la protection de notre population et de notre planète passe par moins d'innovation ou par la compromission de notre mode de vie. Or, je suis d'avis que c'est le contraire. Ces mesures ne feront qu'enrichir la pensée créative de nos concitoyens. Nous devons être bien conscients que les consommateurs sont impatients et attendent de nous, l'industrie, que nous montrions l'exemple. Leur mentalité et leurs priorités ont évolué pour devenir moins percutantes et plus équitables pour tous. Il nous incombe donc conjointement de veiller à ce que toutes les décisions aient une incidence positive sur toutes les personnes concernées. Toutes les parties prenantes du cycle méritent leur instant de bonheur. Je suis un grand partisan de la durabilité pour une croissance future et je suis un grand fervent adepte de Beyond Chocolate.

Je me réjouis de travailler avec vous tous en vue de renforcer l'impact du partenariat et de faire de notre chocolat un produit dont nous pourrions vraiment être fiers.



Je vous salue,

Philippe de Selliers



A person wearing a dark, worn apron over a dark long-sleeved shirt is shown from the chest down. They are holding a handful of cocoa beans in their left hand, with more beans scattered on a grey, speckled table surface. A large white number '1' inside a green circle is positioned in the upper left corner of the image.

1

BEYOND CHOCOLATE

Partenariat pour un secteur du chocolat belge plus durable

Rendre plus durable le chocolat produit et/ou vendu en Belgique. Telle était l'aspiration commune du gouvernement belge, du secteur du chocolat et de la distribution, de la société civile, des investisseurs à impact social et des universités lors de la signature du partenariat Beyond Chocolate le 5 décembre 2018. En effet, ce partenariat multipartite belge a pris des engagements plus ambitieux que jamais dans le monde du cacao. En outre, la portée du partenariat est exceptionnellement étendue, puisqu'il vise l'ensemble du secteur belge du cacao et du chocolat. Le présent chapitre brosse un tableau général du secteur et des engagements du partenariat. Les données présentées dans ce chapitre sont extraites du rapport mandaté par l'IDH et rédigé par l'Université de Gand. Le rapport intégral figure à l'annexe B.

1. PORTÉE

1.1 Quels sont les chocolats visés par notre partenariat?

A. Le chocolat belge

La Belgique est connue et admirée dans le monde entier pour son chocolat belge de haute qualité. Cependant, on a souvent du mal à comprendre ce qu'il faut entendre par ce terme. Conformément à la définition donnée par l'Association royale belge du chocolat, des pralines, des biscuits et de la confiserie (CHOPBRABISCO), le partenariat Beyond Chocolate considère que le chocolat belge se présente comme suit.

Le « chocolat belge » correspond au chocolat transformé entièrement en Belgique à partir de fèves de cacao ou de pâte de cacao, de beurre de cacao et de poudre de cacao (y compris le mélange, le raffinage et le conchage). Ce chocolat est ensuite vendu et/ou utilisé comme chocolat de couverture belge pour produire des tablettes de chocolat, des chocolats fourrés assortis (pralines) ou d'autres produits finis.

Il ressort clairement de la définition ci-dessus que les produits à base de chocolat ne sont considérés comme « belges » que s'ils sont fabriqués avec du chocolat de couverture belge. En Belgique, le marché du chocolat de couverture est contrôlé par trois sociétés, Barry Callebaut, Cargill et Puratos. Plus de 90 % des chocolatiers belges (artisanaux ou industriels) achètent leur chocolat de couverture auprès de l'un de ces trois acteurs. Par conséquent, il est extrêmement important que Barry Callebaut, Cargill et Puratos aient signé ce partenariat au tout début.

En outre, certains chocolatiers belges utilisent directement les fèves de cacao au lieu du chocolat de couverture et produisent du chocolat en barres, qui, selon la définition, correspond également au chocolat belge.

La production de chocolat de couverture belge en 2018 représentait une quantité stupéfiante de 535 000 tonnes. En tant qu'exportateur net de chocolat de couverture, la Belgique a exporté 420 000 tonnes et importé 110 000 tonnes (Eurostat). Les 225 000 tonnes restantes de chocolat de couverture ne sont pas toutes transformées en chocolat et en produits dérivés du cacao destiné au marché de la consommation. Les boulangeries, les biscuiteries et les glaciers ont également besoin de volumes importants de chocolat de couverture dans le cadre de leurs activités commerciales.

Le chocolat belge est un produit populaire non seulement en Belgique, mais aussi dans de nombreuses autres régions du monde. C'est pourquoi, en 2018, sur les 700 000 tonnes de produits chocolatés produits en Belgique, environ 649 131 ont été exportées vers d'autres pays. Ainsi, la Belgique figure parmi les plus grands exportateurs de produits de cacao et de chocolat au monde.

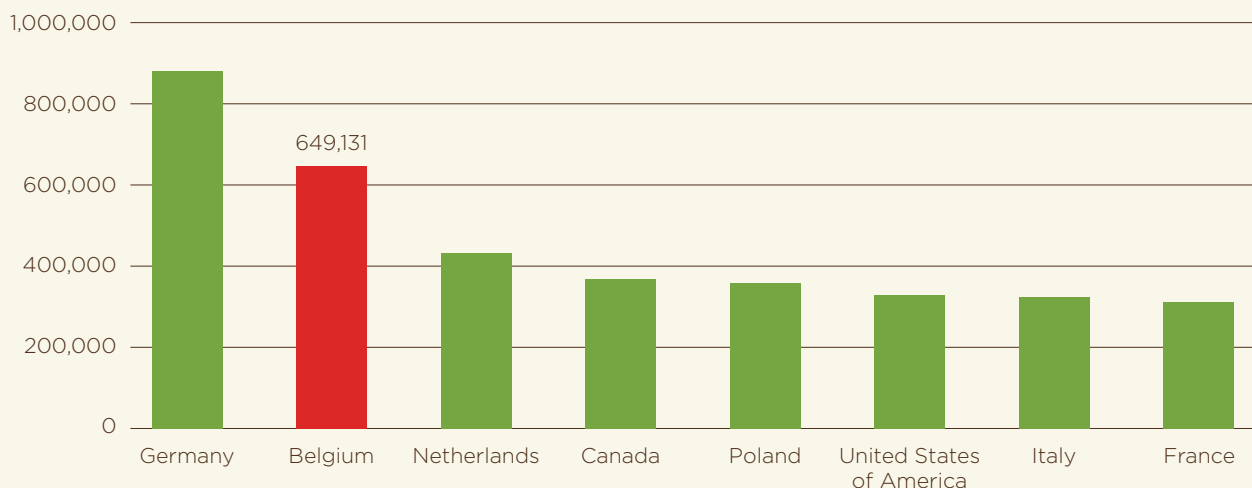




La plus grande partie de ces produits chocolaters belges, environ 83%, est exportée vers le marché de consommation européen. Les plus gros clients sont les pays voisins. 17 % sont exportés en dehors de l'Union européenne, principalement vers les États-Unis.

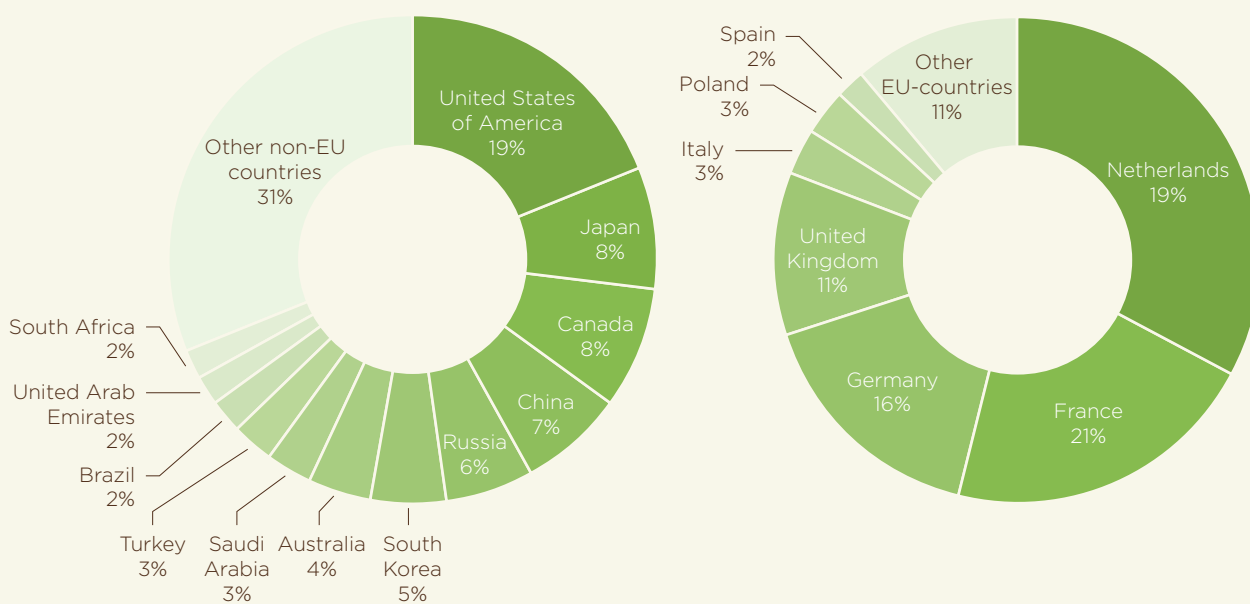
Principaux pays exportateurs de produits de cacao et de chocolat en tonnes, 2018

Source: Rapport établi par l'université de Gand



Pays de destination des produits de cacao et de chocolat exportés par la Belgique, 2018

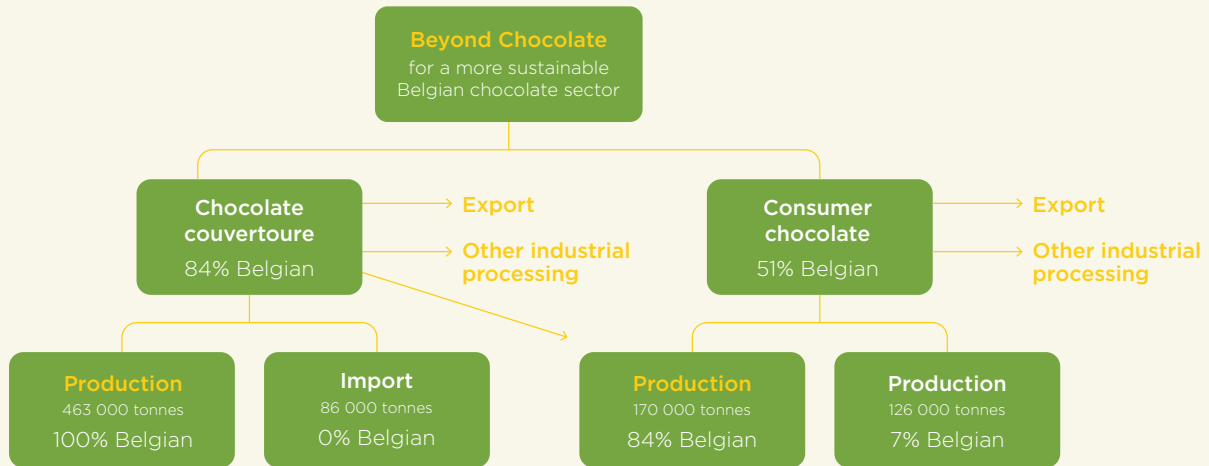
Source: Rapport établi par l'université de Gand





Le secteur du chocolat belge

Données fournies par l'université de Gand



B. Au-delà du chocolat belge

Le partenariat Beyond Chocolate entend influencer l'équité et la durabilité de l'ensemble du secteur belge du cacao et du chocolat, y compris tout le chocolat de couverture et le chocolat de consommation produit ou vendu en Belgique, comme le montre la figure ci-dessous.

Ce partenariat dépasse le cadre du « chocolat belge » susmentionné, qui ne représente que 51 % du chocolat de consommation belge. Ce « chocolat belge » désigne le chocolat produit dans le pays avec une couverture belge, ainsi que le petit pourcentage de chocolat de consommation importé qui est belge (environ 7 %).

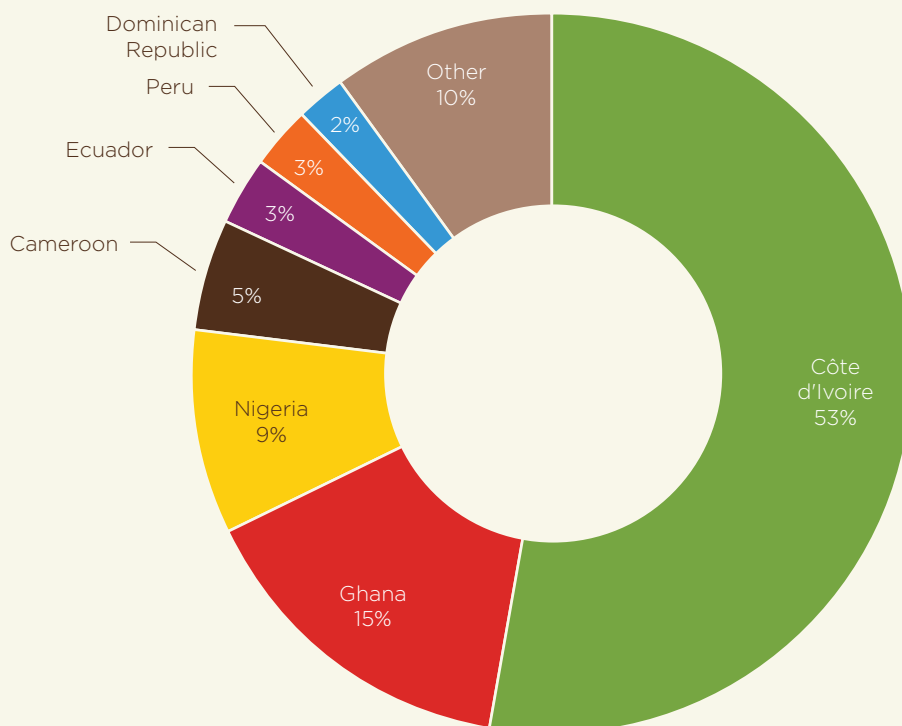
Beyond Chocolate vise également le chocolat de consommation produit en Belgique et ne pouvant être classé comme « chocolat belge », c'est-à-dire le chocolat de consommation fabriqué à partir d'une couverture importée et donc autre que belge. En 2018, la Belgique a importé environ 86 000 tonnes de chocolat de couverture (Eurostat), dont on suppose qu'il est transformé en chocolat de consommation en Belgique. 16 % du chocolat produit en Belgique fait partie de cette catégorie et n'est donc pas du chocolat belge, mais relève du champ d'application de Beyond Chocolate.

Enfin, Beyond Chocolate ne se limite pas au chocolat produit en Belgique, mais inclut également tout le chocolat vendu en Belgique. Il ne faut pas sous-estimer ce fait, car les consommateurs belges comptent parmi les plus grands consommateurs de chocolat au monde, puisqu'ils consomment en moyenne 6,42 kg de chocolat par personne et par an. En 2018, environ 117 000 tonnes de chocolat de consommation non belge ont été importées puis vendues dans les supermarchés belges.



Origine du cacao en équivalents de fèves importées par la Belgique, 2018

Source: Eurostat



1.2 Quels sont les producteurs que vise le partenariat?

Des études montrent qu'en 2019, le secteur belge du cacao - c'est-à-dire l'ensemble des acteurs économiques qui produisent des produits semi-finis en chocolat en Belgique - a produit 590 000 tonnes de chocolat en vrac/ de couverture. Selon le facteur de conversion international de 0,4 (c'est-à-dire 400 g de fèves de cacao sont nécessaires pour produire 1 kg de produit chocolaté fini), on estime qu'en 2019, **le secteur belge du cacao était approvisionné par quelque 140 769 à 190 874 familles productrices de cacao.**

Si l'on veut se faire une idée de la localisation de ces familles de producteurs, il convient de vérifier l'origine des fèves de cacao destinées au marché belge. Le graphique d'Eurostat présenté ci-dessous permet de conclure que plus de 80 % de ce cacao provient d'Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire et le Ghana sont les principaux pays exportateurs.



2. OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

2.1 En quoi consiste la durabilité ?

L'objectif principal de Beyond Chocolate est de rendre le secteur belge du cacao et du chocolat plus durable. Si l'on veut savoir ce que recouvre exactement ce concept, il faut d'abord se pencher sur la notion de durabilité. La durabilité, ou plus précisément, le développement durable est le plus souvent compris tel qu'il est décrit par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), selon le rapport Notre avenir à tous, mieux connu sous la désignation du Rapport Brundtland:

« Le développement durable est celui qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ».

Il est désormais largement admis que le développement durable repose sur trois piliers : social, environnemental et économique (Purvis *et al.*, 2019).

ISEAL¹, l'association mondiale des membres pour des normes de durabilité crédibles, fournit des détails sur ce que chaque pilier couvre selon ses membres:

- **Le volet social:** pourrait inclure les droits du travail, les droits des femmes, les droits culturels, les services sociaux, y compris l'éducation, les soins de santé, l'eau potable, etc.
- **Le volet environnemental:** y compris mais non de façon limitative l'utilisation/le traitement de l'eau, incidences sur le sol/les terres, la protection de la biodiversité, l'utilisation responsable des ressources naturelles, le carbone et d'autres préoccupations liées à l'énergie.
- **Le volet économique:** y compris les questions de revenu, telles que le salaire minimum ou le salaire de subsistance, les questions de résilience de l'entreprise, de productivité/rentabilité, d'accès au marché et de sécurité, de garantie des prix, etc.

Toutefois, il ne s'agit pas encore de la définition officielle du partenariat, puisque le GISCO, la SWISSCO et Beyond Chocolate examinent actuellement la possibilité d'harmoniser les définitions de la durabilité du cacao utilisées par les différentes plateformes et proposeront une définition commune de la durabilité du cacao en 2020.



1. <https://www.isealliance.org/>



2.2 Quels sont les enjeux actuels?

Pour l'instant, malgré l'action des organismes nationaux et internationaux, des ONG, des syndicats, des établissements de recherche, des gouvernements et des entreprises des régions productrices de cacao, des défis majeurs restent à relever pour améliorer la durabilité du secteur belge du chocolat. Bien que la cacaoculture puisse avoir des répercussions positives sur les producteurs de cacao, leurs communautés et l'économie des pays producteurs, ce potentiel n'est pas pleinement exploité. Le producteur de cacao moyen est loin de disposer d'un revenu suffisant pour vivre. Le fait que de nombreuses familles dans les pays producteurs de cacao vivent en dessous du seuil de pauvreté se traduit souvent par le travail des enfants et des conditions de travail injustes. En outre, la pauvreté pousse les producteurs à convertir de nouvelles terres, souvent dans des zones protégées, ce qui entraîne une réduction spectaculaire du couvert forestier en Afrique occidentale et centrale.

2.3 Quels sont les engagements de Beyond Chocolate?

Les retombées négatives susmentionnées de la production de cacao pour le marché belge sur la planète et les populations sont précisément les conséquences auxquelles le partenariat « Beyond Chocolate » tente de mettre un terme.

Les engagements concrets du partenariat sont les suivants:

1. **En 2025 au plus tard**

- a. *l'intégralité du chocolat produit et/ou commercialisé en Belgique répondra à l'une des normes de certification pertinentes et/ou sera fabriquée à partir de produits dérivés du cacao issus des programmes de durabilité propres à l'entreprise;*
- b. *les partenaires dans le cadre de « Beyond Chocolate » respecteront les conventions en vigueur entre les pouvoirs publics et les entreprises pour les zones faisant partie de la Cocoa & Forests Initiative;*

2. **Les partenaires s'engagent conjointement à ce qu'au plus tard en 2030**

- a. *les producteurs de cacao perçoivent au minimum un revenu vital;*
- b. *à ce que le déboisement découlant de la production de cacao pour le secteur belge du chocolat s'arrête.*



2.3.1 La Certification

Le premier objectif à venir de Beyond Chocolate consiste à ce que, au plus tard en 2025, tout le chocolat produit et/ou vendu en Belgique soit certifié, c'est-à-dire conforme à une norme de certification et/ou couvert par un programme de durabilité destiné aux entreprises. Le partenariat considère que les normes de certification pertinentes se résument à la certification Fairtrade, Rainforest Alliance/UTZ et Organic/EKO ; les programmes d'entreprise approuvés sont Cocoa Horizons de Barry Callebaut, Cacao-Trace de Puratos, Cocoa Promise de Cargill et Cocoa Life de Mondelez.

2.3.2 Vers un revenu vital en faveur des producteurs

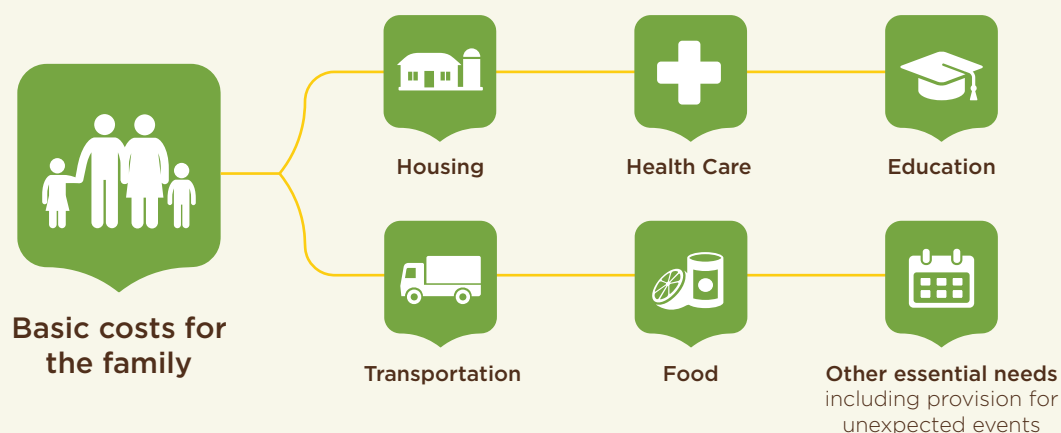
L'objectif principal de « Beyond Chocolate » consiste à améliorer durablement les conditions de vie des producteurs de cacao et de leurs familles dans les régions productrices de cacao qui sont déterminantes pour l'industrie belge. Le partenariat vise à aider les producteurs et productrices de cacao à améliorer leurs revenus, à aider leurs enfants dans leur scolarisation et à promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. D'ici 2030, le partenariat vise à permettre un revenu minimum vital pour tous les producteurs qui approvisionnent le marché belge du cacao et du chocolat.

Pour ce faire, l'industrie de transformation du cacao, les chocolatiers, les détaillants et les autres entreprises actives dans le secteur du chocolat belge vont accélérer leurs investissements dans les années à venir, ce qui devrait entraîner une amélioration durable du niveau de vie et des revenus des petits producteurs de cacao et de leurs familles. L'objectif est de transformer la transformation durable des fèves de cacao en une activité attrayante pour les producteurs de cacao. Cette activité ne détruira pas les forêts tropicales ni aucune autre ressource naturelle et garantira une participation réelle des communautés locales.



Qu'est-ce qu'un revenu vital ?

Source: IDH



A. Qu'est-ce qu'un revenu vital ?

Si la réduction de la pauvreté est axée sur la subsistance et la survie de base, le revenu vital ne se limite pas à cet objectif. Le revenu vital représente un niveau de vie décent en faveur du producteur. Le partenariat « Beyond Chocolate » reprend la définition que donne la communauté de praticiens en matière de revenu vital, à savoir :

Le revenu vital est le revenu net qu'un ménage devrait percevoir pour permettre à tous les membres de celui-ci d'avoir un niveau de vie décent. Les différents éléments constitutifs d'un niveau de vie décent sont les suivants : la nourriture, l'eau, le logement, les études, les soins de santé, le transport, l'habillement et les autres besoins essentiels, y compris les provisions pour couvrir les imprévus.

Le revenu vital des producteurs de cacao ne dépend pas uniquement du prix payé à l'exploitant pour le rendement du cacao, mais tient compte de plusieurs autres variables, notamment la taille du champ de cacao du producteur, sa productivité, les revenus supplémentaires provenant d'autres sources et les coûts de production ainsi que les dépenses du ménage.

B. Comment mesure-t-on les écarts de revenus?

Au cours de la prochaine décennie, Beyond Chocolate veut combler complètement l'écart de revenu vital, c'est-à-dire l'écart existant entre les revenus actuels des producteurs et un revenu vital. Le partenariat « Beyond Chocolate » contribuera à mesurer les revenus actuels des producteurs grâce à des outils d'orientation et à des projets cofinancés. Les informations sur les revenus des producteurs sont ensuite comparées aux critères de revenu vital qui ont été établis par la Communauté de praticiens sur le revenu vital destinée aux communautés productrices de cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire. Cette comparaison nous donne l'écart de revenu vital qui doit être comblé. Elle devrait également fournir des informations et des indications sur les



facteurs à l'origine de ces écarts, c'est-à-dire les prix de production du cacao, le prix des denrées alimentaires, etc. Il s'agit là d'une base importante pour l'élaboration de modèles visant à combler les écarts de revenu vital.

C. Que faire pour combler les écarts de revenus vitaux?

Plusieurs leviers peuvent être actionnés pour améliorer le revenu vital, en particulier chez les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit notamment de la productivité du cacao, des coûts de production, du prix et de la diversification des revenus. Plus on les combine, plus il est probable qu'ils aient un impact sur l'amélioration des revenus des producteurs. Le partenariat « Beyond Chocolate » soutient la mise en œuvre de modèles à fort impact pour combler les écarts de revenus vitaux en cofinçant des projets et en soutenant l'apprentissage collectif par la collecte et l'analyse d'informations sur les solutions de combinaison intelligente.

2.3.3 Déforestation

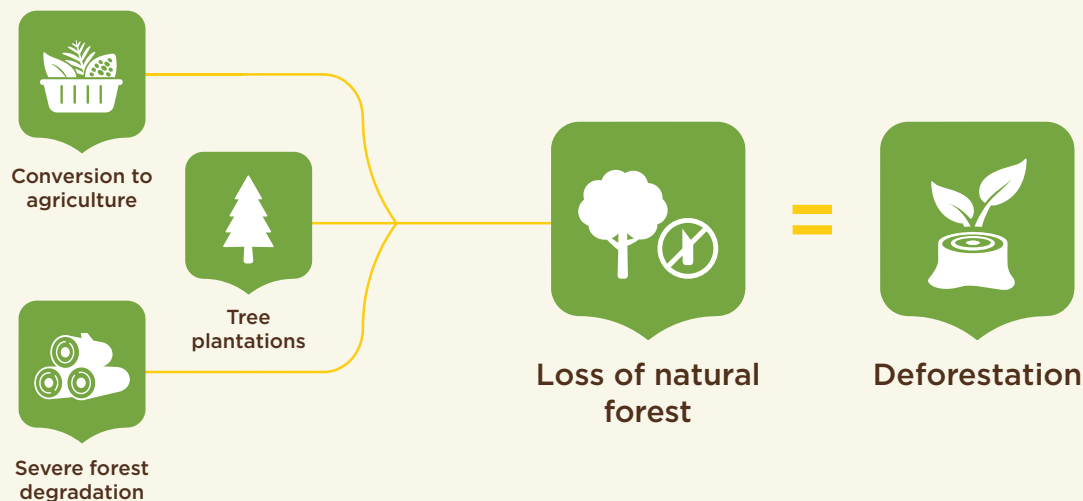
Les forêts primaires jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat et la fourniture d'autres services écosystémiques essentiels. En tant que culture forestière, le cacao a besoin de ces forêts pour se développer. Cependant, la production de cacao a été identifiée comme un facteur majeur de déforestation. Par exemple, lorsque les petits producteurs recherchent de nouvelles terres plus productives, pour faire pousser leurs cultures et assurer leur subsistance. En conséquence, rien qu'au Ghana et en Côte d'Ivoire, près de 3 millions d'hectares de forêts ont été défrichés sur une période de dix ans. Un quart de cette déforestation est imputable à la production de cacao. La déforestation liée au cacao ne se limite pas à ces deux pays. Les recherches montrent que le cacao est également à l'origine de la déforestation dans des pays comme le Cameroun ou la République démocratique du Congo.

Le partenariat « Beyond Chocolate » vise à lutter contre la déforestation en deux étapes. D'ici 2025, la totalité des partenaires de Beyond Chocolate devront se conformer aux accords applicables entre les gouvernements et les entreprises dans les régions relevant de l'initiative « Cacao et forêts ». Les partenaires continueront ensuite à s'attaquer à la déforestation dans leur chaîne d'approvisionnement, de sorte que d'ici 2030, la déforestation imputable à la culture du cacao pour le secteur belge du chocolat aura pris fin.



Que signifie la déforestation ?

Source: IDH



A. Que signifie la déforestation ?

Le groupe de travail «Beyond Chocolate» sur la lutte contre la déforestation recommande d'utiliser la définition de la déforestation adoptée par l'Initiative du cadre de responsabilisation (AFI), à savoir:

La déforestation correspond à la perte de forêt primaire résultant de:

- i. la reconversion à l'agriculture ou à une autre utilisation des terres non forestières ;
- ii. la reconversion en plantation d'arbres ; ou
- iii. une dégradation grave et durable.

De même, il recommande de recourir à la définition universellement acceptée des forêts de l'AFI, tout en reconnaissant qu'elle ne doit pas être interprétée comme affaiblissant ou qualifiant toute protection ou disposition relative aux lois forestières nationales:

Terrain de plus de 0,5 hectare avec des arbres de plus de 5 mètres de haut et un couvert végétal de plus de 10 %, ou des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ.

B. Qu'est-ce que la restauration des forêts ?

Le partenariat « Beyond Chocolate » reconnaît que l'engagement lié à la déforestation ne se borne pas à un principe consistant à «ne pas faire du tort », mais inclut également la restauration des forêts qui ont été dégradées par la culture du cacao. Investir dans la restauration des forêts permettra non seulement de remédier aux dommages antérieurs, mais aussi de réduire les effets néfastes du changement climatique sur la culture du cacao. Par restauration des forêts, nous entendons le processus d'aide à la récupération d'un écosystème, et des valeurs de préservation qui lui sont associées, qui a été dégradé, endommagé ou détruit.

2.4 Comment les activités seront-elles mises en œuvre?

Comme indiqué dans le document de partenariat « Beyond Chocolate », celui-ci mettra en œuvre ses activités en se fondant sur les conseils pratiques suivants:

- **Travailler avec l'existant:** les travaux devraient reposer sur les initiatives et programmes de durabilité en cours, y compris les normes de durabilité (Fairtrade, Utz/ Rainforest Alliance, à compléter si nécessaire par la certification EKO) et les programmes de durabilité des entreprises et leurs outils de mesure;
- **Compléter les travaux en cours:** ces initiatives et programmes seront renforcés, améliorés et/ou complétés en tant que de besoin pour contribuer à atteindre les objectifs du partenariat et favoriser une communication ouverte;
- **Identification:** l'intention n'est pas de créer de nouveaux sceaux ou logos de durabilité. La durabilité est ancrée dans le concept du chocolat belge;
- **Belge:** toutes les entreprises qui utilisent la marque « chocolat belge » contribuent à l'augmentation des ventes de cacao et de chocolat durables;
- **Transparence:** En outre, les impacts en termes de durabilité seront mesurés par une tierce partie indépendante à un coût raisonnable et seront communiqués ouvertement, notamment en ce qui concerne les retombées pour les producteurs de cacao et leurs familles. La sensibilisation à la durabilité et les améliorations mises en œuvre dans la chaîne de valeur du cacao font partie intégrante de la stratégie de communication du partenariat;
- **Progrès:** les signataires s'engagent à réaliser chaque année des progrès notables en innovant afin d'atteindre leurs objectifs.



2.5 Signataires

Entreprises, organismes publics, établissements de savoir, ONG, investisseurs d'impact, normes de certification et syndicats ; le partenariat « Beyond Chocolate » compte un groupe diversifié de signataires. Certains ont signé dès le début et d'autres y ont adhéré en cours de route. Ainsi, en 2019, le partenariat a accueilli Baronie, Galler, la Fondation Samilia, Nestlé, Lita.co et le port d'Anvers. En signant ce partenariat, les signataires ont signifié leur engagement à contribuer de manière concrète aux objectifs de Beyond Chocolate.

Un aperçu complet des signataires actuels de Beyond Chocolate figure à l'annexe C.



2

La structure de gouvernance de Beyond Chocolate

Le Partenariat « Beyond Chocolate » ne dispose pas d'un organe décisionnel exécutif mais s'appuie sur une étroite consultation entre toutes les parties prenantes. Ce partenariat est financé par le ministère belge de la coopération au développement. Le ministère a désigné l'IDH, l'Initiative pour le commerce durable, afin de gérer le programme. Les responsabilités sont réparties entre les acteurs suivants.

GOVERNANCE STRUCTURE





1. IDH, L'INITIATIVE POUR LE COMMERCE DURABLE

Le Partenariat « Beyond Chocolate » est géré par l'IDH (Initiative pour le commerce durable). IDH fournit la main-d'œuvre nécessaire au programme, composée d'un administrateur principal de programme et d'un ou plusieurs agents de programme, désignés collectivement par le terme « gestion du programme ». A compter de juin 2019, Els Haelterman, a pris la fonction d'administrateur principal de programme. Dans les premiers mois qui ont suivi la création de Beyond Chocolate, elle a été assistée par Mark de Waard, responsable du programme Cacao, qui est en poste au bureau principal de l'IDH à Utrecht. À partir de janvier 2020, Marloes Humbeeck a rejoint l'équipe en tant que responsable de programme chargé de la communication et des événements. Ensemble, Els et Marloes forment le bureau belge de l'IDH, basé à Bruxelles. Leur tâche consiste à réunir les parties prenantes et à assurer l'orientation stratégique du programme Beyond Chocolate. Outre la gestion du programme, le partenariat bénéficie également du concours des cadres supérieurs de l'IDH, Gael Lescornec et Violaine Berger, sur les thèmes du revenu vital et de la déforestation. Enfin, un montant du budget structurel de l'IDH est alloué au partenariat, contribuant ainsi à la rémunération de Marloes, Els, Gael et Violaine.



Belgium
partner in development

2. LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AIDE HUMANITAIRE BELGE

La Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire (DGD) belge travaille en étroite collaboration avec l'IDH en vue d'assurer la coordination, le développement et la croissance du programme Beyond Chocolate. La DGD a engagé un total de 2,5 millions d'euros dans le programme. En 2019, le chef de l'unité secteur privé de la DGD, Jean-Jacques Bastien, a siégé au comité directeur de Beyond Chocolate ainsi qu'au comité d'examen des projets en qualité de représentant de la DGD. Dans la mesure où l'initiative Beyond Chocolate est financièrement tributaire de la DGD, la faillite du gouvernement belge en décembre 2018 a entraîné un premier retard dans la mise en œuvre du programme dans les mois qui ont suivi la signature du partenariat.



3. LE COMITÉ DIRECTEUR DE « BEYOND CHOCOLATE »

Peu après le lancement officiel du programme, un Comité directeur restreint (CoDir) a été créé pour fournir des conseils stratégiques sur la mise en œuvre et l'orientation du programme belge de chocolat durable. Le rôle principal dudit comité directeur est de guider le secrétariat de l'IDH sur les questions de développement et de mise en œuvre du programme stratégique dans le cadre de l'accord de partenariat « Beyond Chocolate » de décembre 2018. Il conseille également le secrétariat de l'IDH sur les éléments nouveaux et les priorités concernant le secteur du chocolat belge et leur impact sur le programme.

3.1 Composition du comité directeur

3.1.1 Le Président

Le rôle du président du CoDir est de convoquer les réunions du comité directeur et de s'assurer que ces réunions se déroulent effectivement. En outre, le président est la personne qui représente le comité directeur auprès des parties prenantes au sein du partenariat « Beyond Chocolate » et des autres intervenants intéressés par le secteur du chocolat belge. Enfin, le président est chargé d'approuver les ordres du jour des réunions du comité directeur et des réunions et ateliers du partenariat « Beyond Chocolate » élaborés par l'administrateur principal de programme de IDH.

De juin 2019 à février 2020, Patrick Hautphenne est le président du Comité directeur. Lorsqu'en mars 2020, Patrick a pris ses fonctions à l'étranger, il ne pouvait plus rester à ce poste. C'est pourquoi, à partir d'avril 2020, le PDG de Leonidas, Philippe de Selliers, a repris ce poste.



3.1.2 Le Secrétaire

L'équipe de gestion du programme IDH assure le secrétariat du comité directeur et se charge de:

- aider le président à veiller à la bonne organisation des réunions et à la rédaction et à la diffusion en temps utile des documents de référence ;
- planifier, coordonner et contrôler les activités liées au comité directeur ;
- distribuer l'ordre du jour ;
- rédiger les procès-verbaux ;
- assurer le suivi des recommandations et des décisions du comité directeur et en rendre compte.

3.1.3 Les Membres

Le comité directeur est formé de signataires du partenariat « Beyond Chocolate » et comprend:

- un représentant de l'unité « secteur privé » relevant de la DGD. En 2019, ce fut Jean-Jacques Bastien.
- un représentant du conseil d'administration de Choprabisco. En 2019, ce fut Patrick Hautphenne.
- un représentant de la société civile belge. En 2019, ce fut Charles Snoeck (Fairtrade Belgium).
- un représentant des chaînes de supermarchés belges. En 2019, ce fut Mieke Vercaeren (Groupe Colruyt).
- un représentant des institutions belges de la connaissance. En 2019, ce fut Patrick Van Damme (UGent).
- un représentant de l'un des fonds d'impact social. En 2019, ce fut Wouter Vandersypen (Kampani).

3.2 Processus décisionnel et transparence

La conduite des affaires fait l'objet d'une délibération attentive et réfléchie qui aboutit à des recommandations. Ces recommandations sont de préférence décidées par consensus, ce qui signifie que tous les membres soutiennent un point de vue particulier. En l'absence de consensus, les recommandations sont décidées par un vote à la majorité simple des membres votant sur la question. En cas d'égalité des voix, la personne qui assure la présidence a droit à une deuxième voix ou à une voix prépondérante.

Pour permettre à tous les membres du partenariat de suivre les discussions du CoDir, l'ordre du jour, les comptes-rendus et les rapports du Comité directeur sont accessibles à tout signataire du partenariat « Beyond Chocolate » qui en fait la demande.

3.3 Objectifs réalisés en 2019

En 2019, le comité directeur « Beyond Chocolate » s'est réuni à trois reprises. Les objectifs des réunions du CoDir pour l'année 2019-2020 étaient les suivants. Premièrement, le CoDir devait approuver les propositions stratégiques formulées par l'IDH concernant la conception et la mise en œuvre de Beyond Chocolate. En outre, le CoDir avait pour but de donner des conseils sur l'orientation stratégique des appels à propositions du partenariat développé par l'IDH. Ces objectifs ont été atteints, puisque le CoDir a discuté et convenu de la sélection des régions prioritaires dans le cadre du partenariat, des critères de cofinancement des projets innovants et des indicateurs possibles pour le suivi et l'évaluation.

Les membres du CoDir ont également participé activement à l'assemblée générale du partenariat et à l'événement qui s'est déroulé pendant un an, dans le cadre de leur mandat. Enfin, grâce à la participation des membres à la mission de septembre 2019 en Côte d'Ivoire, le CoDir a mobilisé un appui extérieur qui a renforcé l'efficacité et l'efficacité de Beyond Chocolate. Vu que le groupe a visité le pays lors des réunions annuelles de l'ICCO, l'opportunité s'est présentée de positionner davantage Beyond Chocolate au sein de la communauté internationale et d'interagir avec le gouvernement local et les acteurs internationaux. Ainsi, grâce aux préparatifs conjoints de l'ambassade de Belgique en Côte d'Ivoire (l'ambassadeur Michael Wimmer et son équipe) et du bureau local de l'IDH (la directrice-pays Valérie Reboud et son équipe), le CoDir a eu la chance de rencontrer les dirigeants de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), de hauts représentants du gouvernement ivoirien et le Conseil Café Cacao. À la demande des partenaires de la société civile, les membres de la délégation ont également entamé une conversation avec les communautés et les coopératives locales et ont pris en considération cette contribution pour les prochaines étapes du processus.





4. LES GROUPES DE TRAVAIL DE BEYOND CHOCOLATE

Lors de sa première réunion, le comité directeur du Partenariat Beyond Chocolate a décidé de former trois groupes de travail autour des thèmes généraux « Revenu vital », « Lutte contre la déforestation » et « Les jeunes et le travail décent » qui sont clairement énoncés dans le document du Partenariat Beyond Chocolate. En outre, le comité directeur a décidé de fixer des objectifs intermédiaires pour 2025 et 2030 qui seront régulièrement communiqués aux partenaires et au niveau belge en particulier. Les groupes de travail ont été invités à formuler une proposition pour ces objectifs intermédiaires. Composition des groupes de travail.

4.1 Composition of the working groups

Pendant l'été, un mandat a circulé parmi les partenaires, invitant à présenter des candidats au sein des groupes de travail sur le revenu vital, la lutte contre la déforestation et les jeunes et le travail décent. Le comité directeur a cherché un équilibre entre l'expertise recherchée et une bonne représentation des divers groupes d'acteurs de Beyond Chocolate. Le 30 août 2019, le Comité directeur de Beyond Chocolate a sélectionné les membres des groupes de travail. Chacun des groupes de travail a été guidé par un expert en la matière. L'équipe de gestion du programme IDH souhaite remercier les responsables des groupes de travail, Kristin Komives, Sylvie Bianchi et Violaine Berger, pour leur précieuse contribution au démarrage et au fonctionnement des différents groupes.



Groupe de travail sur les enfants, les jeunes et le travail décent

Nom et prénoms	Organismes
Sylvie Bianchi (group lead)	Samilia Foundation
Dirk Jacxsens	Libeert
Eva Verbist	Trias
Anke Massart	Barry Callebaut
Amber Harms	Nestlé
Emanuele Biraghi	Unicef
Namratha Ramanan	Université Catholique de Louvain

Groupe de travail sur la lutte contre la déforestation

Nom et prénoms	Organismes
Violaine Berger (group lead)	IDH
Béatrice Wedeux	WWF
Sebastiaan Van der Hoek	Cargill
Pieter Van de Sype	Bos+
Cedric Van Cutsem	Mondelez
Pascal Boeckx	Université de Gand
Iris Millenaar	Rainforest Alliance
Patrick Van Damme/Wouter Vanhove	Université de Gand
Bram Vanschoenwinkel	VUB
Mathil Vandromme	VUB
Wouter Vanhove	Université de Gand
Kelly Hertenweg	DG Environnement

Groupe de travail sur le Revenu vital

Nom et prénoms	Organismes
Kristin Komives (group lead)	ISEAL
Raphael Audoin Rouzeau	Puratos
Samuel Poos	Enabel
Bart Van Besien	Oxfam Magasins du Monde
Ellen Jacobs	Mars
Charles Snoeck	Fairtrade Belgium
Johan Van Den Bossche	Rikolto
Philippe Weiler	Lidl
Philippe Toussaint	Colruyt
Jérémie Gross	Bio Invest



4.2 Objectifs réalisés en 2019

Chaque groupe de travail s'est réuni trois fois en 2019. La tâche principale des groupes de travail a consisté à mobiliser et à cartographier les connaissances de pointe, les expériences de première main et les meilleures pratiques autour des thèmes spécifiques. La convocation des groupes de travail était une étape importante pour susciter un esprit d'appropriation et une compréhension commune des définitions, des recherches pertinentes et des initiatives en cours pour le groupe après l'assemblée générale constitutive du 4 septembre 2019. Au cours des différentes réunions des groupes de travail, il est ressorti clairement qu'il était nécessaire de se focaliser davantage sur l'apprentissage et le renforcement des compétences au sein des groupes de travail et du partenariat élargi. Les travaux des groupes consultatifs 2020 et les activités d'apprentissage spécifiques s'appuieront sur cette constatation. Grâce aux efforts du groupe de travail, les membres du partenariat ont déjà une meilleure compréhension des trois thèmes principaux et ont une vision plus claire des pistes envisageables pour réaliser les objectifs visés par ces thèmes. Leurs premières conclusions ont été présentées lors de la rencontre du 5 décembre. Les résultats peuvent être trouvés dans le rapport de l'événement.

Le prochain appel à propositions « Beyond Chocolate 2019 » a exigé que les groupes de travail rédigent des recommandations sur les critères d'inclusion dans ce premier appel à propositions et ont donc axé leurs premières réunions sur la réalisation de cet objectif. Parallèlement aux discussions des groupes de travail, le cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE) de Beyond Chocolate était en cours d'élaboration. Les groupes de travail ont discuté du cadre RSE à différentes occasions et ont apporté une contribution précieuse à l'exercice. Ce faisant, le partenariat a réussi à affiner les indicateurs de base figurant dans le document de partenariat et a formulé un ensemble d'indicateurs pertinents, mesurables et limités dans le temps.



Le texte du partenariat « Beyond Chocolate » énumère plusieurs ODD. Les groupes de travail ont été priés de conseiller le comité directeur sur le choix des objectifs et des indicateurs pertinents des ODD liés à leur thème spécifique. Cet exercice sera poursuivi à la suite du premier rapport annuel 2019.

Bien qu'il ait été demandé aux groupes de travail d'étudier les éventuels objectifs intermédiaires à atteindre d'ici 2025 et 2030 pour l'aspiration commune du partenariat et de convenir d'une proposition à soumettre au comité directeur; cette tâche s'est révélée très difficile. En l'absence d'une base de référence concernant les efforts consentis par le partenariat en 2019, les groupes de travail ont eu beaucoup de mal à se mettre d'accord sur une proposition pour le CoDir au-delà du chocolat. Le groupe de travail sur les jeunes et le travail décent et celui sur la lutte contre la déforestation ont apporté une contribution précieuse et formulé une suggestion concrète d'objectifs intermédiaires. Ces propositions feront l'objet d'une discussion plus approfondie en 2020 avec le groupe à la lumière du rapport annuel et des premiers résultats issus du rapport de 2019.

À la fin de leur troisième réunion et, dans une certaine mesure, au début de 2020, les groupes de travail ont été invités à se pencher sur la nécessité et sur les éventuels objectifs de chacun des groupes de travail pour la poursuite de leurs travaux après le 5 décembre 2019. Leurs conseils furent pris en compte et ont permis d'aboutir à la nouvelle structure de gouvernance 2020 de Beyond Chocolate.

5. MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RSE DE BEYOND CHOCOLATE

La première année du partenariat, beaucoup de temps et d'efforts consentis ont été consacrés à l'élaboration d'un cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE). La responsabilisation, le suivi et l'évaluation constituant un concept si important pour le partenariat, un groupe de travail spécialisé en la matière a été créé en mars 2020. Ce groupe doit fournir des conseils stratégiques sur le développement et la mise en œuvre du cadre RSE. Lors de la première réunion du groupe en mars 2020, les membres ont mis la touche finale au Cadre. Cependant, la finalisation de ce document ne signifie pas la fin du groupe de travail sur le RSE. La raison en est que le cadre de RSE est un document dynamique qui nécessite la constante intervention des experts. Par conséquent, le groupe de travail sur la RSE continue d'exister pour suivre l'utilisation dudit cadre au cours du premier cycle de production de rapports et pour prodiguer des conseils sur les adaptations à apporter au document en fonction des évolutions.



5.1 La composition du groupe de travail sur la RSE

Le groupe de travail sur la RSE est composé de parties signataires du partenariat « Beyond Chocolate » et comprend :

- les représentants de toutes les entreprises de chocolat qui font rapport au cadre de RSE
- les représentants des entreprises de vente au détail
- les représentants des normes de certification applicables
- le représentant de la société civile :
- le représentant des établissements de savoir :
- le représentant de la DGD

Le groupe de travail sur la RSE est unique en ce sens qu'il permet aux principaux producteurs de chocolat, aux entreprises de vente au détail et aux normes de certification de nouer le dialogue entre eux. Cela fait du groupe de travail la plate-forme idéale pour discuter des questions concrètes qui restent à résoudre et à décider entre les trois groupes sectoriels.

Les candidats au groupe de travail sur la RSE sont approuvés par le secrétariat de l'IDH en consultation avec le comité directeur de « Beyond Chocolate ». Tous les signataires qui répondent aux critères susmentionnés sont invités à rejoindre le groupe de travail sur la RSE après avoir consulté officiellement le secrétariat de l'IDH.

5.2 Objectifs du groupe de travail sur la RSE

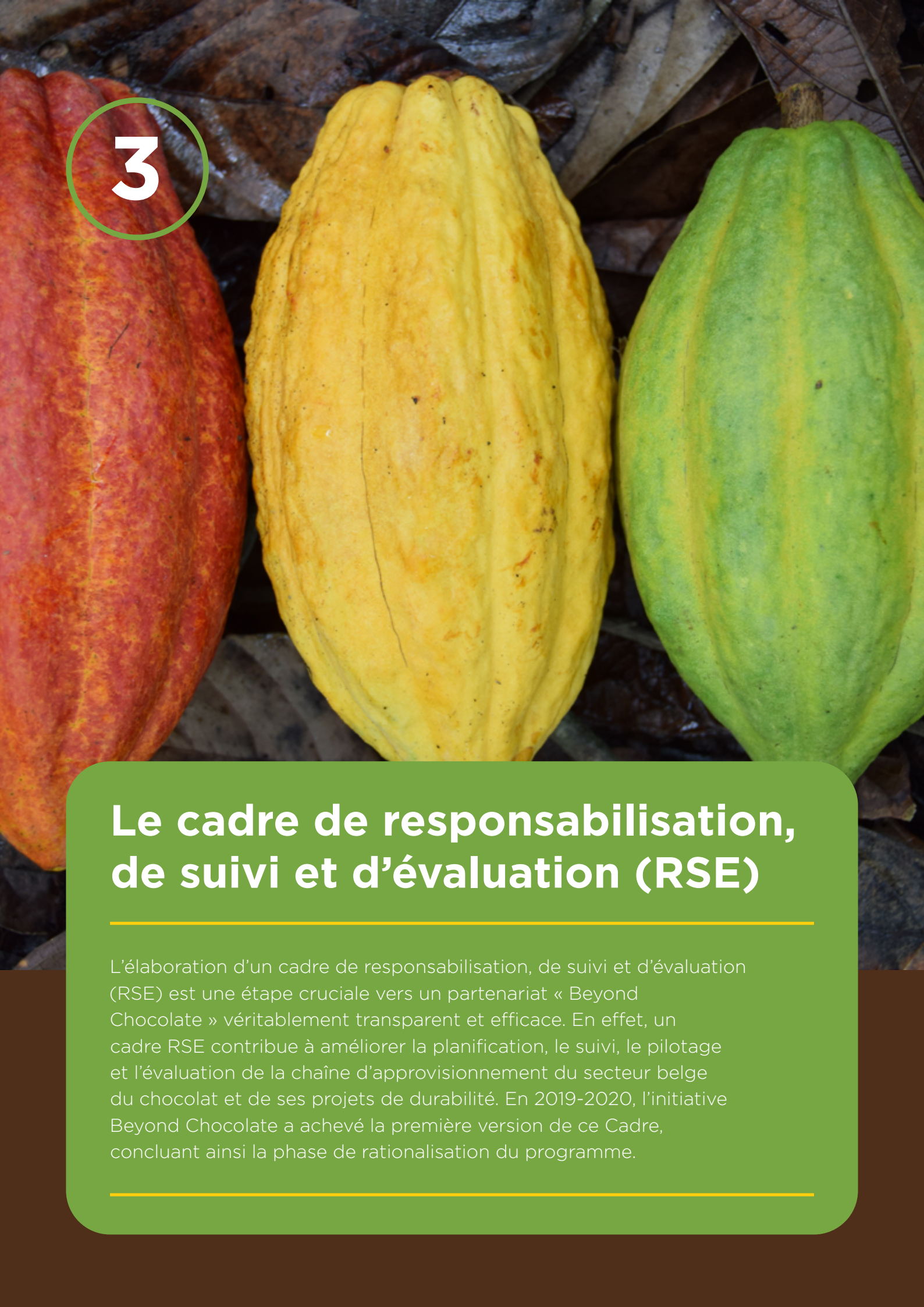
Les principaux objectifs du groupe de travail sur la RSE sont les suivants :

- Donner des conseils au secrétariat de l'IDH sur la manière dont les partenaires de Beyond Chocolate doivent être tenus responsables, contrôlés et évalués.
- Revoir le cadre de RSE régulièrement.
- Examiner les progrès annuels réalisés en matière de transparence et d'informations publiées par les partenaires dans leurs rapports.
- Réévaluer régulièrement l'actualité du cadre la RSE et le réviser le cas échéant.



6. LES GROUPES CONSULTATIFS DE BEYOND CHOCOLATE

Dès le début de l'année 2020, les trois groupes de travail de « Beyond Chocolate » ont été réévalués. Il a été établi que les groupes de travail avaient largement atteint leurs objectifs en 2019. En outre, à partir de mars 2020, le groupe de travail sur la RSE a pris en charge la supervision de la responsabilisation, du suivi et de l'évaluation du partenariat. Pour ces raisons, les groupes de travail ont été remaniés en groupes consultatifs qui alimentent les activités d'apprentissage et orientent le renforcement général des capacités du partenariat. De plus amples informations sur le fonctionnement de ces groupes consultatifs seront fournies dans le rapport annuel 2020.

A photograph of three pumpkins in different colors: red, yellow, and green, arranged horizontally. The pumpkins are set against a background of dark, dry leaves. A green circle with the number '3' is overlaid on the top left of the red pumpkin.

3

Le cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE)

L'élaboration d'un cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE) est une étape cruciale vers un partenariat « Beyond Chocolate » véritablement transparent et efficace. En effet, un cadre RSE contribue à améliorer la planification, le suivi, le pilotage et l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement du secteur belge du chocolat et de ses projets de durabilité. En 2019-2020, l'initiative Beyond Chocolate a achevé la première version de ce Cadre, concluant ainsi la phase de rationalisation du programme.



1. CONTEXTE

Un consultant indépendant a été recruté en vue d'accompagner l'IDH dans la création du Cadre RSE pour Beyond Chocolate, intégrant ainsi un savoir-faire externe au sein du programme. C-Lever.org a remis une proposition de projet écrite et a ensuite présenté son argumentaire en faveur d'une équipe restreinte de spécialistes (Els Haelterman, Annemieke Burmeister et Mark de Waard pour l'IDH et Charles Snoeck en sa qualité) de représentant du CoDir). L'équipe a convenu à l'unanimité que C-Lever.org correspondait au poste. Le contrat fut discuté et fin octobre 2019, on entama la mise en place du Cadre RSE sous la direction de Patrick Stoop, associé directeur général.

La première version du cadre de RSE a été adoptée le 11 novembre 2019. Les partenaires ont été invités à faire part de leurs observations et remarques avant le 25 novembre. Le Cadre a également fait l'objet d'une discussion approfondie avec les groupes de travail « Beyond Chocolate ». Tous les membres ont eu la possibilité de prodiguer des conseils et de faire part de leurs remarques. Une fois que tous ces retours ont été traités, une deuxième version plus élaborée du Cadre RSE de Beyond Chocolate a été présentée lors de l'événement d'un an du 5 décembre.

Cette version renfermait neuf indicateurs principaux, à savoir la transparence de l'origine, la transparence et la certification de l'approvisionnement en cacao, les indicateurs de résultats liés au revenu vital et les indicateurs de résultats liés à la déforestation. Parmi ces indicateurs figuraient des éléments mesurables tels que l'évaluation par score et les niveaux de prix. Les domaines de coopération et de mise en conformité avec les autres plateformes étaient également pris en compte.

Le principal commentaire émis par les partenaires sur la première version du Cadre RSE portait sur sa trop grande longueur et sa complexité. Les 9 indicateurs seraient source de confusion et de démotivation pour les partenaires chargés de l'établissement des rapports. C'est pourquoi C-lever.org a remanié cette version pour en faire un document plus concis et plus compréhensible. Dans le nouveau cadre, seuls quatre indicateurs principaux étroitement liés aux quatre résultats clés du partenariat intitulé Beyond Chocolate ont été conservés.

La troisième version du Cadre RSE a été présentée le 10 mars lors de la première session du groupe de travail spécialisé sur le RSE. Elle a été élaborée en tenant compte de tous les commentaires reçus sur la deuxième version

CHRONOGRAMME





et des orientations stratégiques fournies par le comité directeur de BC et par l'équipe de l'IDH. Les partenaires ont été satisfaits des changements apportés et ont fait part de leurs ultimes commentaires. Au terme de quelques petits réglages, le cadre était fin prêt et pouvait être utilisé et partagé avec l'ensemble des partenaires.

Comme il ressort clairement de ce qui précède, le Cadre RSE est le fruit d'une collaboration et d'une consultation étroites entre toutes les parties prenantes de Beyond Chocolate, l'IDH et des spécialistes indépendants.

2. OBJECTIFS

Le Cadre RSE permet au partenariat Beyond Chocolate et à ses associés de rendre compte des progrès réalisés par rapport aux engagements collectifs et individuels et aux aspirations supplémentaires dudit Partenariat. En tant que tel, il garantit un certain niveau de conformité dans la rédaction des rapports. En outre, le Cadre permet de planifier, de mesurer, de suivre, de piloter et d'évaluer convenablement, y compris d'assurer la concrétisation des objectifs, des projets spécifiques cofinancés par le partenariat de BC.

3. DOCUMENT DE SYNTHÈSE

3.1 Première Partie: Indicateurs clés de performance

La première partie du cadre décrit les 4 indicateurs clés de performance (KPI) permettant de mesurer les progrès et les réalisations par rapport aux 4 principaux engagements généraux du partenariat BC et se subdivise en indicateurs de processus (engagements intermédiaires ou d'ici 2025) et d'impact (engagements pour 2030).

La première partie du cadre de RSE comporte 4 indicateurs de performance clés (KPI):

Engagements intermédiaires pour 2025 (indicateurs de processus)

Indicateur 1: % du programme interne/du cacao certifié dans le chocolat produit et/ou vendu en Belgique

Indicateur 2: Niveau de conformité avec les obligations applicables du CFI (ou équivalent)

Engagements pour 2030 (indicateurs d'impact)

Indicateur 3: Des progrès vers la réduction de l'écart de revenu vital aux producteurs de cacao.

- **Indicateur 3.bis:** *le nombre et le pourcentage de ménages à vocation agricole qui ont atteint le niveau de sécurité des revenus vitaux (indicateur d'impact supplémentaire).*

Indicateur 4: Évolution de la couverture forestière dans les zones de production de cacao



3.2 Deuxième Partie : Données de base sur la RSE

La deuxième partie du cadre fournit des détails sur les 9 composantes de RSE pour le suivi des efforts déployés, des progrès réalisés, des résultats et de l'impact par rapport aux différents domaines d'aspiration du partenariat Beyond Chocolate.

La seconde partie est elle-même structurée en 4 parties:

Composantes transversales - données de base sur la RSE

RSE Composante A: Niveau de transparence de l'origine de l'offre

RSE Composante B: Niveau de traçabilité du cacao

RSE Composante C: données génériques sur les projets, les initiatives, les systèmes

Composantes relatives au modèle de revenu vital - liées à l'Indicateur 3

RSE Composante D: Prix payé au producteur par rapport au prix bord-champ en vigueur

RSE Composante E: Efforts visant à accroître la productivité dans la culture du cacao

RSE Composante F: Efforts visant la diversification des revenus productifs des producteurs de cacao

Composantes relatives à la préservation et à la restauration des forêts - liées à l'Indicateur

RSE Composante G: Efforts visant la préservation et la restauration des forêts

Composantes relatives aux aspirations supplémentaires du

RSE Composante H: Favoriser le travail décent et le développement de l'enfant : H.1 - Efforts visant le travail décent et le développement de l'enfant ; H.2 - Score du travail décent et du développement de l'enfant.

RSE Composante I: Niveau d'avancement et de réalisation des autres engagements individuels des signataires de BC.

Vous trouverez à l'annexe A du présent rapport annuel l'intégralité du cadre RSE.

Rapport de base sur Beyond Chocolate, 2019

L'objectif du cadre RSE est de structurer et de rationaliser la responsabilisation, le suivi et l'évaluation par le partenariat Beyond Chocolate et d'améliorer l'efficacité et la cohérence de la collecte de données et des rapports sous-jacents. Pour y parvenir, le cadre est complété par des directives et des outils de collecte de données. Ainsi, les signataires du partenariat Beyond Chocolate ont reçu un modèle de rapport, assorti d'une annexe correspondante, pour rendre compte de leurs efforts et de leurs avancées dans la réalisation des objectifs du partenariat Beyond Chocolate.



1. PROCÉDURE ET RAPPORTEURS

En ce qui concerne le rapport de 2019, les signataires de Beyond Chocolate ont établi une distinction entre un rapport complet et un rapport sur les engagements individuels uniquement, pour les autres signataires de Beyond Chocolate.

Le premier groupe, auquel il a été demandé de faire rapport sur tous les indicateurs (KPI) et les composantes de données du Cadre RSE, comprend les entreprises ou entités suivantes:

Fabricants de chocolat de couverture	Marques de chocolat grand public	Détaillants	Acteurs de certification
Barry	Mondelez	Colruyt Group	Rainforest Alliance
Callebaut	Nestlé	Lidl Belgium	Bioforum
Cargill	Mars	Aldi Belgium	Vlaanderen
Puratos	Oxfam	Carrefour Belgium	Fairtrade Belgium
		Delhaize Belgium	

Les signataires de «Beyond Chocolate» limitent pour 2019 leurs rapports à leurs engagements individuels², dont³:

○ Choprabisco	○ ARES	○ ACLVB
○ DGD	○ Trias	○ Alterfin
○ Enabel	○ Rikolto	○ Incofin Investment Management
○ Bio Invest NV	○ WWF Belgium	○ Kampani
○ ISEAL	○ ACV Voeding en Diensten	○ Oikocredit Belgium
○ VLIR-UOS	○ ABVV Horval	○ Galler

IDH a reçu les modèles de rapport dûment renseignés de presque tous les signataires de Beyond Chocolate ; la compilation et l'analyse de ces données de rapport ont abouti aux conclusions présentées ci-dessous.

2. Les partenaires peuvent à tout moment prendre un engagement plus agressif ; ces engagements peuvent être trouvés dans le document de programme (mis à jour) Beyond Chocolate.
3. Étant donné que plusieurs partenaires n'ont signé la Déclaration de partenariat "Beyond Chocolate" que le 5 décembre 2019 (Baronie, Port d'Anvers), il ne leur a pas été demandé de faire rapport sur leurs progrès pour cette année. L'exception est ici Galler qui a insisté pour contribuer déjà au rapport de 2019.



Cependant, un détaillant parmi les signataires de Beyond Chocolate, Carrefour, n'a pas soumis le rapport sollicité. Il convient également de noter que le rapport de 2019 a constitué un défi pour les signataires de Beyond Chocolate. La conception du Cadre RSE n'a débuté que vers la fin octobre 2019 et le format du rapport annuel 2019 de Beyond Chocolate n'a été convenu que fin mars / début avril 2020. Cette situation explique pourquoi toutes les informations requises n'étaient pas encore disponibles dans le délai limité. Le modèle de rapport offre la possibilité de fournir des explications sur les données manquantes, partielles ou encore approximatives qui sont communiquées. Ces informations font également partie de l'exercice initial de rapport « Beyond Chocolate » et sont donc essentielles pour affiner et améliorer le cadre de RSE.



2. 2019 RAPPORTAGE INTÉGRAL

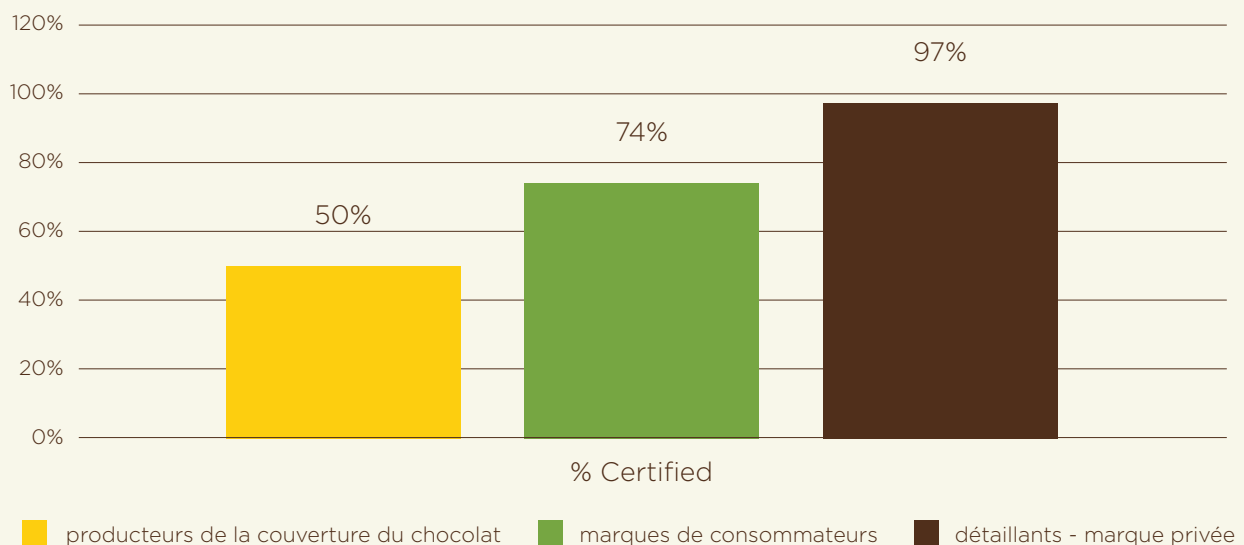
2.1 Systèmes de certification et d'entreprise dans la chaîne d'approvisionnement du cacao

2.1.1 KPI 1 : % du programme d'entreprise/cacao certifié dans le chocolat fabriqué et/ou vendu en Belgique

En moyenne **50%**⁴ du cacao utilisé pour la production de chocolat de couverture en Belgique provient (moyenne pondérée) d'une source conforme à au moins une norme de certification ou à un programme de durabilité d'entreprise.

En moyenne, **74%** du chocolat grand public vendu sous des marques de consommateurs (moyennes pondérées) et **97%** du chocolat vendu sous des marques de distributeurs (moyenne non pondérée) répondent à au moins une norme de certification.

KPI 1 - Certification



Conformément à leur engagement individuel, les détaillants signataires ne rendent compte que de leurs produits sous marque de distributeur. Ainsi, en 2019, les rapports des détaillants ont été limités aux produits étiquetés comme étant du chocolat, n'incluant pas encore le cacao dans leurs autres produits sous marque de distributeur.

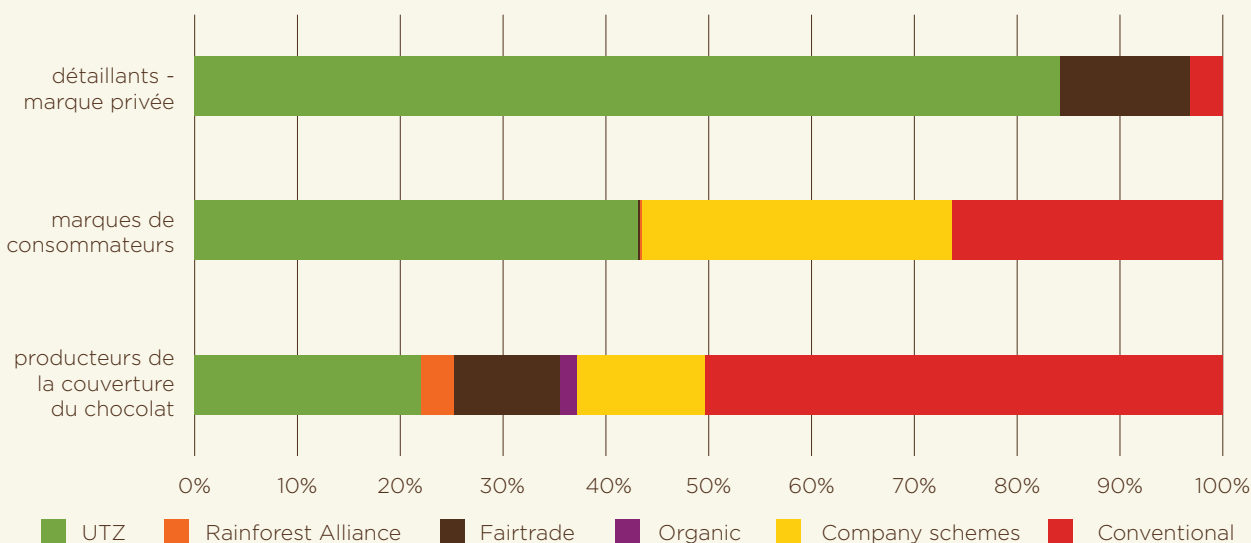
4. Ce chiffre diffère légèrement de celui indiqué lors de l'assemblée générale de Beyond Chocolate du 28/05/2020 en raison d'un nouveau calcul des informations nouvellement disponibles.



Le bilan de 2019 montre que les détaillants parmi les signataires de Beyond Chocolate sont déjà très proches d'atteindre leur engagement individuel de faire certifier à 100 % leur chocolat sous marque de distributeur d'ici 2020. En outre, plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient déjà atteint cet engagement individuel en 2019. Toutefois, à partir de 2020, la responsabilisation des détaillants dans le cadre de Beyond Chocolate sera étendue au cacao présent dans d'autres produits à marque de distributeur.

En ce qui concerne les marques de chocolat grand public et les producteurs de chocolat de couverture, il reste encore du travail à accomplir avant de réaliser leur engagement pour 2025 ⁵. Les marques de chocolat grand public représentent encore environ 26 % du chocolat conventionnel (moyenne pondérée). Quant aux producteurs de chocolat de couverture, environ 50 % de leurs approvisionnements en cacao (le secteur belge du chocolat) ne relèvent pas encore d'une norme de certification ou d'un régime d'entreprise accepté. Par ailleurs, il convient de reconnaître que ces dernières années, les deux groupes ont déployé des efforts considérables pour appliquer des normes de certification reconnues et/ou pour améliorer la couverture de leurs programmes d'entreprise. Ils ont réitéré leur engagement à atteindre l'objectif de 100 % d'ici 2025.

KPI 1 - Certification



Comme le montre la figure ci-dessus, le rapport 2019 indique que l'UTZ est de loin la principale norme de certification utilisée, en particulier parmi les marques de distributeurs et les marques grand public. Viennent ensuite les systèmes d'entreprise, puis Fairtrade, ensuite Rainforest Alliance, qui est en passe de fusionner avec UTZ, et enfin la norme de certification biologique.

5. Il y a lieu de faire remarquer que les volumes de cacao provenant de la source diffèrent fortement entre les producteurs de couverture, les marques de chocolat grand public et le commerce de détail.



2.1.2 Conclusions et réflexion

En général, le rapport 2019 relatif à cet ICP/KPI 1 démontre clairement la volonté des signataires de Beyond Chocolate d'améliorer l'équité et la durabilité de leur approvisionnement en cacao et de leur chaîne de valeur du chocolat. Même si beaucoup de travail reste à abattre, le rapport 2019 transmis par les signataires de Beyond Chocolate révèle déjà que des efforts importants se poursuivent. Atteindre le niveau de 50 % pour les producteurs de chocolat de couverture, qui correspondent à une très grande partie du cacao acheté pour le secteur belge du chocolat, ne devrait pas être considéré comme une mince réussite.

Pour l'avenir, un défi important subsiste, à savoir comment pourrions-nous faire en sorte que l'approvisionnement en cacao et la production de chocolat dans le respect des normes de certification reconnues ou des systèmes d'entreprise conduisent effectivement à atteindre les objectifs finaux de Beyond Chocolate (cf. les engagements de Beyond Chocolate pour 2030). Ensemble, les plateformes européennes (GISCO, SWISSCO, Beyond Chocolate, ...) ont chargé l'International Trade Center (ITC) de réaliser une étude comparative. Cette étude devrait déjà fournir à Beyond Chocolate une analyse systématique sur le sujet. Beyond Chocolate déterminera si les normes et les programmes placent la barre suffisamment haut et si cette certification permettra d'atteindre les résultats et les aspirations d'impact de Beyond Chocolate.



2.2 Des avancées vers la réduction de l'écart de revenu vital aux producteurs de cacao

- ✓ **KPI 3 :** « Avancées vers la réduction de l'écart vital de revenu en faveur des producteurs de cacao » (2030)
- ✓ **KPI 3.bis :** « le nombre et le % de ménages agricoles, produisant du cacao pour le secteur du chocolat belge, qui ont atteint un revenu vital garanti » (2030)
- ✓ **Bloc de données C :** données génériques sur les projets, les initiatives, les systèmes
- ✓ **Bloc de données D :** Prix payé au producteur par rapport au prix bord-champ en vigueur;
- ✓ **Bloc de données E :** Efforts visant à accroître la productivité dans la culture du cacao ;
- ✓ **Bloc de données F :** Efforts visant à diversifier les revenus agricoles des producteurs de cacao

Les rapports fournis par les signataires de Beyond Chocolate montrent clairement un niveau élevé de sensibilisation et de bonnes intentions quant à l'évolution vers un revenu vital en faveur des producteurs de cacao. Alors qu'auparavant, la volonté se limitait souvent à faire passer les producteurs de cacao au-delà du seuil de pauvreté, elle va désormais plus loin pour atteindre un revenu vital.

2.2.1 Données manquantes

Le rapport de 2019 sur l'ICP 3 montre que les données disponibles sur les niveaux de revenus actuels et sur l'écart vital de revenus pour les producteurs de cacao sont encore limitées et sporadiques. Lorsque de pareilles informations sont disponibles, elles proviennent en règle générale d'études de cas spécifiques sans lien avec le marché belge.

Les estimations existantes des niveaux de revenus actuels des producteurs de cacao, lorsqu'elles sont fournies ou reprises dans le rapport 2019 des signataires de Beyond Chocolate, reposent le plus souvent sur certains échantillons restreints et/ou sur des modèles de revenus agricoles (basés sur la recherche scientifique). Les estimations fournies varient entre 2,390 USD et 3,314 USD par ménage et par an en Côte d'Ivoire. En gros, ces chiffres représenteraient entre 33 % et 46 % d'un revenu vital. Peu de signataires de Beyond Chocolate sont encore en mesure de fournir des données pour l'ICP 3 - « Avancées vers la réduction de l'écart de revenu vital en faveur des producteurs de cacao ». Ainsi, le rapport 2019 ne fournit pas encore d'informations de base importantes.

En outre, lorsque les signataires fournissent des données sur le nombre de producteurs bénéficiant d'une augmentation de leurs revenus, celles-ci concernent en général l'approvisionnement mondial en cacao des signataires et les efforts de durabilité correspondants, sans relier ces données au marché belge ni à un % des exploitations de cacao de leur chaîne d'approvisionnement bénéficiant d'une augmentation de revenus.



Pour l'ICP 3bis - « le nombre et le % de ménages agricoles, produisant du cacao destiné au secteur du chocolat belge, qui ont atteint un revenu vital garanti », nous n'avons également obtenu que des données de base partielles et estimatives. Un signataire de Beyond Chocolate fournit bel et bien une estimation du nombre de ménages agricoles, correspondant au volume de son marché belge, tout en considérant que 13 % d'entre eux ont déjà atteint le niveau de revenu vital. Un autre signataire de Beyond Chocolate a également présenté une estimation du nombre de ménages agricoles, correspondant au volume de son marché belge, tout en indiquant que 48 % d'entre eux avaient déjà franchi le seuil de pauvreté de la Banque mondiale, fixé à 1,90 dollar par jour par personne.

Beaucoup de travail reste à faire pour évoluer vers des informations cohérentes et fiables (base et progrès) sur le nombre de ménages producteurs de cacao ciblés et pris en charge en relation avec les engagements de Beyond Chocolate, sur leurs niveaux de revenus, et sur la mesure selon laquelle ils atteignent effectivement un revenu vital. Néanmoins, les données partielles obtenues suffisent à confirmer que, dans l'ensemble, l'écart par rapport à l'objectif d'atteindre un revenu vital est encore énorme. La réduction de cet écart d'ici 2030 demeure par conséquent un véritable défi. Pour ce faire, Beyond Chocolate doit cibler ces améliorations de revenus pour les ménages de producteurs de cacao dans des zones/communautés productrices de cacao triées sur le volet ; le nombre de ménages de producteurs dont le revenu est influencé positivement correspond à l'équivalent en fèves de cacao de la production et/ou de la vente de chocolat en Belgique.

2.2.2 Normes de Certification et systèmes d'entreprise

Au-delà de l'application de normes de certification, les producteurs de chocolat de couverture et les marques grand public font état de systèmes d'entreprise qui visent à améliorer les revenus des ménages et des producteurs de cacao.

Les détaillants se tournent vers les normes de certification (et en partie aussi vers les producteurs et négociants de chocolat de couverture) pour s'assurer qu'ils progressent vers l'obtention de revenus vitaux au profit des producteurs de cacao. Toutefois, cette situation pose la question de savoir si les normes de certification seules permettront de réaliser les aspirations de Beyond Chocolate. L'exercice de comparaison de l'ITC permettra de clarifier la relation existant entre les domaines d'activité privilégiés des normes de certification et des systèmes d'entreprise et les aspirations du partenariat.

2.2.3 La Formule du Revenu vital

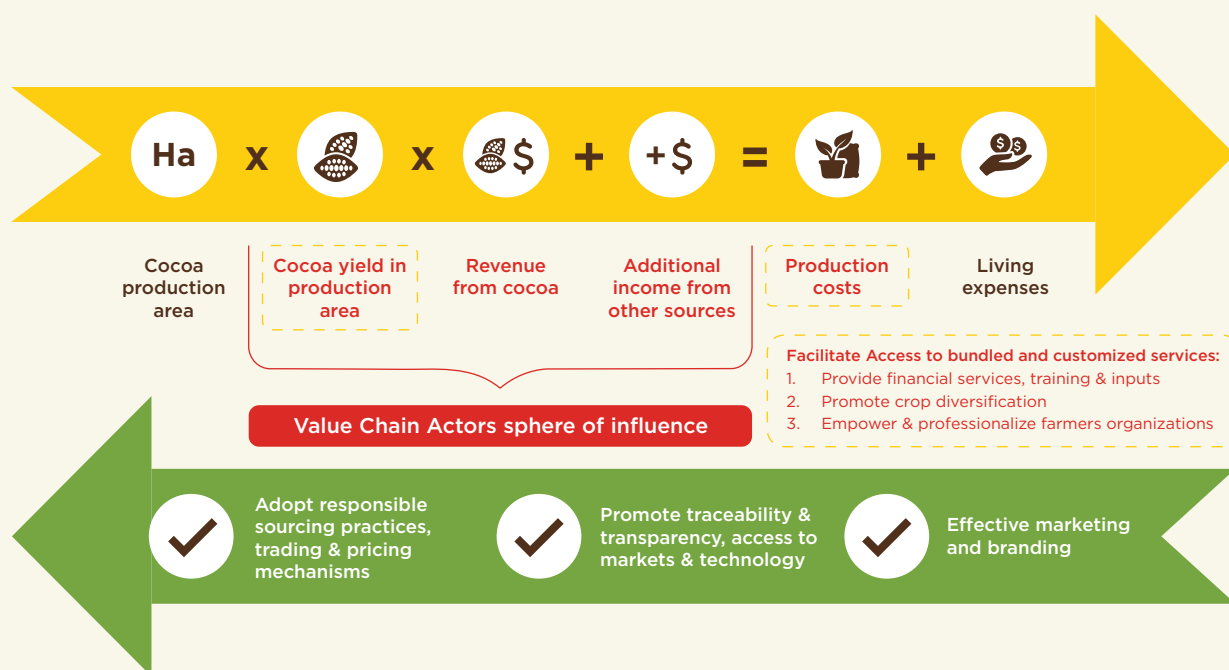
Il convient de reconnaître que les signataires de Beyond Chocolate déploient des efforts considérables qui contribueront à combler l'écart existant en vue d'un revenu vital pour les producteurs de cacao. En utilisant les blocs de données C, D, E et F du format de rapport, les signataires de Beyond Chocolate ont rendu compte desdits efforts. Il ressort du rapport 2019 des signataires de Beyond Chocolate qu'ils réalisent de plus en plus de projets intégrés, de systèmes et/ou de mécanismes de soutien qui incluent, mais vont au-delà du simple versement d'une « prime » en sus des prix bord-champ en vigueur. Toute la gamme des leviers potentiels pour influencer le revenu vital des producteurs de cacao, que l'on peut trouver dans la formule ci-dessous, est utilisée dans diverses combinaisons.



Une grande partie de cette initiative semble être encore dans sa phase pilote et il est clairement nécessaire de planifier, de piloter et d'évaluer l'efficacité de diverses démarches. Le partenariat « Beyond Chocolate » servira de plateforme pour le partage des bonnes pratiques et des réussites ainsi que des échecs. De cette manière, il existera un processus d'apprentissage commun entre les signataires de Beyond Chocolate.

Le suivi et l'évaluation des progrès réalisés en vue de garantir un revenu vital aux producteurs de cacao nécessitent de nouveaux efforts relatifs aux références normalisées, aux outils de mesure, etc. Certains sujets spécifiques tels que le métayage (partie du revenu prélevée par le propriétaire), la garantie d'un travail décent et d'un salaire minimum vital pour les travailleurs rémunérés (sporadiques), au sein de l'exploitation, etc. Beyond Chocolate encouragera ces efforts de normalisation et le fera dans la mesure du possible en collaboration avec les autres plateformes nationales européennes. La conception d'outils de mesure et de rapports conviviaux sera une priorité du partenariat.

The IDH living income formula





2.3 Combattre la déforestation - Préservation et restauration des forêts

- ✓ **ICP 2** : *Respect des obligations applicables du CFI (ou équivalent) (2025)*
- ✓ **ICP 4** : *Évolution de la couverture forestière dans les régions productrices de cacao (2030)*
- ✓ **Bloc de données G** : *Efforts visant la préservation et la restauration des forêts*

A. Initiative Cacao et Forêts (CFI)

En ce qui concerne l'ICP 2, le rapport 2019 montre que la totalité des producteurs de chocolat de couverture et toutes les marques de chocolat grand public au sein du partenariat rendent compte de leur respect des obligations du CFI ou de son équivalent. Les détaillants parmi les signataires de Beyond Chocolate ne sont pas des signataires du CFI, ils considèrent plutôt que le respect des obligations du CFI devrait être traité au niveau des certificateurs et/ou des producteurs de chocolat de couverture. La mise au point d'un outil d'orientation des détaillants pour leur permettre d'adopter leur propre plan d'action équivalent au CFI pour leurs marques de distributeur est encore très récente et n'apparaît donc pas dans le rapport Beyond Chocolate de 2019.

Une étape importante dans l'approche du CFI est la cartographie des exploitations de cacao. La cartographie des exploitations de cacao fait partie des plans d'action des entreprises signataires du CFI, tandis que d'autres systèmes de certification adoptent également des mesures visant à prévenir la déforestation dans les exploitations certifiées, notamment en documentant les emplacements GPS ou les cartes polygonales des exploitations certifiées. Plusieurs signataires du programme « Beyond Chocolate » font état du progrès réalisé dans la cartographie des exploitations de cacao au sein de leur réseau d'approvisionnement direct. À titre d'exemple, un signataire indique qu'environ 80 à 95 % du cacao provenant de réseaux d'approvisionnement direct en 2018/2019 était issu d'exploitations dont il a été prouvé qu'elles ne se trouvaient pas dans des zones protégées, conformément à la législation locale.

La prochaine étape dans l'intensification des efforts du partenariat en vue de réduire la déforestation dans le cadre des approches typiques du CFI consiste à établir des systèmes agroforestiers de cacao et à réduire ainsi la nécessité de l'exploitation (illégale) des forêts naturelles/protégées. Seul un nombre limité de signataires de Beyond Chocolate a fourni des données sur les efforts déployés dans ce domaine. Ils ont fait état de 12 648 hectares de systèmes agroforestiers de cacao établis et de 1 079 292 arbres à usages multiples distribués aux agriculteurs pour la plantation au sein de l'exploitation.



B. Rôle des normes de certification

Les organismes de certification, Rainforest Alliance et Fairtrade, ont fait cause commune dans le but de mieux cerner et évaluer le risque de déforestation dans les localités où se trouvent des organisations de producteurs certifiées, afin de formuler des stratégies de lutte contre la déforestation et de promouvoir des moyens de subsistance durables pour les producteurs et les travailleurs agricoles.

En 2019, Fairtrade a également revu sa norme relative aux producteurs du commerce équitable (SPO) en vue de renforcer ses actions en matière de protection des forêts et de la biodiversité. Deux points concrets ont été ajoutés : (1) une exigence sur la protection des forêts et de la végétation et (2) une exigence sur la prévention de la déforestation par le biais d'une procédure établie au niveau de l'organisation.

C. Les données manquantes et la collecte de domaines ciblés

Peu de signataires de Beyond Chocolate communiquent des données ou des informations concernant l'ICP 4, destiné à suivre les résultats et les impacts des efforts mentionnés ci-dessus par rapport à l'augmentation ou la diminution de la couverture forestière dans les zones cacaocoles. Certaines informations fournies par les signataires de Beyond Chocolate en relation avec l'ICP 4 visent davantage à garantir que, dans leur chaîne d'approvisionnement, le cacao provienne exclusivement d'exploitations qui ne sont pas situées dans des zones protégées. Cela correspond plutôt aux informations devant être fournies dans le cadre du Bloc de données G.

Plusieurs signataires de Beyond Chocolate ont indiqué que les « zones d'approvisionnement en cacao » doivent d'abord être approuvées, avant de surveiller la couverture forestière dans ces régions et que cela devrait être fait avec précaution de manière à éviter les biais dans les rapports.

En outre, force est de reconnaître que le partenariat Beyond Chocolate peut difficilement cibler un impact considérable sur la préservation et la restauration des forêts dans toutes les zones de production de cacao qui sont liées à l'approvisionnement mondial en cacao (chaîne d'approvisionnement) de tous les signataires de Beyond Chocolate. Autrement dit, la mise en œuvre de l'ICP 4 implique que la sélection des zones productrices de cacao ciblées où les signataires du partenariat Beyond Chocolate concentreraient des efforts particuliers axés sur la protection et la restauration durables des forêts, y compris en dépassant le cadre de l'approche par produit unique et en s'engageant conjointement avec d'autres acteurs dans des efforts coordonnés et durables axés sur le paysage.



2.4 Élimination du travail des enfants

✓ **Bloc de données H : Favoriser le travail décent et le développement de l'enfant**

Le document « Beyond Chocolate Partnership » énonce plusieurs objectifs et aspirations relatifs à l'élimination du travail forcé, à l'extension de la scolarité et à l'élimination du travail des enfants (les pires formes de travail) dans la chaîne de valeur du cacao. Même si ces objectifs n'apparaissent pas explicitement dans les engagements de 2025 et 2030, ils font implicitement partie de l'engagement lié au « revenu vital ».

Le rapport 2019 montre que les signataires de Beyond Chocolate sont conscients de la nécessité d'adopter une approche globale permettant de prévenir, d'identifier et de mettre fin au travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao. D'une manière générale, les signataires font état de trois stratégies qui se renforcent mutuellement pour s'attaquer aux causes profondes des abus et de la violence contre les enfants et les jeunes, tout en leur donnant les moyens d'agir, à eux et à leurs communautés : (1) prévention, (2) surveillance de la chaîne d'approvisionnement, et (3) mesures correctives et le développement local. Au nombre des stratégies supplémentaires figurent des mesures liées au revenu vital, à l'égalité entre hommes et femmes et à l'accès à une éducation de qualité. Plusieurs signataires de Beyond Chocolate œuvrent de concert avec l'Initiative internationale du cacao (ICI) pour promouvoir la protection de l'enfance dans les communautés productrices de cacao. Les détaillants déclarants ne fournissent pas en général beaucoup de données relatives à ce sujet. Ils évoquent les normes de certification.

1. Prévention

La formation et la sensibilisation aux différentes formes de travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao, sont menées pour aider les producteurs à identifier les tâches susceptibles de nuire aux enfants et à réduire les risques auxquels les enfants sont exposés dans les exploitations.

2. Surveillance de la chaîne d'approvisionnement

La collecte de données fiables sur le travail des enfants dans l'ensemble de la filière cacao demeure un défi majeur. Plusieurs signataires mettent en œuvre un système de suivi et d'élimination du travail des enfants (par exemple, le CLMRS) afin d'identifier et de protéger les enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao.

3. Résolution des problèmes et développement local

Les efforts correctifs se font tant au niveau individuel que communautaire sous de multiples formes. Ils comprennent, à titre d'exemple : la mise en œuvre du système de suivi et d'élimination du travail des enfants (SSETE) ; la création de comités locaux de protection ; des activités aux niveaux individuel et communautaire pour remédier aux cas identifiés ; des efforts visant à améliorer les établissements d'enseignement et/ou l'accès à l'éducation dans les communautés productrices de cacao.



2.5 Transparence de l'origine des approvisionnements

- ✓ **Bloc de données A : Niveau de transparence de l'origine des approvisionnements**
- ✓ **Bloc de données B : Niveau de traçabilité du cacao**

Il est indispensable de disposer d'informations sur l'origine du cacao utilisé pour permettre une meilleure responsabilisation en matière d'équité et de durabilité du chocolat produit et/ou vendu en Belgique.

On a demandé aux partenaires qui ont fourni des informations d'utiliser les notes suivantes pour indiquer le niveau de transparence de l'origine de l'approvisionnement:

Score 1 : origine inconnue ou seul pays d'origine connu ;

Score 2 : pays et région d'origine connus ;

Score 3 : pays, région et municipalité/coopérative d'origine connus;

Score 4 : ferme connue, en plus du pays, de la région et de la municipalité/coopérative d'origine ;

Score 5: ferme connue et ayant des coordonnées de point du ménage agricole (cartes des exploitations) ;

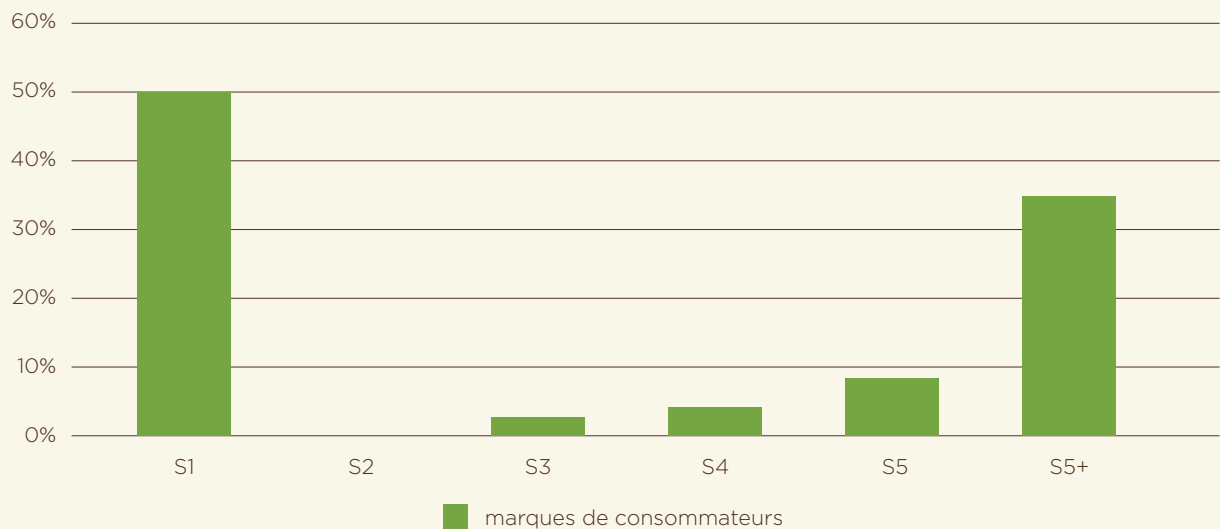
Score 5+: exploitation connue et ayant des limites polygonales de ladite exploitation.

Le contrôle du niveau de transparence de l'origine du cacao obtenu permet de suivre les volumes et le % de cacao provenant d'exploitations qui ont été cartographiées (notes 5 et 5+). Les niveaux de transparence de l'origine du cacao sont évalués et documentés au début de la chaîne d'approvisionnement ; ils n'exigent pas que le cacao ayant des niveaux de transparence de l'origine différents demeure séparé, plus tard dans le transport du cacao et/ou dans le processus de production et de distribution du cacao. Les principes du bilan de masse peuvent être appliqués pour définir en quelle quantité et en quel pourcentage le cacao destiné au chocolat produit et/ou vendu en Belgique présente un certain niveau de transparence de l'origine.

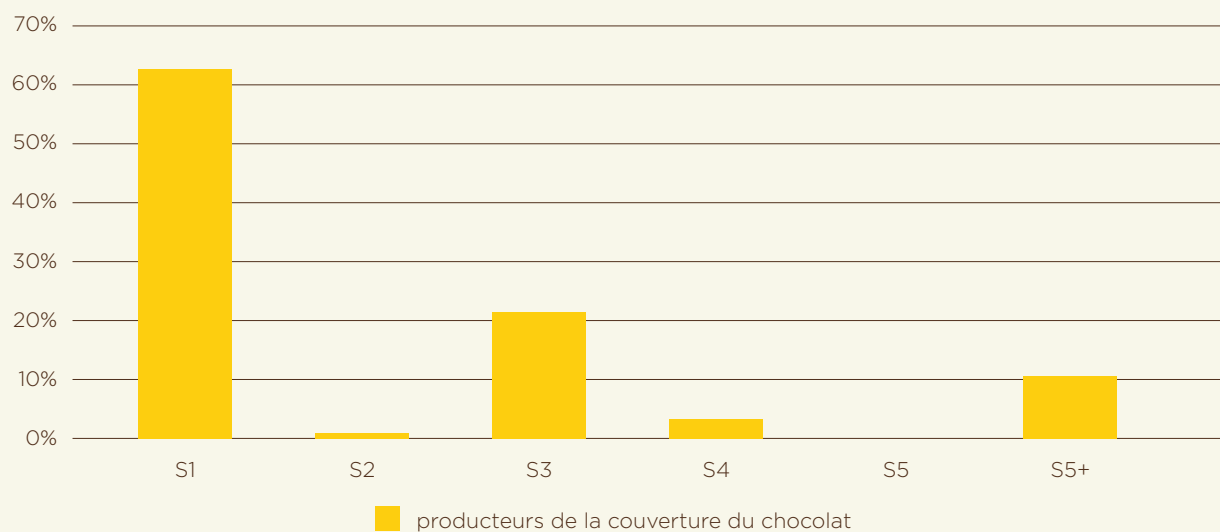
Alors que les producteurs de chocolat de couverture (62 %) et les marques de consommation (50 %) déclarent encore une très grande partie du cacao provenant d'une transparence minimale de l'origine de l'approvisionnement, le rapport de 2019 montre une tendance à l'augmentation du nombre de cartes des exploitations et à la documentation des origines des approvisionnements en cacao.



Transparence des sources d 'approvisionnement



Transparence des sources d 'approvisionnement



Les détaillants ne font cependant pas de rapport sur ce sujet, mais ils devront en faire autant pour les volumes autres que ceux produits avec du chocolat de couverture belge.

Les informations fournies dans le cadre du Bloc de données B montrent que le « bilan de masse » reste la pratique prédominante, avec seulement de faibles pourcentages (pondérés) concernant la ségrégation et la protection de l'identité. À titre d'exemple, pour les producteurs de chocolat de couverture, les volumes combinés déclarés au titre du bilan de masse et du bilan classique correspondent à 94,88 % du volume total, avec seulement 3,77 % pour le chocolat « séparé » et 1,35 % pour le chocolat « à identité protégée ».



2.6 Conclusions et prochaines étapes relatives à la responsabilisation, au suivi et à l'évaluation du partenariat Beyond Chocolate

Le partenariat « Beyond Chocolate » considère cet exercice de rapport 2019 comme une expérience d'apprentissage et une première étape permettant de tester et d'améliorer son cadre de responsabilisation, de suivi et d'évaluation (RSE). Comme prévu, le rapport 2019 n'est pas encore totalement cohérent ou complet. La raison en est partiellement attribuable au fait que la conception du Cadre RSE a débuté fin octobre 2019, ce qui laisse peu de temps aux signataires de Beyond Chocolate pour harmoniser leur collecte continue de données aux exigences du partenariat. La rigueur et la promptitude des rapports devraient s'améliorer dans les années à venir.

Ce premier exercice fournit déjà des informations importantes qui permettront d'améliorer le cadre RSE du partenariat, tout en contribuant à la mise en cohérence des différentes plateformes européennes.

Le premier exercice de production de rapports a montré que les modes actuels d'approvisionnement en cacao, de production et de distribution du chocolat ne permettent pas d'identifier les producteurs de cacao qui approvisionnent le secteur belge du chocolat. De nombreux signataires de Beyond Chocolate opèrent à l'échelle mondiale, s'approvisionnant en cacao auprès de diverses sources (nombreuses régions productrices de cacao), le cacao étant mélangé et subissant de nombreuses étapes de transport, de production et de distribution de produits intermédiaires et finaux.

À lui seul, le partenariat « Beyond Chocolate » ne peut pas garantir que l'ensemble des producteurs de cacao du monde entier perçoivent au moins un revenu vital. Il en va de même pour la lutte contre la déforestation et la protection des forêts (éventuellement la restauration des forêts) dans toutes les régions productrices de cacao de la planète. Le cadre de RSE ne peut pas suivre, faire rapport et (potentiellement) confirmer les résultats de tous les efforts de durabilité (à l'échelle mondiale) des signataires de Beyond Chocolate qui sont actifs dans le monde entier.

Les signataires seront invités à s'engager, individuellement et/ou conjointement, à obtenir des résultats et un impact clairs (en ce qui concerne l'amélioration des revenus des producteurs de cacao, la protection et la restauration des forêts et/ou le travail décent et le développement sain des enfants) afin de progresser dans l'établissement de la responsabilisation, du suivi et de l'évaluation en ce qui concerne les aspirations de Beyond Chocolate 2030. Le groupe de travail sur la RSE sera invité à discuter de la meilleure voie à suivre. La prochaine étape logique consiste donc à documenter la manière dont les signataires concernés entendent produire des résultats et un impact, clairement liés et/ou attribuables à leurs contributions dans le cadre du partenariat « Beyond Chocolate ». Ces efforts et résultats devraient être au moins proportionnels à l'équivalent en fèves de cacao de leur part dans le secteur du chocolat belge.



3. 2019 RAPPORTAGE INDIVIDUEL

Comme indiqué plus haut, parallèlement aux signataires à qui on a demandé de rédiger un rapport complet, on compte également un groupe de partenaires qui n'ont fait rapport que sur leur engagement individuel, tel que formulé dans le document du programme Beyond Chocolate. Ces engagements individuels font partie de l'aspiration générale de Beyond Chocolate à un secteur cacaoyer belge plus durable. Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des efforts déployés par les différents rapporteurs en 2019. Veuillez noter que toutes les actions entreprises par les rapporteurs individuels ne sont pas incluses dans le texte ci-dessous, car certaines des informations contenues dans le rapport demeurent confidentielles.

Les efforts déployés par les divers responsables des rapports établis en 2019 peuvent être répartis en trois catégories, à savoir le partage des connaissances et la sensibilisation, l'action sur le terrain et le soutien financier.

3.1 Partage des connaissances et sensibilisation

Tout d'abord, des journalistes indépendants ont soutenu le partenariat « Beyond Chocolate » en 2019 en partageant leurs connaissances et leur savoir-faire et en sensibilisant le public. Cela a été réalisé à la fois au sein du partenariat et auprès des acteurs externes.

En ce qui concerne le partage interne des connaissances et la sensibilisation, plus de 50 % des partenaires individuels de 2019 ont pris part à l'un des trois groupes de travail « Beyond Chocolate ». À ce titre, *Trias et l'Université de Louvain ont fait partie du groupe de travail sur la jeunesse et le travail décent ; l'Université de Gand, le WWF et le FPS Environnement ont contribué au groupe de travail sur la lutte contre la déforestation. Enabel, ISEAL, Rikolto et Bio Invest ont participé au groupe de travail sur le revenu vital.* Dans ces groupes de travail, les partenaires ont mobilisé et cartographié les connaissances de pointe, les expériences de première main et les meilleures pratiques autour de chacun des thèmes spécifiques. En outre, grâce à ces groupes de travail ainsi que par des contacts bilatéraux, tous les partenaires ont contribué au développement du cadre de RSE.

Par ailleurs, les journalistes indépendants ont aidé à mobiliser le soutien en faveur de Beyond Chocolate en informant les acteurs externes sur le partenariat. À ce titre, *Choprabisco* (l'Association royale belge du chocolat, des pralines, des biscuits et de la confiserie) a régulièrement informé ses membres des engagements du secteur en lien avec le partenariat (par exemple dans son bulletin d'information). En outre, la fédération sectorielle a rappelé à ses membres leur engagement au sein du partenariat lors de son assemblée générale du 26 juin, sur le thème « Chocolat et développement durable ». L'ACV a également sensibilisé ses représentants dans les entreprises chocolatières à la durabilité et au partenariat. Le syndicat a présenté « Beyond Chocolate » comme une bonne pratique au sein des organisations européennes et mondiales dont il fait partie (par exemple la Fédération européenne des syndicats des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme) et a ainsi informé et impliqué des organisations d'autres pays dans le suivi des activités du partenariat.



Bien entendu, tous les efforts liés à la production durable de cacao ont également trait au partenariat « Beyond Chocolate ». En 2019, plusieurs des journalistes ont pris sur eux de sensibiliser à l'impact social et environnemental de l'industrie belge du cacao. Certains l'ont fait en participant activement à des événements de sensibilisation et de partage des connaissances. Ainsi, *Choprabisco* a participé à une table ronde sur le développement durable au Salon du Chocolat et était également présent à la conférence « Chocolate Inspiration » à l'occasion du Sommet du chocolat belge. De plus, ACV a organisé une action sur le travail des enfants (distribution de brochures et d'affiches) lors de la journée d'action de l'OIT contre le travail des enfants. Un des reporters de Beyond Chocolate, *Oikocredit*, a même tenu une conférence internationale de sensibilisation avec un grand nombre d'acteurs du secteur du cacao sur l'étiquetage et le revenu vital. Cette conférence a notamment donné lieu à la réalisation d'un stand interactif. Au total, l'investisseur en impact social a dépensé 22.078,91 euros pour l'organisation de l'événement. Outre l'organisation de l'événement, la publication de rapports a également permis de sensibiliser aux questions liées à la production de cacao. Un bon exemple de ceci est le [rapport du WWF](#) qui estime l'empreinte de la déforestation en Belgique, y compris celle du cacao.

Enfin, plusieurs des reporters ont réuni les acteurs du secteur du cacao et de la durabilité afin de faciliter la production durable de cacao. À ce titre, plusieurs partenaires envisagent de s'engager dans des partenariats et des collaborations visant à accroître la durabilité dans le secteur du cacao. Les organisations faitières universitaires *VLIR-UOS* et *ARES* ont mobilisé des universitaires expérimentés sur les thèmes abordés et les ont conviés avec d'autres acteurs du secteur.

3.2 Entreprendre des actions sur le terrain

Plusieurs des reporters ont entrepris des actions sur le terrain en 2019 aux fins d'améliorer les conditions de vie des producteurs de cacao qui approvisionnent le marché belge et d'aider à contrer l'impact environnemental de la production de cacao sur le marché belge. Ainsi, certains partenaires se sont engagés dans des projets sur la durabilité du cacao dans le Sud. Certains de ces projets s'inscrivent dans l'appel à propositions « Beyond Chocolate » (voir chapitre 5), mais aussi en dehors du partenariat, plusieurs projets intéressants ont été initiés. Ainsi, en 2019, *Kampani* s'est associé à Belvas pour soumettre une proposition de projet BPF (Business Partnership Facility). La proposition a été approuvée et une subvention de 200 000 euros a été allouée. Le projet consiste à créer des installations de broyage afin de traiter de petites quantités de fèves biologiques pour les acheteurs (Belvas, Tony's, Ethiquable) et la production de chocolat pour le marché local (sous la marque Kimbe Chocolate). Enfin, *Rikolto* a mis en place un projet en partenariat avec la LIDL pour soutenir les petits producteurs de cacao au Ghana afin d'améliorer leurs revenus, de renforcer les associations de producteurs et d'autonomiser les femmes et les jeunes au Ghana.



D'autres reporters indépendants mènent des actions sur le terrain en testant des modèles économiques plus durables. Ainsi, *Tony's Choclonely* a fait des progrès significatifs en 2019 dans son ambition de faire acheter 100 % de son cacao au prix de référence du revenu vital et a progressé dans la mise en place d'une traçabilité totale de sa chaîne d'approvisionnement. En outre, Tony's a continué à analyser ses exploitations pour s'assurer qu'elles ne se trouvent pas dans des réserves forestières protégées. *Galler Chocolatiers*, la société belge qui a conclu le partenariat avec Beyond Chocolate en 2019, a pris l'engagement d'être certifiée à 100 % à l'horizon 2020. En 2019, l'entreprise a déjà fait des progrès significatifs pour atteindre son objectif final.

3.3 Aide financière

Enfin, en 2019, des particuliers ont consenti des investissements financiers dans la production durable de cacao pour le secteur belge⁶. *La Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD)* est le principal partenaire financier de Beyond Chocolate, avec un engagement total de 2,5 millions d'euros pour le programme. *Incofin Investment Management* a fourni près de 11 millions d'USD en prêts de financement du commerce pour soutenir les organisations de producteurs de cacao certifiés durables ou les PME agricoles en Côte d'Ivoire. *Alterfin* a déclaré avoir déboursé 13,5 millions d'euros de prêts pour le cacao au cours de l'année 2019. L'investisseur en impact social a également fourni une assistance technique à un certain nombre d'organisations de petits producteurs par l'intermédiaire de leur fonds FEFISOL.

3.4 Conclusions et prochaines étapes

De même que le reporting complet, il est important de noter que le reporting indépendant 2019 est un exercice de référence qui nous donne des indications utiles, mais qui laisse une marge d'amélioration. Ce rapport 2019 nous a donné un aperçu de ce qui se fait par les partenaires en vue de réaliser leurs engagements respectifs, mais cet aperçu fait appel à une meilleure organisation de manière générale. Le problème réside principalement dans le fait que la formulation des engagements respectifs est souvent trop générale et vague. L'objectif de chaque journaliste n'étant pas toujours clairement énoncé ; il est difficile de mesurer les progrès réalisés. Par conséquent, Beyond Chocolate travaillera avec les différents partenaires sur la reformulation de leurs engagements. Ensuite, le cadre de RSE exigeait que les partenaires s'évaluent eux-mêmes sur leurs progrès en pourcentages. Les partenaires nous ont fait savoir qu'il s'agissait là d'une approche subjective et plutôt inefficace de mesurer les progrès. Bien qu'il s'agisse d'un exercice intéressant, il a été décidé de ne pas poursuivre avec ce modèle de notation l'an prochain. Le développement du cadre de RSE pour les rapporteurs indépendants sera également discuté au sein du groupe de travail de l'AME.

6. L'argent dépensé pour le personnel et les heures de travail, le cofinancement de projets et l'organisation d'événements ne sont pas mentionnés dans ce paragraphe mais sont bien sûr également considérés comme un investissement.

A man in a dark shirt and trousers is standing in a cacao plantation, using a long pole to reach up and harvest pods from a tree. The ground is covered with fallen leaves and some pods are visible on the trees. The scene is filled with green foliage and sunlight filtering through the leaves.

5

L'appel à propositions

Lors de l'événement Beyond Chocolate, qui s'est tenu sur un an, le 5 décembre 2019, un appel à propositions a été lancé en faveur des projets à revenu vital dans des zones de production de cacao ciblées. Ces projets permettront de tester des interventions et des modèles économiques pour l'approvisionnement durable en cacao dans les principales zones d'impact liées au secteur belge. Les résultats des projets seront partagés au sein du partenariat. Ainsi, par le biais de cet appel à propositions, Beyond Chocolate contribue à l'efficacité et à l'efficience des initiatives privées de durabilité dans le secteur belge.



1. STRUCTURE DE GOUVERNANCE

La structure de gouvernance des projets de cofinancement se compose de plusieurs organes. Premièrement, il y a l'équipe de gestion du programme, constituée du gestionnaire principal du programme de l'IDH et du responsable du programme de l'IDH. Ils sont chargés de superviser la mise en œuvre des projets, de passer des contrats avec les candidats au projet et de suivre les projets. Ils assurent également le secrétariat du comité consultatif de projet, du comité d'examen des projets et du comité directeur « Beyond Chocolate ».

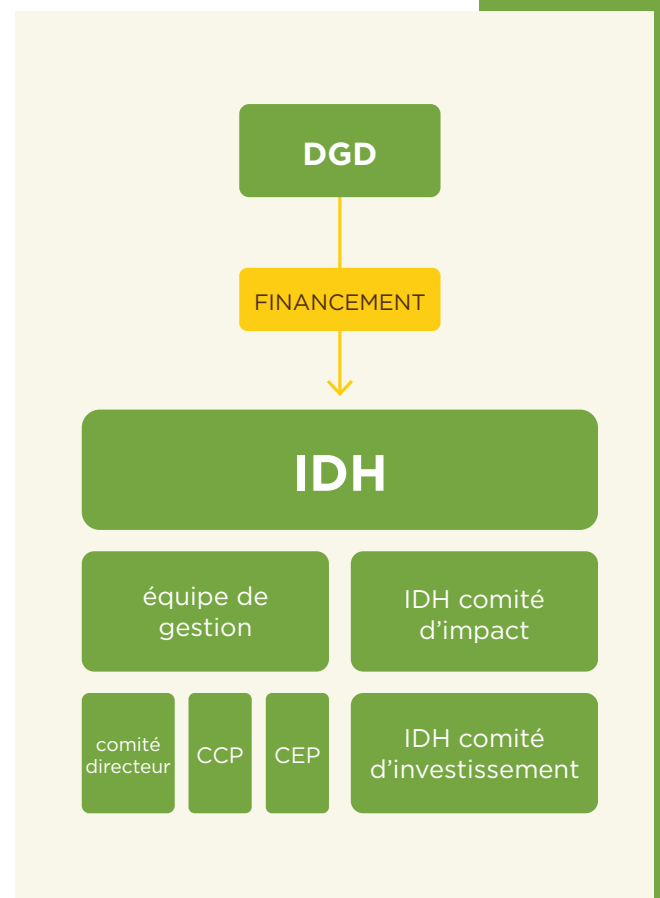
Le Comité consultatif du projet (CCP) est composé d'experts indépendants du secteur privé et public. Le rôle principal du Comité consultatif du projet était de fournir des orientations stratégiques pour l'élaboration des critères de l'appel à propositions.

Le Comité d'examen des projets (CEP) est composé du Comité consultatif des projets et de trois représentants de l'IDH. Leur principale responsabilité est de classer les projets en fonction des critères définis et de suivre l'avancement des projets.

Comme indiqué ci-dessus, l'une des tâches du comité directeur « Beyond Chocolate » est d'approuver les propositions stratégiques préparées par l'IDH relativement à la conception et à la mise en œuvre des critères du projet.

Enfin, on a le comité d'impact et le comité d'investissement de l'IDH. Le premier est un comité du conseil de surveillance de l'IDH, qui comprend deux membres du conseil d'administration de l'IDH ainsi que plusieurs experts indépendants. La tâche du comité d'impact était d'évaluer les critères d'éligibilité et de sélection pour l'appel à propositions. A ce titre, ce comité s'est assuré de l'objectivité de l'appel. Le comité d'investissement, quant à lui, n'est composé que de professionnels de l'IDH. Leur responsabilité consiste à donner une approbation finale aux propositions de projets complètes sélectionnées par le CRP.

Le gouvernement belge n'est techniquement pas un organe de gouvernance pour les projets de cofinancement, mais un partenaire de financement. Il a mis à disposition deux millions d'euros pour le cofinancement des projets. L'IDH dirige un programme de durabilité de trois ans pour le gouvernement belge qui a débuté mi-2019. Compte tenu de cette durée et des dates de début des projets dans le cadre de cet appel à propositions, les fonds de cofinancement provenant du gouvernement belge devront être versés au cours des deux premières années du projet. Au total, les projets peuvent durer jusqu'à cinq ans maximum.





2. EXIGENCES

L'appel à propositions vise différentes parties du secteur belge : les grands fabricants de chocolat de couverture belges qui tiennent la majorité du secteur belge du cacao B2B (interentreprises) dans la perspective de maximiser l'impact en matière de durabilité, et d'amener les entreprises et les détaillants de chocolat à cibler le marché B2C (de vente aux particuliers). Le cofinancement de projets aidera ces acteurs et d'autres partenaires actifs dans le secteur belge du chocolat à développer des projets qui contribuent à la réalisation des aspirations générales et indépendantes respectives du partenariat Beyond Chocolate. Ce implique que les projets devraient avoir un impact positif sur les objectifs de Beyond Chocolate en matière de revenu vital des familles de producteurs de cacao. De plus, les projets doivent établir un lien manifeste avec le secteur belge du cacao et du chocolat afin de contribuer aux engagements du partenariat Beyond Chocolate.

Le budget de cofinancement des projets rendu disponible étant limité, il a été décidé de restreindre la portée des propositions. À ce titre, une zone géographique a été établie. Le CRP, le PAC et l'équipe de gestion du programme se sont penchés sur la question et ont conjointement convenu que les projets soumis ne seront éligibles que s'ils portent principalement sur la Côte d'Ivoire et/ou le Ghana. Cela est logique si l'on considère qu'en 2018, près de 70 % du cacao utilisé pour la consommation belge était importé de ces deux pays (Eurostat).

Enfin, pour prévenir les abus, l'IDH impose des exigences financières strictes. Le pourcentage maximum de cofinancement de l'IDH pour chaque projet est de 33% ; le reste doit être payé par le(s) soumissionnaire(s) du projet, avec un minimum de 67% de financement du secteur privé. Bien entendu, les projets retenus seront contrôlés et évalués régulièrement. Ils suivront le cycle de rapport standard de l'IDH. Cela signifie que les partenaires du programme de cofinancement « Beyond Chocolate » sont tenus de soumettre des rapports semestriels, comprenant deux volets : un rapport narratif et un rapport financier.



4. CHRONOGRAMME

En 2019, l'IDH, en consultation avec le CoDir, le PAC et le gouvernement belge, a préparé l'appel à propositions. Entre le lancement de l'appel, le 5 décembre 2019, et le 1er février 2020, les partenaires ont eu le temps de soumettre leurs notes conceptuelles. Un premier comité d'examen des projets statuera ensuite sur les notes conceptuelles qui répondent aux exigences. Les dossiers retenus passeront à la phase de proposition complète. Ce qui signifie que d'ici mars 2020, les partenaires de mise en œuvre devront avoir soumis leur proposition complète de projet, assorti du budget du projet. Ces propositions seront de nouveau soumises au comité d'examen des projets. En cas d'approbation, la procédure de passation de marché sera engagée. La mise en œuvre des projets devrait démarrer d'ici la fin de l'année.



PHASE PRÉPARATOIRE

5 décembre 2019

Comité consultatif de projet 1
8 Novembre 2019

Comité consultatif de projet 2
27 Novembre 2019

PHASE D'ELABORATION DE LA NOTE CONCEPTUELLE

Lancer l'appel à propositions
5 décembre 2019

Date limite de soumission des notes conceptuelles
1er Février 2020

Date limite de retour de l'IDH aux candidats :
14 février 2020

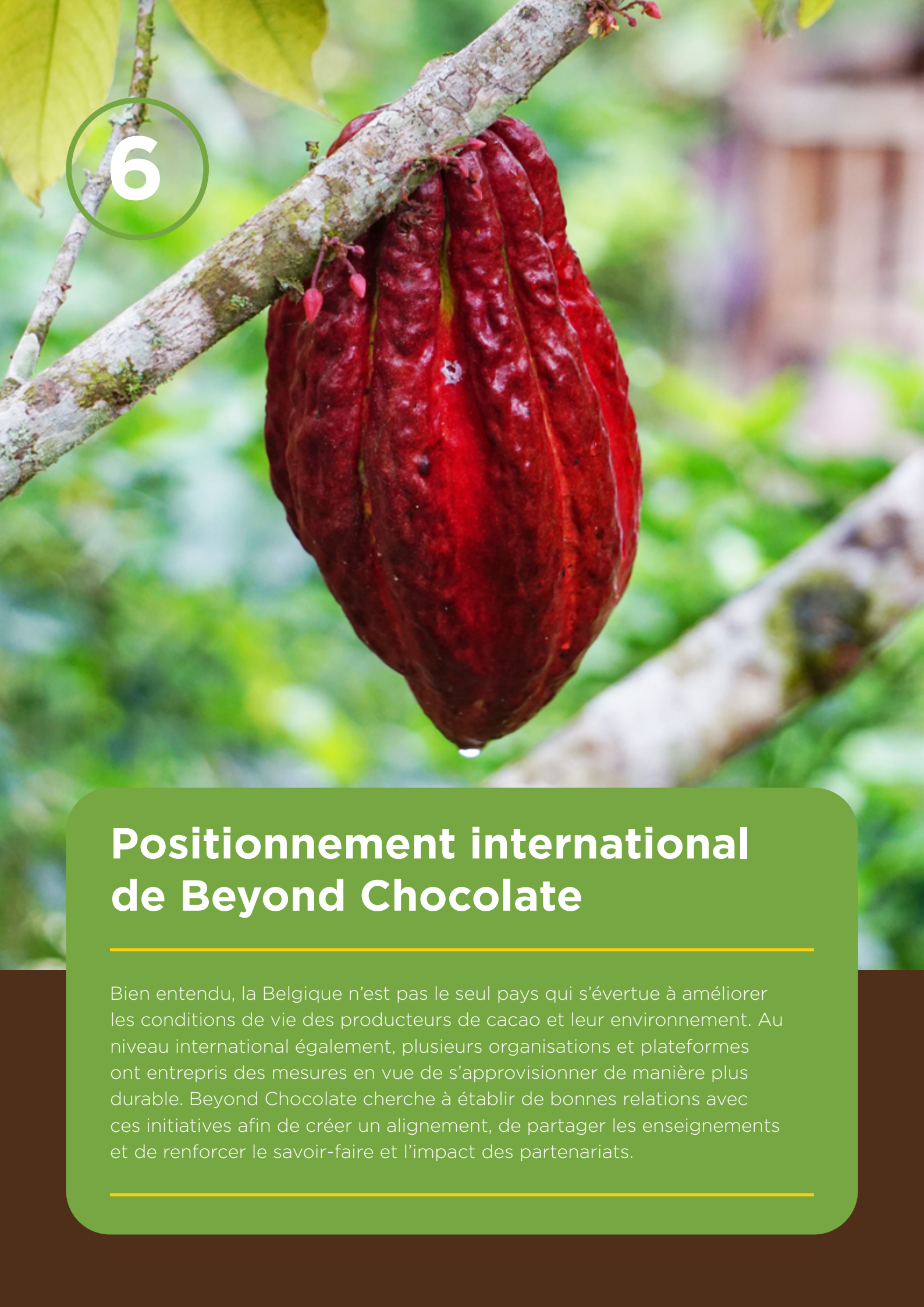
PHASE D'ELABORATION DE LA PROPOSITION COMPLÈTE

Date limite de soumission des propositions complètes de projet :
15 Mars 2020

Approbation des propositions complètes de projet par le comité d'investissement du CRP et de l'IDH
Mars-Juin 2020

CONTRACTANT

Mis en oeuvre
Seconde moitié de 2020



6

Positionnement international de Beyond Chocolate

Bien entendu, la Belgique n'est pas le seul pays qui s'évertue à améliorer les conditions de vie des producteurs de cacao et leur environnement. Au niveau international également, plusieurs organisations et plateformes ont entrepris des mesures en vue de s'approvisionner de manière plus durable. Beyond Chocolate cherche à établir de bonnes relations avec ces initiatives afin de créer un alignement, de partager les enseignements et de renforcer le savoir-faire et l'impact des partenariats.



Aperçu des plateformes européennes sur le cacao durable



GISCO

German Initiative on Sustainable Cocoa
Juin 2012



SWISSCO

Swiss Platform for Sustainable Cocoa
Janvier 2018



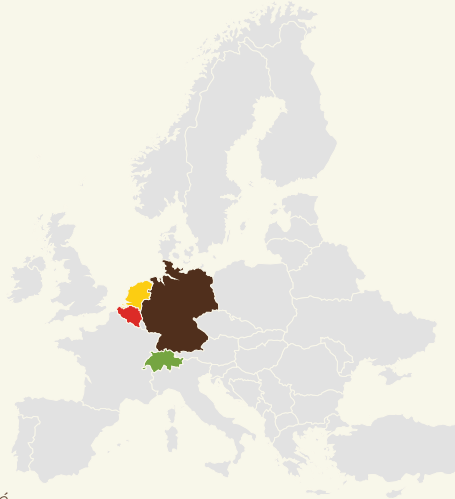
Beyond Chocolate

Partenariat pur un secteur belge de cacao plus durable
Décembre 2018



DISCO

Dutch Initiative for Sustainable Cocoa
lettre d'intention décembre 2018
Notez que le DISCO n'a pas encore été signé.



1. ALIGNEMENT DES PLATES-FORMES EUROPÉENNES DU CACAO

À l'instar de la Belgique, des partenariats public-privé ont pris forme en Allemagne et en Suisse. Ces plateformes nationales sont essentielles pour créer un alignement au sein des marchés régionaux, et il est tout aussi crucial de créer un alignement entre ces initiatives. C'est pourquoi, le 21 août 2019, des représentants des plateformes nationales se sont retrouvés à Eschborn pour discuter de la poursuite de leur collaboration.

Ensemble, les plateformes ont examiné dans quelles mesures il serait utile de regrouper leurs efforts. La conclusion s'est rapidement imposée : étant donné que toutes les plateformes comprennent des objectifs en matière de revenu vital et de déforestation, ces sujets seront au cœur du processus d'alignement. En outre, elles ont convenu que le suivi, les indicateurs et les rapports devraient être harmonisés afin d'éviter que les membres multinationaux communs soient confrontés à des exigences différentes en matière de rapports sur les mêmes questions. En fin de compte, un protocole d'accord a été introduit pour documenter les objectifs et activités spécifiques liés à l'alignement. Ce protocole d'accord a été discuté et développé plus avant au cours de plusieurs réunions en 2019 et devrait être signé en 2020.

Depuis lors, les plateformes se sont régulièrement réunies et ont collaboré. Par exemple, lors de la mission du comité directeur de septembre 2019 en Côte d'Ivoire, les secrétariats des plateformes, certains membres du conseil d'administration de la GISCO et les membres du CoDir de Beyond Chocolate se sont réunis pour un échange d'idées informel. Le chef de la délégation de l'UE à l'ICCO s'est également joint aux échanges. Ensuite, lors de la conférence internationale sur le revenu et le salaire de subsistance à Rotterdam, les représentants des quatre plateformes se sont réunis sur scène pour discuter des retombées de l'alignement pour un secteur du cacao plus durable en Europe.



Le soutien et l'intérêt mutuels entre les plateformes sont redevenus évidents lors de l'événement « Beyond Chocolate one year » tenu, le 5 décembre 2020. Les représentants de la GISCO et de la SWISSCO avaient fait l'effort de se rendre à Bruxelles spécialement pour cet événement. Ils se sont engagés dans un déjeuner informel avec le Beyond Chocolate CoDir et la direction du programme. Pendant l'événement, le président de la GISCO, Wolf Kropp-Büttner, et la secrétaire exécutive, Beate Weiskopf, ont également été accueillis sur scène. Ils ont profité de cette occasion pour présenter l'initiative de la GISCO et pour exprimer leur enthousiasme quant à la poursuite de l'alignement entre les plateformes. Ce point a été confirmé à plusieurs reprises lors des réunions et des rencontres informelles qui ont suivi.

2. ALICO

En 2019, Beyond Chocolate est devenu membre de l'**Alliance sur le Revenu vital dans la filière du cacao (ALICO)** et de son comité de coordination (CoCo). Cette alliance se concentre sur des interventions qui conduisent à des changements structurels et soutiennent la création d'un environnement permettant aux producteurs de cacao et à leurs familles de s'assurer un revenu vital, en se concentrant initialement sur l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana). Le dialogue entre les pays producteurs et consommateurs est d'une importance capitale à cet égard. L'Alliance s'appuie sur des organisations et des plateformes déjà existantes. Elle vise à exploiter et à renforcer les structures existantes ainsi que la communication et les synergies entre les différents acteurs. L'Alliance soutient l'alignement des activités dans des domaines d'intervention clés, tels que la diversification des revenus, la gestion de l'offre, les pratiques d'achat et les prix.

3. ICCO

L'Organisation internationale du cacao (ICCO) est une organisation mondiale, composée à la fois de pays producteurs et de pays consommateurs de cacao. L'ICCO a été créée en 1973 pour mettre en vigueur le premier accord international sur le cacao qui a été négocié à Genève lors d'une conférence internationale des Nations unies sur le cacao. Depuis lors, sept accords ont été conclus.

En 2019, Els Haelterman, administratrice principale de programme de Beyond Chocolate, a été élue membre du conseil consultatif d'ICCO. Le Comité consultatif est composé de quatorze experts internationaux du secteur du cacao. La Commission, dont le mandat est aussi étendu que celui du Conseil international du cacao et comprend tous les aspects de l'économie mondiale du cacao, ne fonctionne qu'à titre consultatif, car toutes les décisions finales sont prises par le Conseil international du cacao. La Commission consultative a été créée en reconnaissance de l'importance du secteur privé dans l'économie cacaoyère mondiale et du rôle de plus en plus important que le commerce et l'industrie jouent au sein de l'ICCO.



Beyond Chocolate sous les feux de la rampe

Attirer de nouveaux partenaires engagés en faveur de Beyond Chocolate permet d'élargir le soutien du partenariat. C'est pourquoi IDH travaille constamment à accroître la visibilité de Beyond Chocolate en présentant le partenariat lors de divers événements et dans les médias. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de la date et du lieu où Beyond Chocolate est apparu sous les feux de la rampe en 2019.



ÉVÉNEMENT SUR LE REVENU VITAL À BONN

30/01/2019

Beyond Chocolate a été présenté lors de l'atelier de la communauté de praticiens sur le revenu vital avec pour thème : « Atteindre un niveau de vie décent pour les petits producteurs agricoles ». C'était la première fois que le partenariat mettait l'accent sur le rôle de l'engagement des gouvernements dans les initiatives liées au revenu vital dans le secteur du cacao.



SOMMET DU CHOCOLAT BELGE

5-7/07/2019

En juillet 2019, la deuxième édition du Sommet du chocolat belge a eu lieu à Anvers. Pendant trois jours, les représentants du secteur national et international du chocolat ont été initiés aux nouveaux produits, visions et technologies. Beyond Chocolate était bien sûr un événement à ne pas manquer. Plusieurs des partenaires de Beyond Chocolate se sont réunis pour discuter de l'initiative lors d'un panel qui a vu la participation du vice-premier ministre et ministre de la coopération au développement, De Croo et du Directeur du programme cacao de l'IDH, Jonas Mva Mva.

SALON DU CHOCOLAT

22/02/2019

Beyond Chocolate a également été bien représenté au Salon du Chocolat de 2019. Lors du Forum international du cacao et du chocolat, le vice-premier ministre et ministre de la coopération au développement, M. De Croo, ainsi que plusieurs représentants du secteur, ont présenté le partenariat à un public plus large.





JOURNÉE DU CLIENT PURATOS

24/09/2019

Lors de la journée du client Puratos, plusieurs groupes de discussion ont abordé des questions liées à la durabilité. Les groupes ont longuement parlé du rôle de l'initiative « Beyond Chocolate ». Cette journée s'est avérée très enrichissante et a permis aux groupes de discussion de se faire une idée de l'attitude des clients vis-à-vis de la durabilité et des aspirations de Beyond Chocolate.

INTERVIEW DE ELS PAR LE RETAILER MAGAZINE

September 2019

Un projet visant à rendre le chocolat belge durable est essentiel si nous entendons conserver notre réputation internationale de « pays du chocolat ».

Dans le numéro de septembre 2019 du Belgian Retailer Magazine, Els Haelterman, Els Haelterman, responsable du programme Beyond Chocolate, a souligné l'importance du partenariat et a développé le rôle des détaillants.

CONFÉRENCE OXFAM ET UHASSELT

14/10/2019

Dans le cadre de la semaine du commerce équitable, l'université de Hasselt a organisé une conférence sur la durabilité et le secteur belge du cacao. Beyond chocolate a été le principal sujet de conversation. Els Haelterman a représenté l'initiative lors d'une table ronde avec plusieurs experts sur le cacao durable. À ce titre, elle a engagé un dialogue avec les étudiants sur l'importance des initiatives de durabilité et, plus particulièrement, sur Beyond Chocolate.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE REVENU ET LES SALAIRES

6/11/2019

Le 6 novembre 2019, la Conférence internationale sur le revenu et le salaire minimum vital s'est tenue à Rotterdam. Lors de la séance de clôture de l'événement, l'IDH a présenté plusieurs engagements sectoriels, dont le partenariat « Beyond Chocolate ». Raphael Audoin Rouzeau de Puratos a parlé de l'engagement et des plans de Puratos. Au cours de cette session, il y a également eu une présentation sur la collaboration entre les différentes plateformes nationales pour un cacao durable. Els Haelterman, Administrateur principal de programme, était sur scène pour représenter Beyond Chocolate, avec Beate Weiskopf (*Initiative allemande sur le cacao durable*), Christine Muller (*Plate-forme suisse pour le cacao durable*) et Jonas Mva Mva de l'IDH.

ACTION CARTE POSTALE OXFAM

29/11/2019

En novembre 2019, Oxfam a organisé une action de cartes postales à grande échelle, appelant les gens à écrire aux signataires de Beyond Chocolate. L'idée était de donner aux citoyens la possibilité de poser des questions sur les actions concrètes que les signataires prévoient d'entreprendre. En outre, les citoyens pourraient encourager les signataires à poursuivre leur engagement ferme en faveur des objectifs de Beyond Chocolate. L'action s'est avérée être un grand succès. Le 29 novembre, plus de 20 000 cartes postales ont été officiellement remises à l'IDH et à Choprabisco.



DEVCO INFOPOINT UE

19/12/2019

Le 19 décembre 2019, Jonas Mva Mva, directeur du programme cacao de l'IDH, a participé en tant que membre du panel à la conférence « *Achieving Sustainability in the cocoa sector* (Parvenir à la durabilité dans la filière du cacao) » au DEVCO Infopoint à Bruxelles. Au cours de cet événement, le groupe européen des cellules de réflexion a présenté un blog et une étude réalisée par l'Institut pour le développement durable et les relations internationales sur la durabilité dans le secteur du cacao.



MISSION CODIR

9-13/9/2019

Du 9 au 13 septembre, le comité directeur de Beyond Chocolate s'est rendu en mission en Côte d'Ivoire. Cette première mission du CoDir a fourni au Beyond Chocolate Partnership une excellente occasion d'établir des relations avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire, les principaux acteurs sur le terrain et de faire connaître les objectifs du programme dans le pays. Grâce au soutien du bureau de l'ambassadeur belge et du bureau local de l'IDH, des mesures concrètes ont été prises en vue d'un développement plus inclusif du programme.

Le comité de pilotage a opté pour trois visites distinctes sur le terrain des partenaires des responsables de la couverture. Pour Cargill, une coopérative, proche de la ville d'Aboisso, a été visitée. Le CoDir y a assisté à une session de formation des producteurs par un formateur de Cargill et a bénéficié d'une démonstration du programme pilote de traçabilité de Cargill. Pour Puratos, une visite à une communauté proche de Neo-Brousse à San Pedro a eu lieu et les activités de fermentation et de séchage du centre post-récolte de Cacao-Trace ont été présentées aux membres du CoDir. Les membres du CoDir ont ainsi pu faire l'expérience des défis réels auxquels sont confrontés les producteurs impliqués dans le secteur du chocolat belge. Le lendemain, Barry Callebaut a organisé une visite de terrain dans une plantation de cacao locale, qui a permis de montrer l'importance et les effets des activités (de taille) de base. La visite de la plantation a été combinée avec un arrêt à l'usine d'achat de San Pedro.

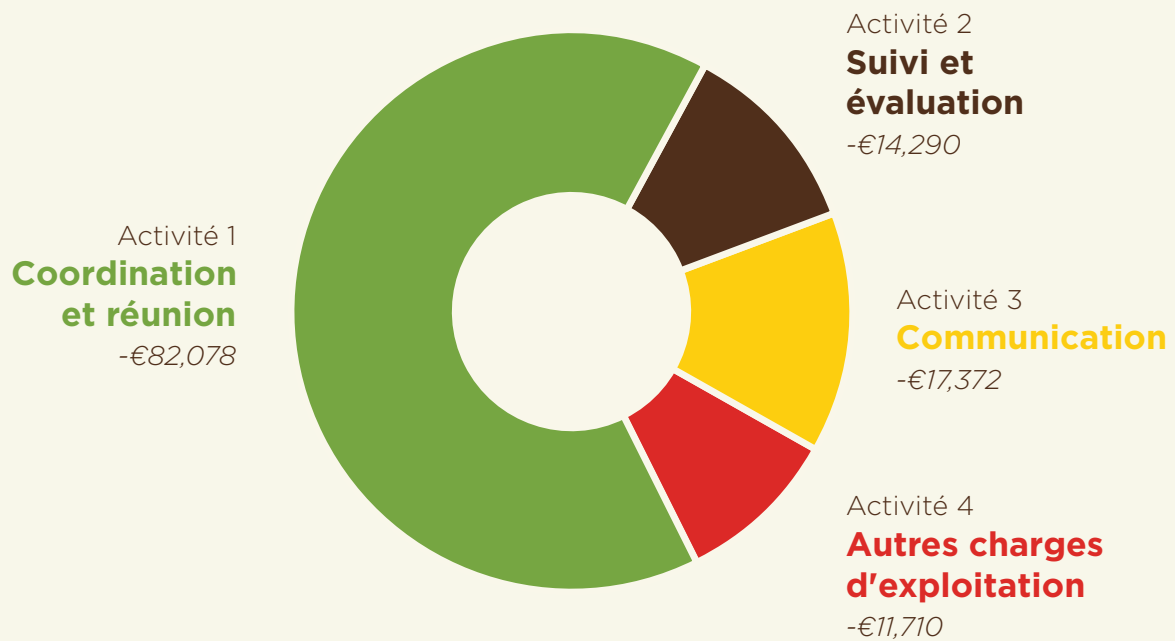
NB : environ 70 % des coûts de cette mission CoDir ont été couverts par les organisations respectives des participants. Le reste des coûts a été supporté par le budget du programme Beyond Chocolate.

Le budget Beyond Chocolate 2019

Beyond Chocolate est un programme de trois ans, financé par la Coopération belge au développement. Chaque année, Beyond Chocolate fait rapport à la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD) pour rendre compte des dépenses du programme. La DGD a mis à disposition 700.000 EUR au titre de l'année 2019. 574.000 EUR de ce financement a été dépensés.



Pour l'année 2019, les dépenses suivantes ont été effectuées :



IDH - l'Initiative pour le commerce durable assure la gestion du partenariat « Beyond Chocolate ». Sa responsabilité est la suivante :

- a) Coordonner et rationaliser les activités et les contributions des différents partenaires, y compris la gestion du cofinancement public des projets pilotes et des innovations dans les chaînes d'approvisionnement du cacao ;
- b) mesurer les progrès et les effets vérifiables par rapport à un ensemble d'indicateurs convenus conjointement ;
- c) communiquer sur l'engagement et les résultats des activités et des contributions des différents partenaires.

En plus du financement du gouvernement belge, le programme Beyond Chocolate a été soutenu par les experts de l'équipe cacao du siège de l'IDH et par le directeur mondial de son unité commerciale.



CONTENTS

Annex A: the Accountability, Monitoring and Evaluation (AME) Framework	70
Overview of key performance indicators and AME-components	70
1. Part 1: Key performance indicators (KPI) linked to Beyond Chocolate's main commitments	71
1.1 KPI for the main 2025 commitments (process Indicators)	71
1.1.1 Indicator 1: % of corporate program/certified cocoa in chocolate produced and/or sold in Belgium	71
1.1.2 Indicator 2: Compliance with applicable CFI (or equivalent) obligations	72
1.2 KPI for the main 2030 commitments (impact Indicators)	73
1.2.1 Indicator 3: Living income for cocoa growers	73
1.2.2 Indicator 4: Evolution of forest coverage in cocoa producing areas	75
2. Part 2: Data required for appreciating BC-related efforts, progress, effectiveness, outcomes and impacts	76
2.1 Cross-cutting components – basic AME data	77
2.1.1 AME Component A: Supply origin transparency level	77
2.1.2 AME Component B: Cocoa traceability level	78
2.1.3 AME Component C: Generic data on projects, initiatives, schemes	78
2.2 Components related to the living income model (linked to indicator 3)	80
2.2.1 Overview of leverages influencing cocoa growers' living income	80
2.2.2 AME Component D: Price paid to farmer in comparison with prevailing farm gate price	81
2.2.3 AME Component E: Efforts targeting increased productivity in cocoa farming	82
2.2.4 AME Component F: Efforts targeting on farm income diversification by cocoa farmers	82
2.3 Components related to forest preservation and restoration (linked to indicators 2 and 4)	83
2.3.1 AME Component G: Efforts targeting forest preservation and restoration	83
2.4 Components related to additional Beyond Chocolate ambitions	84
2.4.1 AME Component H: Fostering decent work and child development	84
2.4.2 AME Component I: Level of progress and achievement of other individual commitments by BC signatories	86



Annex B: University of Ghent Report on the state of the Belgian chocolate sector	88
Overview of the Belgian chocolate and cocoa sector and its current sustainability state	88
1. Key figures	88
2. Beyond Chocolate	89
2.1 Chocolate	89
2.2 Belgian chocolate	89
2.3 Sustainability	90
3. International trade	91
4. Origin	93
5. Industrial market	94
5.1 General	94
5.2 Sustainability	95
6. Consumer market	96
6.1 General	96
6.2 Consumption	97
6.3 Sustainability	97
7. Distribution and retail market	98
7.1 General	98
7.2 Sustainability	101
8. Definitions and nomenclature	104
Definitions of the Partnership's terms	107
1. Living Income	107
2. Cocoa smallholders	109
3. (Cocoa) Sustainability	110
4. Natural Resources	111
5. Deforestation	112
6. Child Labour	115
ANNEX C: Beyond Chocolate signatories	119



Annex A: the Accountability, Monitoring and Evaluation (AME) Framework

DEVELOPED BY C-LEVER.ORG

OVERVIEW OF KEY PERFORMANCE INDICATORS AND AME-COMPONENTS

Beyond Chocolate's Accountability, Monitoring and Evaluation framework (AME framework) comprises two main parts, distinguishing between:

- **4 key performance indicators**, measuring progress and achievement vis-à-vis the 4 main overall commitments of the Beyond Chocolate partnership;
- **9 additional AME components** for reporting on and tracking efforts made, progress achieved, outcomes and impact vis-à-vis the different areas of ambition of the Beyond Chocolate partnership.

Part 1: Key performance indicators

The first part of the AME-framework comprises 4 key performance indicators (KPI):

Intermediate 2025 commitments (process indicators)

Indicator 1: % of corporate program/certified cocoa in chocolate produced and/or sold in Belgium

Indicator 2: Level of compliance with applicable CFI (or equivalent) obligations

2030 commitments (impact indicators)

Indicator 3: Indicator 3 - Progress towards closing the living income gap for cocoa growers

- **Indicator 3.bis:** the number and % of farming households, who have reached a secured living income (additional impact indicator)

Indicator 4: Evolution of forest coverage in cocoa producing areas

Part 2: Components of the AME-framework

The second part of this AME-framework comprises the following 9 components to enable monitoring and evaluating of, and learning from, the efforts made in relation to the different areas of commitments and ambitions of the BC partnership:

Cross-cutting components – basic AME data

AME Component A: Supply origin transparency level



AME Component B: Cocoa traceability level

AME Component C: Generic data on projects, initiatives, schemes

Components related to the living income model – linked to indicator 3

AME Component D: Price paid to farmer in comparison with prevailing farm gate price

AME Component E: Efforts targeting increased productivity in cocoa farming

AME Component F: Efforts targeting productive income diversification by cocoa farmers

Components related to forest preservation and restoration – linked to indicator 4

AME Component G: Efforts targeting forest preservation and restoration

Components related to additional BC ambitions

AME Component H: Fostering decent work and child development: H.1 - Efforts targeting decent work and child development; H.2 - Decent work and child development score

AME Component I: Level of progress and achievement of other individual commitments by BC signatories.

1. PART 1: KEY PERFORMANCE INDICATORS (KPI) LINKED TO BEYOND CHOCOLATE'S MAIN COMMITMENTS

Part 1 of this AME framework concerns itself with defining the four KPI's and is further divided into process (intermediate or 2025 commitments) and impact (2030 commitments) indicators.

1.1 KPI for the main 2025 commitments (process Indicators)

1.1.1 Indicator 1: % of corporate program/certified cocoa in chocolate produced and/or sold in Belgium

1. The 1st overall commitment of the Beyond Chocolate Partnership, to be attained by 2025, is *"all the chocolate produced and/or sold in Belgium shall comply with a relevant certification standard and/or shall be manufactured from cocoa-based products covered by a corporate sustainability scheme"*.
2. **Indicator 1 - "% of corporate program/certified cocoa in chocolate produced and/or sold in Belgium"**, measures performance against this 1st overall commitment.
3. Information to be provided, by Belgian chocolate producers, for all chocolate produced in Belgium



- a) List of relevant certification standards and/or (accepted) corporate schemes adhered to, when sourcing cocoa;
 - b) % of cocoa sourced in compliance with at least one certification standard or corporate scheme;
 - c) Details to be reported:
 - i) Total number of tons of cocoa sourced
 - ii) Total number of tons of cocoa sourced per certification standard or per corporate scheme.
 - d) Remarks:
 - i) If the cocoa sourcing complies with more than 1 standard or scheme at the same time, then such combination will be listed as a separate category.
 - ii) Also, cocoa sourced that does not comply with any certification standard or any corporate scheme will be listed as a separate category.
 - iii) The 'mass balance' principle may be applied.
4. Information to be provided, by Belgian chocolate retailers, for all chocolate sold in Belgium but produced outside of Belgium.
- a) List of relevant certification standards and/or (accepted) corporate schemes adhered by the chocolate sold (but not produced in Belgium).
 - b) % of chocolate sold (but not produced in Belgium) that was produced in compliance with at least one certification standard or corporate scheme;
 - c) Details to be reported:
 - i) Total number of kilos of chocolate sold
 - ii) Total number of kilos of chocolate sold per certification standard or per corporate scheme.
 - d) Remarks: as above
5. As part of the further evolution of its AME framework, BC (together with the GISCO, SWISSCO and the to-be-signed DISCO platform) envisages benchmarking and raising the bar of the relevant standards and corporate schemes, with respect to their capacity to contribute to the 2030 outcome and impact ambitions of the BC partnership.

1.1.2 Indicator 2: Compliance with applicable CFI (or equivalent) obligations

1. The 2nd overall commitment of the Beyond Chocolate Partnership, to be attained by 2025, is *"Beyond Chocolate partners shall comply with applicable agreements between governments and companies in the regions included in the Cocoa & Forests Initiative"*.
2. ***Indicator 2 - "Compliance with applicable CFI obligations"***, measures performance against this 2nd overall commitment.



3. This indicator applies immediately to BC partners who are CFI signatories.
 - a) As this main indicator 2 refers to obligations under CFI, the Beyond Chocolate's AME framework currently refrains from developing its own measurement, monitoring or reporting mechanism.
 - b) This allows the involved Beyond Chocolate signatories to use the monitoring and reporting formats they are already using with respect to their CFI obligations. The AME framework relies on the ongoing reporting to CFI.
 - c) In order to qualify as "in compliance with CFI applicable obligations" the BC signatory involved, who are also signatories to CFI, must: (1) have submitted a company action plan with significant company targets (for the corresponding CFI sourcing region), (2) report to CFI and (3) comply with their accountability vis-à-vis CFI; this includes providing acceptable assurance that cocoa used for the Belgium market (chocolate produced or sold in Belgium) is legally sourced (i.e. complies with national regulations), in particular for cocoa originating from Côte d'Ivoire and Ghana.
4. BC signatories who are not signatories to CFI:
 - a) These BC signatories are requested to define their own action plan for furthering forest preservation and forest restoration in cocoa producing areas. These action plans may include typical CFI actions and/or alternative actions furthering the same goals.
 - b) In order to qualify as "in compliance with CFI-equivalent obligations" the BC signatory involved, who are not signatories to CFI, and/or its main sourcing partner(s) sourcing on its behalf, must: (1) have submitted a company action plan, with significant company targets for furthering forest preservation and forest restoration, to IDH (2) report to IDH on the implementation of these plans; (3) comply with their corresponding accountability vis-à-vis IDH; this includes demonstrating acceptable levels of achievement of the targets/obligations set in the company action plan.

1.2 KPI for the main 2030 commitments (impact Indicators)

1.2.1 Indicator 3: Living income for cocoa growers

1. The *3rd overall commitment* of the Beyond Chocolate Partnership, to be attained by 2030, is "*cocoa growers will earn at least a living income*".
2. **Indicator 3 - "*Progress towards closing the living income gap for cocoa growers*"**, key performance indicator, measures performance against this 3rd overall commitment, expressed in "number of cocoa growers" benefitting and "average improvement" expressed in "% of a cocoa producer's living income".
 - a) Number of cocoa farmers benefitting from a significant and sustainable increase in their income.
 - Cocoa farmers who have benefitted from a secured increase in their income by 25% at least as compared to their baseline level income, may be counted.



- b) Average income increase obtained, expressed in % of a living income equivalent applicable to those farmers
- Income increases are counted only up to 125% of a living income.
 - For example if a farmer would benefit from a secured increase in income from 75% of a living income to 150% of a living income, then only the income increase up to 125% of living income would be counted; in other words, the income increase for that farmer counts only for 50% of a living income equivalent and not for the full 75% increase achieved.
3. Challenges:
- a) An important challenge now is to clarify the scope of above commitment and to agree on how to operationalise it through individualised commitments and accountability of BC partners. This exercise should consider the challenges with respect to the problems of singling out our own cocoa producing households and other limitations of the cocoa supply chain.
- b) The BC commitment should certainly not lead to abandon the worst-off households by concentrating our efforts on those households that need less support to secure a living income. We therefore need to measure performance against this commitment, expressed in sustainable income improvements of cocoa growers; also targeting tracking progress and success of the Belgian Chocolate industry in sustainably raising income levels of those cocoa farming households that are less-off; even if this requires reorienting some them to viable production of other crops or to alternative sources of income.
- c) Furthermore, we cannot wait till 2030 to show success. As sustainably raising farmers' incomes could for example be achieved through 5-year programmes, BC partners are invited to define their strategies, in collaboration with other partners, and already pledge for intermediate and final outcome targets in relation to this indicator 3.
4. The intermediary and final outcome targets have not yet been defined and they should not be decided upon in a theoretical manner.
- a) The individual BC partners are requested to pledge their own contributions (individually or together with other partners) towards intermediary and final 2030 targets and explain how they intend to reach those outcomes.
- Individual BC partners shall make such pledges by November 2020, , in order to communicate them at a next Beyond Chocolate anniversary event (on or around 5th December 2020).
- b) Aggregating the pledged (intermediary and final) outcomes of individual BC partners (or groups of BC partners), while avoiding any double counting, will provide



the total pledge of the Beyond Chocolate partnership towards securing a living income for cocoa growers.

5. Indicator 3.bis: the number and % of farming households, producing cocoa for the Belgian chocolate sector, who have reached a secured living income.
 - a) The main KPI, presented above as indicator 3.1, will be complemented with an additional impact indicator, labelled indicator 3.2.
 - b) This additional sub-indicator 3.2 counts in farming households and mirrors the initial formulation of the 3rd overall BC commitment.
 - c) However, no target and accountability are applied on this sub-indicator, as we want to avoid undue focus on better-off areas and/or families where the living income ambition may be easier to achieve.
 - d) It will be essential to:
 - i) Collect baseline data (status end 2018 where available and otherwise 2020 data).
 - ii) Assess intermediate status (potentially first) impacts, status end 2025
 - iii) Assess impacts end 2030
 - e) If annual data is readily available, it will also be registered and compiled in the AME-framework.

1.2.2 Indicator 4: Evolution of forest coverage in cocoa producing areas

1. The 4th overall commitment of the Beyond Chocolate Partnership, to be attained by 2030, is “deforestation due to cocoa growing for the Belgian chocolate sector has ended”.
 - a) Measuring progress vis-à-vis this commitment is delicate as it is very difficult to link deforestation to just one commodity. Furthermore, if wrongly formulated or interpreted, performance indicators against this commitment might potentially lead Belgian chocolate producers to shift cocoa sourcing away from areas where deforestation is problematic. However, in order to maximise outcome and positive impact of the Belgian chocolate sector, in terms of forest preservation and restoration, they should actually focus on using their leverages in cocoa producing areas and communities around valuable forests at risk.
 - b) Of course, we cannot mean that we are happy with deforestation to go on till 2029. By 2030 deforestation as a result of cocoa production should be completely halted and the chocolate sector should contribute significantly to sustainable forest restoration in order to compensate for deforestation in cocoa producing areas since 2018.
 - c) Deforestation may never be linked to just one commodity; halting deforestation and furthering forest restoration therefore requires multifaceted and systemic approaches involving multiple stakeholders and sectors (e.g. landscape approaches).
 - d) We thus propose measuring impact, in relation to this commitment, by assessing the evolution of forest coverage in cocoa producing areas linked to chocolate produced and/or sold in Belgium.



- i) In this respect, BC envisages partnering with organisations who provide data and tools to track forest coverage.
 - ii) But the Belgian chocolate sector (the BC signatories) shall identify and map the cocoa producing areas where it targets furthering forest preservation and forest restoration.
- 2. ***Indicator 4 - “Evolution of forest coverage”***: is an impact indicator that measures progress against the 4th overall commitment by tracking the evolution of forest coverage in cocoa production areas ('landscapes') as compared to forest coverage in the same areas at the end of 2018.
 - a) Distinction will be made between:
 - i) National Parks and Reserves
 - ii) Forest Reserves/Classified Forests
 - iii) Other forests (national definition)
 - iv) HCV-HCS forests (when identified)
 - b) Monitor increase or decrease in forest coverage, per cocoa production area ('landscape') and per type of forest; to be expressed in % and in hectares.
 - c) It will be essential to:
 - i) Collect baseline data (status end 2018 where available and otherwise 2020 data).
 - ii) Collect yearly updates and assess impact of forest preservation and restoration efforts

2. PART 2: DATA REQUIRED FOR APPRECIATING BC-RELATED EFFORTS, PROGRESS, EFFECTIVENESS, OUTCOMES AND IMPACTS

This second part of the AME framework provides details on the data and information required to monitor and evaluate the progress, effectiveness, outcome and impact of the BC-related efforts towards achieving the overall commitments and other additional ambitions of the BC partnership. Additionally, such data and information is also significant for enhanced accountability. We have thus termed the following as Accountability, Monitoring and Evaluation or AME components.

These 9 components are classified as: (1) cross-cutting components, that will provide basic data applicable to all the indicators and/or overall BC accountability; and (2) components that will provide data specific to certain indicators.



2.1 Cross-cutting components – basic AME data

2.1.1 AME Component A: Supply origin transparency level

1. Information on the origin of the cocoa used is essential to allow for better accountability with respect to (the fairness and sustainability of) chocolate produced and/or sold in Belgium. Improving the knowledge of the origin of the cocoa and enhancing the transparency of the cocoa supply chain for chocolate produced and/or sold in Belgium is therefore a crucial intermediate step towards enhanced accountability of the Belgian chocolate sector.
2. The following scores are proposed to select and indicate the supply origin transparency level:
 - a) Score 1: origin unknown or only country of origin known
 - b) Score 2: country and region⁷ of origin known
 - c) Score 3: country, region and municipality/cooperative of origin known
 - d) Score 4: farm known, in addition to the country, region and municipality/cooperative of origin
 - e) Score 5: Farm known and having point coordinates of the farm household (farm mapping)
 - f) Score 5+: Farm known and having polygon boundaries of the farm.
3. **Data to be provided**, per Belgian chocolate producer with respect to the origin of cocoa used for chocolate produced in Belgium
 - a) Number of tons of cocoa sourced per score (i.e. per supply origin transparency level).
 - b) % of cocoa sourced per score (i.e. per supply origin transparency level).

A retailer is to be considered a producer for his own brands. When compiling data from different producers, the necessary consolidation exercises will be conducted to eliminate any (risk of) double counting.

This data will not be expected for chocolate sold in Belgium, but produced outside of Belgium.
4. No consensus was reached between BC-partners with respect to **intermediate targets** that had been suggested by the Deforestation Working Group.
 - a) However, it is clear that **origin transparency level 4** (“farm known”) is the minimal score required (the benchmark) for adequate supply chain transparency.
 - b) This principle is fully compatible with the “mass balance” principle; it does not require segregation, however it

7. The term Region refers here to the jurisdictional units defined within the country, e.g. the 16 regions of Ghana, or the 31 regions in Cote d'Ivoire.



does require documenting and mapping the quantities of (different types of) cocoa sourced per farm.

- c) This origin transparency level 4 may also be included when raising the bar and agreeing on joint minimal standards for the different certification standards.

2.1.2 AME Component B: Cocoa traceability level

1. The supply origin transparency scores used in AME Component A does not imply the traceability back to the farm of each bean used in the production. Mixing cocoa from different origins (for mass transport) is not in contradiction with the ambition of enhancing the supply origin transparency level.
2. Aligning the BC AME with the M&E approaches of GISCO / SWISSCO also implies adding the following traceability levels:
 - a) 'mass balance',
 - b) 'segregated',
 - c) 'identity preserved'.
3. The three traceability levels or scores, as listed above, are used for AME Component B, in addition to the origin transparency level (5 scores used for AME Component A). In principle, the traceability levels 'segregated' and 'identity preserved' require at least the origin transparency level 4 ('farm known').
4. The data to be provided for this component corresponds to what is already specified above for AME component A.

2.1.3 AME Component C: Generic data on projects, initiatives, schemes

Information to be provided per initiative, project, mechanism or scheme, as conducted or supported by of the BC signatories (chocolate producers, retailers, labels, ...) :

1. Reference name / number of the project, mechanism or scheme.
 - Remark: a single project may be referred to in different AME Components listed below, if that initiative or project furthers multiple main ambitions of the Beyond Chocolate partnership.
 - However, the generic project data below will be provided only once in this AME Component C.
2. Focus of intervention: Please list the factors or leverages used for contributing to living income, forest preservation/restoration, decent work & child development. (Multiple selection allowed). This field may also be used to further elaborate on the theory of change of the intervention and for explaining how the different leverages used to further one or more ambitions of Beyond Chocolate interact and reinforce each other.
3. Geographic coverage links to identification of cocoa production areas / communities targeted.

Remark, if the geographic coverage of the project links to multiple cocoa production areas, then the below data (fields 4 till 6) shall be disaggregated per cocoa production area.



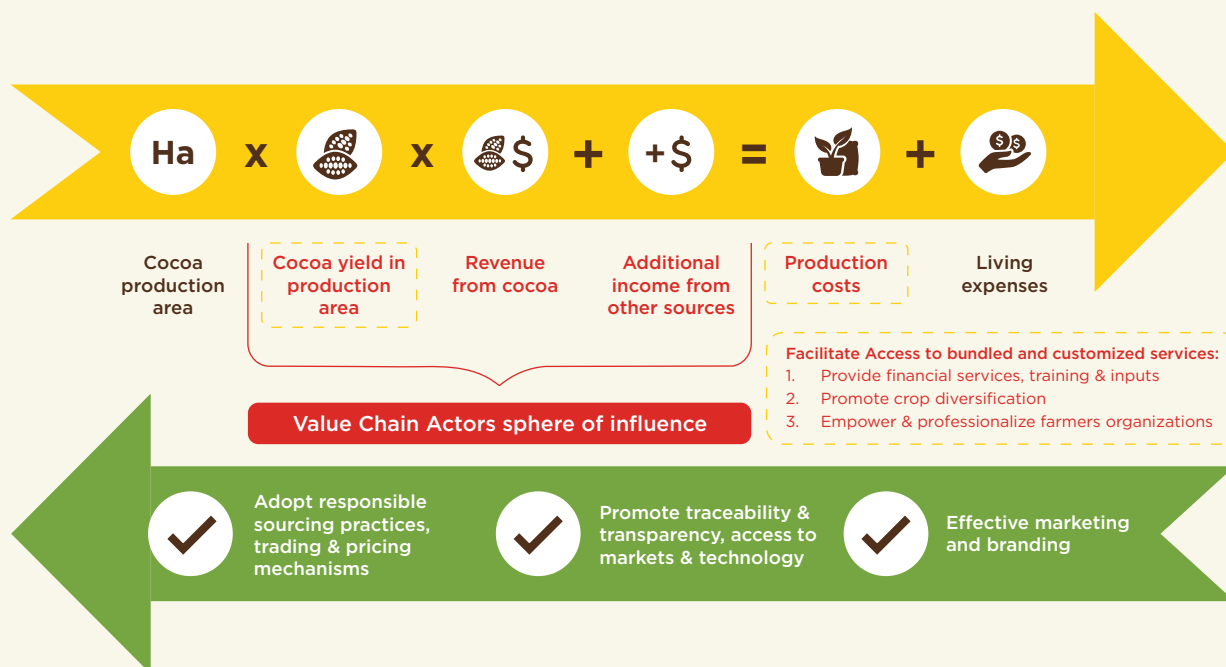
4. Number of cocoa farms (= cocoa growing households) participating
5. Number of cocoa growers involved (on the farm)
 - a) Such data on numbers of beneficiary participants must be disaggregated by gender.
 - b) Gender equality shall be supported and monitored.
6. Total cost of the scheme / project and sources of funding
 - To the extent possible, the cost information will be disaggregated per main intervention area (leverage used).
7. Number of tons of cocoa sourced from the cocoa producers participating in the schemes.
8. For those projects/schemes targeting secured living income (or at least very significant improvements towards such living income), it is recommended to target significant and measurable improvements within maximum 5 years⁸ of launching the scheme. The following data shall be registered:
 - a) Number of farmers
 - b) Average % of living income secured at base line assessment (in 2019 or when entering such scheme) – baseline average assessed per group of participants at entering the scheme.
 - c) Estimated and real rate of success of securing a living income:
 - i) Number of farmers having significantly increased their income (secured income increases corresponding to at least 25% of their baseline income)
 - ii) % of living income secured at closure of the scheme or at the latest by 2030
 - iii) average income improvement, expressed in % of living income
9. The schemes leading towards secured living income for cocoa producers shall, to the extent possible, also include mechanisms that support gender equality, decent work and healthy child development. The actors (and BC Members) involved shall report on the effectiveness of such combined ambitions.

Remark: the overall outcome, expressed in improved cocoa growing household income, for all initiatives combined, will be reported under indicator 3.

8. The idea behind the 5 years is that any such scheme, project or programme should at least convincingly target significant improvements in living income of the participating cocoa growers within 5 years.



2.2 Components related to the living income model (linked to indicator 3)



2.2.1 Overview of leverages influencing cocoa growers' living income

This part of the AME-framework allows tracking contributions and efforts undertaken by Beyond Chocolate members to further the provision of a living income (or at least significant income increase moving towards a living income) for cocoa farmers.

The AME Component E and F complement the information obtained through indicator 3 and through AME Component D, presented above.

- The indicators 3 and 3.bis focus on the ultimate outcome with respect to the living income ambition (the 3rd overall commitment) of Beyond Chocolate.
- The AME Component D, E and F (and their sub-components and corresponding data), allow to keep track of the volume, implementation progress and effectiveness of the projects, sustainability mechanisms or company schemes that should contribute to securing a living income for cocoa farmers; working on one or more leverages of the living income formula.



2.2.2 AME Component D: Price paid to farmer in comparison with prevailing farm gate price

1. The price paid to the farmer (farm gate price paid) is an important factor influencing the cocoa farmer's revenue from cocoa and thus essential for the farmer's capacity to reach a living income.
2. Data, with respect to this AME Component D, is to be provided, per chocolate producer and per cocoa production area/community, where the cocoa is being sourced from.
 - a) Price, per ton of cocoa, paid to farmer
 - b) Number of tons of cocoa sourced from the area/community (at this price).
 - c) Comparison of price paid to farmer with the prevailing farm gate price for the quality purchased, at time of purchase.
 - d) Data on premiums paid to the farmer, included in the above price
 - i) Types of premium
 - ii) Amount of premium, per ton of cocoa
 - iii) Number of farms benefitting
 - iv) Number of cocoa growers benefitting (to the extent possible to be disaggregated by gender)
 - v) Particularities of the premium (if any)

Remark: premiums that are not paid to the farmer but to a cooperative (for example as a contribution to infrastructure development, productivity increase efforts, or for funding other project activities) are to be reported under AME Component E and not under this AME Component D. Indeed, such premiums are not part of the price paid to the farmer, but rather a mode of allocating funding for development support initiatives by a third party (such as the cooperative).

- e) Premium paid to cooperative for other than productivity improvement efforts (schooling, health...).

Remark: if this line is used, then the same information as "cost of the effort" should not be provided under "AME Component H.1 - Efforts targeting decent work and child development". In other words, any double counting should be avoided; financial efforts reported under this line should thus not be counted again as the cost of a broader effort fostering decent work and child development, reported under Component H.



2.2.3 AME Component E: Efforts targeting increased productivity in cocoa farming

This AME Component E uses the following data and information.

1. Reference name / number of the project, mechanism or scheme
2. Information to be provided per intervention area:
 - a) Cocoa production area (surfaces in ha):
 - i) Cocoa production area increases targeted: yes / no

Remark: normally the projects or schemes should target enhanced cocoa production per ha and not an increase in cocoa production area. Enhance cocoa production per ha may however be combined with a decrease of the cocoa production area, for example in combination with crop diversification.
 - ii) Cocoa production area decreases targeted: yes / no
 - iii) # hectares at baseline (+ year)
 - iv) Average # hectares per farm - at baseline (+ year)
 - v) # hectares at intermediary assessment, reporting or closure (+ year)
 - vi) Cost of support - if any
 - b) Cocoa yield per hectare
 - i) Cocoa yield improvement targeted: yes / no
 - ii) Number of farms involved
 - iii) Average cocoa yield per hectare: at baseline (+ year) and at intermediary assessment, reporting or closure (+ year)
 - iv) Type of support provided / type of measures used to enhance productivity in cocoa farming
 - v) Outcomes in reducing production costs per ton of cocoa (if any)
 - vi) Cost of support provided
 - c) Information on access to finance / funding mechanisms of farm-level investments
 - d) Data on other leverages used (if any) to improve productivity of cocoa farming
3. The project level M&E and outcome measurement shall be disaggregated by gender and allow for gender sensitive results management and cost-effectiveness appreciation.

2.2.4 AME Component F: Efforts targeting on farm income diversification by cocoa farmers

This AME Component F uses the following data and information.

1. Reference name / number of the project, mechanism or scheme
2. Information to be provided per intervention area:



- a) Crop diversification
 - i) Type of alternative crop promoted – multiple choices possible
 - ii) *Following data may be provided several times, once per alternative crop, if the project promotes several alternative crops for further crop diversification*
 - iii) Alternative production area increases targeted: yes / no
 - iv) # hectares: at baseline (+ year) and at intermediary assessment, reporting or closure (+ year)
 - v) Alternative crop yield improvement targeted: yes / no
 - vi) Average alternative crop yield per hectare: at baseline (+ year) and at intermediary assessment, reporting or closure (+ year)
 - vii) Introduction of other alternative income generation initiatives for the farmers:
 - 1. Yes / No
 - 2. If yes, please describe
 - viii) Cost of support provided
 - b) Information on access to finance / funding mechanisms of farm-level investments
 - c) Data on other on farm diversification activities (if any) to ensure sustainable contribution to significant increases in farmers' income.
3. The project level M&E and outcome measurement shall be disaggregated by gender and allow for gender sensitive results management and cost-effectiveness appreciation.

2.3 Components related to forest preservation and restoration (linked to indicators 2 and 4)

2.3.1 AME Component G: Efforts targeting forest preservation and restoration

- 1. Reference name / number of the project, mechanism or scheme.
- 2. This AME Component G fits in the ambition of further aligning BC's AME framework, with the M&E (or MEL⁹) approaches of the other platforms (GISCO, SWISSCO and upcoming DISCO). The idea is having ***a tool to monitor, and document efforts undertaken (by BC signatories and their partners in the field) to preserve and restore forests***. This reporting tool would then be applicable to all BC partners, whether or not they are CFI signatories.
 - a) Typical CFI parameters could be used, such as:
 - i) %, # and area of cocoa farms mapped (CFI);
 - ii) # of multipurpose trees distributed to farmers for on-farm planting (CFI);

9. MEL: Monitoring, Evaluation and Learning



- iii) area (ha) of cocoa agroforestry systems planted/established;
 - iv) tons and % of cocoa traceable to farm level;
 - v) acceptable assurance that cocoa is legally sourced;
- b) Other efforts made and leverages used to contribute to forest preservation and restoration.
- Other efforts, such as participation in landscape approaches or initiatives that foster community-based forest preservation, are considered essential and will be explicitly considered and reported on.
3. BC-signatories are invited:
- a) to explain, before November 2020, what their strategies are for contributing to forest preservation and restoration in cocoa producing areas,
 - b) to plan and commit (pledge) for the efforts they will undertake,
 - c) to report on efforts actually undertaken.
4. Those BC partners who are also CFI signatories may simply refer to their CFI company action plans. However, as the AME praxis of the BC partnership develops further, one may envisage forms of peer review and/or external expert challenging of the effectiveness of the company strategies and/or ongoing efforts.
5. Remark: while this AME Component G tracks efforts targeting forest preservation and restoration, indicator 4 will monitor and account for corresponding outcomes and impact.

2.4 Components related to additional Beyond Chocolate ambitions

2.4.1 AME Component H: Fostering decent work and child development

1. Additional commitments and targets with respect to decent work and child development.
- a) The Beyond Chocolate Partnership document comprises several goals and ambitions with respect to eliminating forced labour, extending schooling and ending (worst forms of) child labour in the cocoa value chain. However, these goals do not appear explicitly in the 2025 and 2030 commitments, even though they seem implicit in the 'living income'-related commitment.
 - b) The BC 'working group on youth and decent work' therefore proposed to add the following additional intermediate commitment/target for 2025: *"Take immediate and effective measures to eradicate forced labour, end modern slavery and human trafficking and secure the prohibition and elimination of the worst forms of child labour, including recruitment and use of child soldiers, and by 2025 end child labour in all its forms"* (= new intermediary target, text from SDG 8.7). The working group also proposed to align with the corresponding upcoming DISCO targets.



- c) This AME Component H links to such ambition. As no agreement was reached with respect to adding an additional overall commitment on decent work and child development, the BC signatories are invited to formulate their individual commitment in terms of efforts they will undertake and/or outcomes they would like to reach related to decent work and child development in cocoa producing areas/commitments
2. AME Component H.1 - Efforts targeting decent work and child development
- a) Reference name / number of the project, mechanism or scheme.
 - b) Type of activity, initiative or effort
 - c) Description of the extent of the effort
 - d) Cost of the effort
3. AME Component H.2 - Decent work and child development score
- a) The “decent work and child development score” is proposed as a potential tool to monitor progress and outcomes in the efforts to foster decent work and adequate child development in cocoa producing communities.
 - b) Scoring system:
 - i) Score -2: cocoa producing areas where forced labour, modern slavery, human trafficking and/or worst forms of child labour are rampant and community sensitisation, reporting and remediating initiatives are completely absent.
 - ii) Score -1: cocoa producing areas where forced labour, modern slavery, human trafficking and/or (worst forms of) child labour occur often and where the community is not (or insufficiently) engaged in decent work and child development and where sensitisation, reporting and remediating initiatives are only in their initial stages.
 - iii) Score 0: cocoa producing areas where forced labour, modern slavery, human trafficking and/or (worst forms of) child labour do occur and where the community is somewhat sensitized; with reporting and remediating initiatives being present but the community still insufficiently engaged in decent work and child development
 - iv) Score 1: cocoa producing landscape/community significantly engaged in eliminating forced labour (including modern slavery and human trafficking) and worst forms of child labour with some effective sensitisation, reporting and remediating initiatives.
 - v) Score 2: cocoa producing landscape/community strongly engaged and demonstrating effectiveness in eliminating forced labour (including modern slavery and human trafficking) and worst forms of child labour; while also improving working conditions for cocoa workers and extending literacy and life skills of all children present in the community (including for children participating in any remaining, other than worst forms, of child labour).



- vi) Score 3: meeting the requirements of score 2 and demonstrating effectiveness in ending child labour in all its forms (as prohibited according to the ILO definition), in establishing the conditions for decent work of cocoa growers and in extending effective schooling and healthy development of all children present in the community.

If the need to do so arises, a number of sub criteria, potentially a scoring sheet, will be developed to assist in assessing such score per landscape/community. Using these scores will be part of a joint learning process.

- c) Information to be provided, per chocolate producer and per cocoa producing area/community, that they are sourcing from, or where they would like to foster positive outcomes with respect to decent work and child development
 - Number of tons of cocoa sourced from landscapes/communities with scores -2, -1, 0, 1, 2, and 3.
4. Proposed outcome and impact targets:
- a) The targeted ambition would be to transform cocoa producing areas with a negative score for decent work and child development into areas with a positive score.
 - b) The outcome targets are still to be defined based on the basis of the (individual) outcome pledges to be made by the BC signatories (*cf. the pledging mechanism already presented above*).

2.4.2 AME Component I: Level of progress and achievement of other individual commitments by BC signatories

1. Most individual commitments expressed by BC signatories are already covered by the key performance indicators 1 till 4 and/or by the AME Components A till H, presented above. However, some BC Members have also expressed other individual commitments.
 - a) The AME Component I, presented here, allows the AME-framework to capture progress vis-à-vis the implementation and attainment of such other individual commitments.
 - b) It should be noted here that Beyond Chocolate continues to accept new signatories and those can (but are not obliged to) formulate individual commitments (in addition to the joint commitments of the BC partnership). Such individual commitments are then progressively incorporated in the AME framework.
2. Information to be provided with respect to additional individual commitments.
 - a) List and short presentation of each commitment
 - i) Short description of commitment expressed in terms of resources committed, progress milestones and outcomes.



- ii) This implies inviting all Beyond Chocolate Members, including retailers and actors to explain how they will further the achievement of BC's overall commitments, in addition to what is already covered under the proposed key performance indicators 1 till 4 and/or by the AME Components A till H.
 - b) If a BC signatory has multiple other commitments to be reported under this AME Component I, then it may be considered to allocate a weight to each commitment; with one commitment having a standard weight 1 and other individual commitments having a relative weight corresponding to that individual commitment. If no weighting is allocated, then each additional commitment will have the same weight.
 - c) For each commitment – provide a % score of progress and achievement for the year, compared to the ambition level for the past year
 - i) Shortly explain and justify the score given
 - ii) If more than one individual commitment, calculate the weighted average score of progress and achievement vis-à-vis the additional individual commitments of the Partner
 - d) Total cost of resources invested in pursuing these individual commitments
3. Points of attention.
- a) It is essential to further define the contributions and commitments of all BC signatories, in particular for those BC signatories whose own roles and contributions towards achieving the overall BC ambitions are not really being tracked by the key performance indicators 1 till 4 and/or by the AME Components A till H of BC's AME framework. To the extent possible, this should be done by end April 2020 and included in a new (more detailed) version of BC's AME framework. Potential annual updates will allow for additional specific individual commitments.
 - b) An analysis of the type of commitments listed by BC's members of the related resources, outputs, milestones and outcomes will allow to further develop Beyond Chocolate's AME framework. This may include the definition and usage of additional AME Components that are recurring and thus pertinent for the BC partnership as a whole as well.



Annex B: University of Ghent

Report on the state of the Belgian chocolate sector

Overview of the Belgian chocolate and cocoa sector and its current sustainability state

*Heidi Vandenhoute,
Xavier Gellynck*

The chocolate and cocoa sector is characterized by a complex value chain with many actors operating in between cocoa smallholders and consumers, among them traders/grinders, chocolate manufacturers and retailers. In order to map this complicated sector, a desktop study was performed.

In a first phase, public sources were consulted and official statistics were retrieved from Eurostat and Statbel for the years 2018 and 2019 (depending on availability at the time of writing) and from ICCO (2018/19), whereas stakeholders' websites and annual (sustainability) reports provided company-specific information. Next, to extend the initial data collection, and in order to fill the data gaps, key stakeholders were contacted from all levels of the cocoa supply chain. Interviews took place with chocolate (couverture) manufacturers, retailers and certification organizations.

Data collection was facilitated by Choprabisco, the royal Belgian association of chocolate, pralines, biscuit and confectionery industry. As a sector federation, Choprabisco informs, supports and advises its members on legislation, trade relations, food safety and sustainability in addition to protecting and promoting the image of "Belgian chocolate". With over 170 members, both artisanal businesses, SME's and multinationals, Choprabisco represents 90% of the sector's turnover. Two third of the members are active in the (European) chocolate sector, among them a significant number of companies that co-signed the *Beyond Chocolate* partnership. However, not all *Beyond Chocolate* signatories are member of Choprabisco, e.g. Baronie and Tony's Chocolonely.

1. KEY FIGURES

Belgium is worldwide known for its chocolate (couverture). The Belgian cocoa industry, i.e. all economic actors who produce (semi-processed) chocolate products, is of great importance for the Belgian economy. The industry is, according to the statistical classification of economic activities in the European Community, abbreviated as NACE, categorized under code 10.82 "Manufacture of cocoa, chocolate and sugar confectionery". Comprising over 250 companies¹⁰ and employing over 8000 people, the sector has a turnover of almost 5 billion euros, accounting for 9,4% of the Belgian food and beverage industry (FOD Economie, 2018). The yearly production volume is roughly 700

10. Self-employed companies not included



000 tonnes of chocolate products (including white chocolate), both semi-processed, couverture and consumer cocoa products (Statbel, 2018).

However, *Beyond Chocolate* partnership's commitments go wider than the chocolate produced in Belgium and concern the entire sector. All chocolate sold in Belgium will also have to comply with the sustainability commitments, which is not to be underestimated, as Belgian consumers have an approximate chocolate consumption of 6 kg per capita per year.

2. BEYOND CHOCOLATE

2.1 Chocolate

The production of chocolate requires the interaction of many actors, mastering certain skills and techniques. At one end of the cocoa value chain, (small-scale) farmers harvest cocoa pods from the trees and carry out the first processing steps: fermentation and drying of the cocoa beans. The dried beans can be stored and are sold either directly or via cooperatives and/or traders to cocoa grinders (e.g. Olam, Ecom). Next, roasting, breaking and winnowing of the fermented and dried cocoa beans yields cocoa nibs. Grinding the nibs creates cocoa paste, part of which is pressed for the separation into cocoa butter and cocoa powder (Oxfam, 2018).

Cocoa paste, butter and powder are referred to as semi-finished cocoa products and considered basic ingredients for the production of chocolate (couverture) by chocolate manufacturers (often also grinders, e.g. Barry Callebaut and Cargill). Mixing, refining and conching are the next processing steps to manufacture chocolate (couverture). After blending the ingredients, which depend on the type of chocolate being produced, the chocolate mass is refined and conched to obtain the required mouth feel and texture. Lastly, by tempering the chocolate, the right melting properties are being selected (Belcolade, n.d.; VisitFlanders, 2015).

The main difference between chocolate and chocolate couverture is its fat content; being higher for couverture, making it easier to manipulate. Industrial chocolate couverture is sold to both large chocolate producing companies and small chocolatiers (often in different shapes), turning chocolate couverture into their own (branded) chocolate products for the retail market and finally chocolate consumers. In comparison to this multi-actor supply chain, bean-to-bar is defined as the concept of processing cocoa beans into chocolate in a single facility and/or by a single manufacturer (Giller, 2017).

2.2 Belgian chocolate

Before analysing the Belgian chocolate sector, a clear definition of Belgian chocolate is required. Within the Beyond Chocolate partnership, Choprabisco's definition of Belgian chocolate is used:

“Belgian chocolate” is chocolate processed entirely in Belgium from cocoa beans or from cocoa paste, cocoa butter and cocoa powder (including mixing, refining and conching). It is then sold and/or used as Belgian couverture chocolate to produce chocolate bars, assorted filled chocolates (pralines) or other finished products.



In order to fully understand what is covered by this definition, it must be clear what is meant by the different terms used – more information is provided at the end of this section.

From the above definition, it becomes clear that chocolate products are considered ‘Belgian’ if they are produced with Belgian chocolate couverture. The Belgian chocolate couverture market is commanded by three companies, Barry Callebaut, Cargill and Puratos. More than 90% of Belgian chocolatiers (either artisanal or industrial) therefore purchase chocolate couverture from Barry Callebaut, Cargill or Puratos and produce Belgian chocolate.

In addition, a few Belgian chocolate makers start directly from cocoa beans instead of chocolate couverture and produce bean-to-bar chocolate, which according to the definition is also Belgian chocolate. Lastly, some smaller Belgian chocolatiers use chocolate couverture from non-Belgian companies, e.g. from the French manufacturer Valrhona, and do not produce Belgian chocolate.

2.3 Sustainability

Belgian chocolate becoming more sustainable is the centrepiece of *Beyond Chocolate*: “By 2025 at the latest, all the chocolate produced and/or sold in Belgium shall comply with a relevant certification standard and/or shall be manufactured from cocoa-based products covered by a corporate sustainability scheme”. The relevant certification standards are Fairtrade, Rainforest Alliance/UTZ and Organic/EKO certification; the approved corporate programs are *Cocoa Horizons* for Barry Callebaut, *Cacao-Trace* for Puratos, *Cocoa Promise* for Cargill and *Cocoa Life* for Mondelez.

However, ‘certified cocoa’ and ‘sustainable cocoa’ are different things. Becoming sustainable requires more than being certified, although certification is an important step (Fountain and Hütz-Adams, 2018). The contribution of voluntary sustainability standards to farmers achieving a living income is limited and poverty persists. While Fairtrade offers cocoa farmers a minimum price and a fixed premium, UTZ and Rainforest Alliance operate without protecting farmers from unfortunate market developments and focus on environmental issues. Despite many advantages, the shortcomings of certification standards cannot be denied (Oxfam 2018; TDC, 2019b). In recent years, several companies (e.g. Mondelez) choose to develop their own in-house sustainability programs (e.g. *Cocoa Life*) instead of setting certification goals. They take a holistic approach to improve farmers livelihoods rather than relying on third party organizations (Fountain and Hütz-Adams, 2018).

The volume share of **Fairtrade** chocolate tablets, confectionery and couverture in Belgium amounted to 4,6% in 2018, and is expected to have increased in 2019 (Fairtrade Belgium, 2019). As for **organic** chocolate and cocoa-based products, the volume share in Belgium was 1% in 2019 and doubled since 2016 (GfK). Roughly 20 000 tonnes of organic certified beans were imported in 2018, with Dominican Republic as main country of origin (Timmermans and Van Bellegem, 2019).



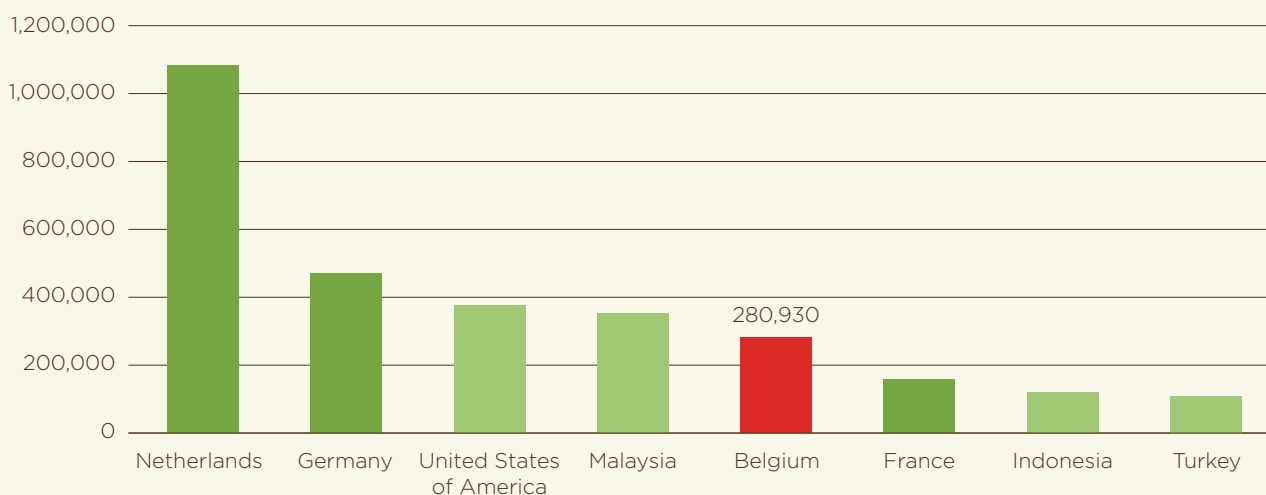
UTZ and **Rainforest Alliance** certification data are only available on a global level: 23% of global cocoa sourcing is currently certified UTZ or Rainforest Alliance. Both companies merged in January 2018. Their new certification program is still under development, until then the current Rainforest Alliance and UTZ programs continue to run in parallel (Rainforest Alliance, 2020).

3. INTERNATIONAL TRADE

The Belgian chocolate sector requires the import of large amounts of cocoa beans and/or semi-processed cocoa products for its production. In 2019, roughly 280 000 tonnes of cocoa beans were imported (Eurostat), making Belgium the 3rd largest importer of cocoa beans in the European Union after the Netherlands and Germany (Figure 1).

Figure 1. Leading countries importing cocoa beans, 2019 (in tonnes)

Eurostat, ITC Trade Map



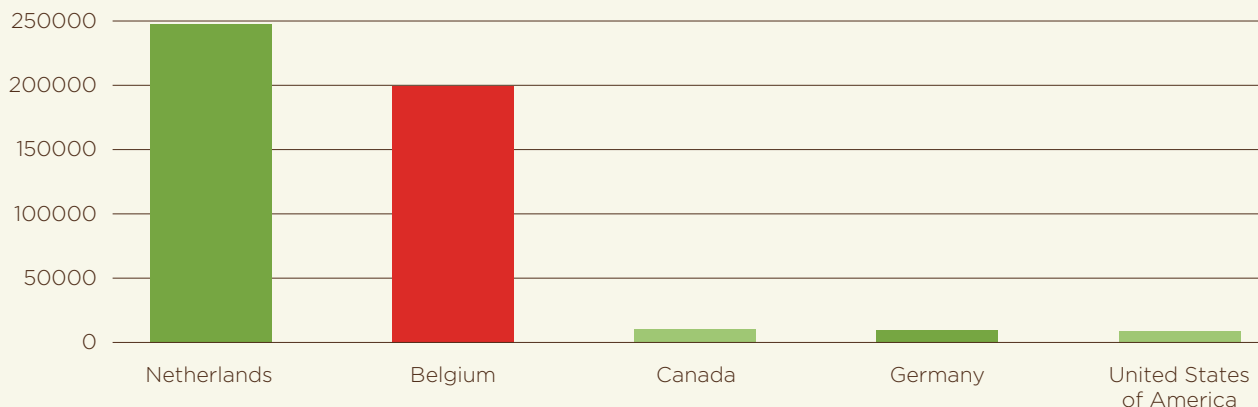
However, the majority (71%) of the cocoa bean imports by Belgium are re-exported, i.e. entered and left the country without undergoing any processing. In 2019, only the Netherlands has re-exported more tonnes of cocoa beans compared to Belgium, but amounting to no more than 23% of its imports. The main destination countries for Belgian cocoa bean re-exports are Germany (47%), France (26%) and the Netherlands (12%) (Eurostat), which is where the major grinding companies are located.

Re-exports are particularly large in countries with an international sea port and often referred to as a 'port effect'. The port of Antwerp (Belgium) and Rotterdam (the Netherlands) serve as entry ports of cocoa beans for the north European market (Duprez, 2014). Re-exports distort trade statistics – successively exporting cocoa beans leads to double counting – and are insufficient to trace the origin of cocoa beans processed in Belgium. The cocoa origin can only be traced on the basis of company-specific data.



Figure 2. Leading countries re-exporting cocoa beans, 2019 (in tonnes)

Eurostat, ITC Trade Map

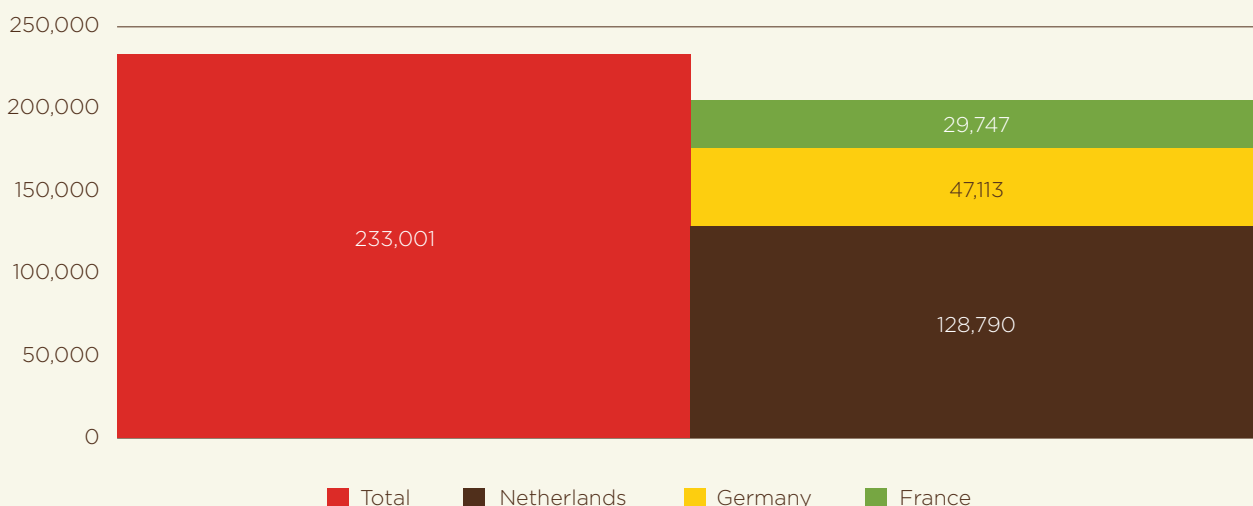


About 80 000 tonnes of cocoa beans remained in Belgium for grinding (net import), which is insufficient to produce all Belgian chocolate couverture – roughly 590 000 in 2019 (Statbel). Barry Callebaut is the only chocolate manufacturer starting from cocoa beans in Belgium for part of its production, the Belgian bean-to-bar chocolate makers left aside. Cargill has grinding facilities in both France and the Netherlands; cocoa beans purchased by Puratos are processed largely in the Netherlands into cocoa paste, butter and powder. The production of chocolate couverture in Belgium mainly starts from semi-processed cocoa products instead of cocoa beans. Therefore, in order to achieve the massive production volumes of chocolate couverture, the import of semi-processed cocoa products by the three major chocolate couverture producers is required. Hence, a substantial share of the cocoa beans re-exported by Belgium flows back from its neighbouring countries in the form of semi-processed cocoa products. In 2019, 230 000 tonnes of semi-processed cocoa products were imported into Belgium with the Netherlands (55%), Germany (20%) and France (13%) as main supplying countries and around 7% originating from cocoa producing countries (Figure 3) (Eurostat).



Figure 3. Leading countries supplying semi-processed cocoa products to Belgium (tonnes), 2019

Eurostat



Net import of semi-processed cocoa products has to be considered and converted to bean equivalents in accordance with the conversion factors of the ICCO¹¹, in order to estimate the total volume of cocoa processed into Belgian chocolate. In 2019, net import of semi-processed cocoa products accounted for 185 000 tonnes (Eurostat), corresponding to 240 000 tonnes of cocoa bean equivalents. By adding this volume to the 80 000 tonnes of net imported cocoa beans, the volume of cocoa in bean equivalents used for chocolate production in Belgium can be estimated as 320 000 tonnes.

4. ORIGIN

In order to trace the origin of cocoa beans processed into Belgian chocolate, the origin of both net imported cocoa beans and net imported semi-processed cocoa products (in bean equivalents) have to be considered. Several assumptions are made as information about the origin of the bean re-exports and semi-processed imports is lacking:

- The origin of bean re-exports of a country is equal to the origin of bean imports of that country
- The origin of semi-processed exports of non-producing countries is equal to the origin of bean imports of that country
- The origin of bean/semi-processed exports of producing countries is the country itself
- Semi-processed imports from producing countries are partly re-exported
- Semi-processed imports from non-producing countries are not re-exported

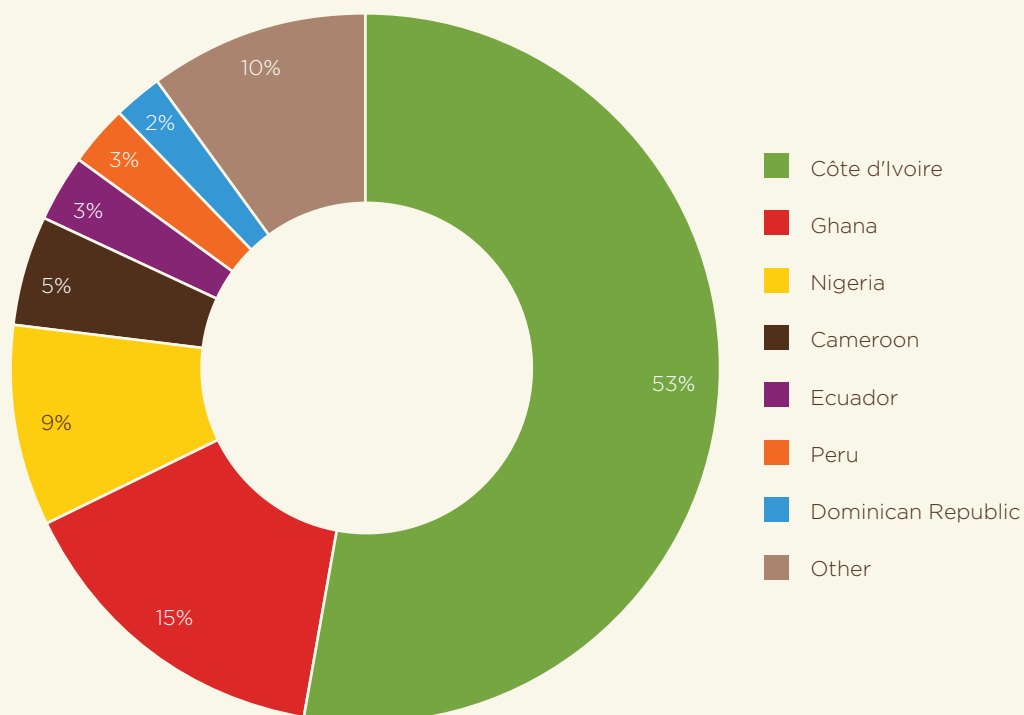
11. Conversion factor of 1,33 for cocoa butter (1804); 1,25 for cocoa paste/liquor (18031); 1,18 for cocoa powder and cake (1805, 18032).



Taking into account the above assumptions, the origin of cocoa in bean equivalents imported by Belgium in 2018 was calculated and is visualized in Figure 4 (Eurostat). More than 80% of cocoa is imported from West Africa, with Côte d'Ivoire as the largest export country.

Figure 4. Origin of cocoa in bean equivalents imported by Belgium, 2018

Eurostat



5. INDUSTRIAL MARKET

5.1 General

In 2019, 590 000 tonnes of Belgian chocolate couverture were produced (Statbel). Company-level production volumes and market shares of the three leading companies were not released due to confidentiality. However, Barry Callebaut is the largest manufacturer and covers, together with Cargill, most of the market; Puratos, with its Belcolade brand, is much smaller in terms of chocolate couverture production.



5.2 Sustainability

Beyond Chocolate's first upcoming goal is to make 100% of the chocolate produced and/or sold in Belgium certified, i.e. in compliance with a certification standard (UTZ, Rainforest Alliance, Fairtrade and organic) and/or covered by their corporate sustainability scheme (*Cocoa Horizons*, *Cocoa Promise* and *Cacao-Trace*). However, this does not automatically lead to cocoa smallholders earning a living income. The share of the different labels or corporate programs within certified volumes is currently not specified. Even if this information was shared, the interpretation would require caution as products can comply with both certification standards and corporate schemes. For example, Belgian chocolate couverture produced by Cargill covered by its corporate program *Cocoa Promise* is also externally certified, mainly UTZ.

The production of certified chocolate (i.e. in compliance with a certification scheme/corporate program) couverture requires the sourcing of certified cocoa. Regarding the cocoa sourcing of the three Belgian chocolate couverture producers, supply chain traceability (including farm mapping) is at present primarily pursued at the global company level. The origin of cocoa beans processed in Belgium is therefore unknown, making it impossible to trace Belgian chocolate couverture to the level of cocoa farming families.

Barry Callebaut reports for the fiscal year 2018/2019 47% of its cocoa volume being sourced in compliance with the following sustainability programs and certification standards: *Cocoa Horizons*, customers' own programs, UTZ, Rainforest Alliance, Fairtrade and organic. With its *Forever Chocolate* plan, one of the main ambitions of Barry Callebaut is to have 100% of ingredients in all its products sourced via the respective sustainability certification scheme (see above for cocoa) by 2025 (Barry Callebaut, 2019).

Related to Cargill, 48% of its cocoa was (third party) certified in the fiscal year 2017/2018. 85% of the certified beans were sourced through direct networks in West Africa, the remaining 15% through third party sourcing. *Cocoa Promise* is Cargill's commitment for a more sustainable cocoa sector for future generations. The company is engaged to source 100% of chocolate ingredients in line with its sustainability program by 2030. For cocoa this implies third party certified by one of the trusted certification schemes for cocoa sustainability, i.e. Fairtrade, Rainforest Alliance and UTZ (Cargill, 2019).

As Puratos is active in the bakery, patisserie and chocolate sectors, their sustainability commitments go beyond cocoa-related aspects and sustainability figures related to cocoa sourcing are not published. In addition to sourcing UTZ, Rainforest Alliance, Fairtrade and organic certified cocoa, Puratos is sourcing increasingly through its own cocoa sustainability program *Cacao-Trace*.



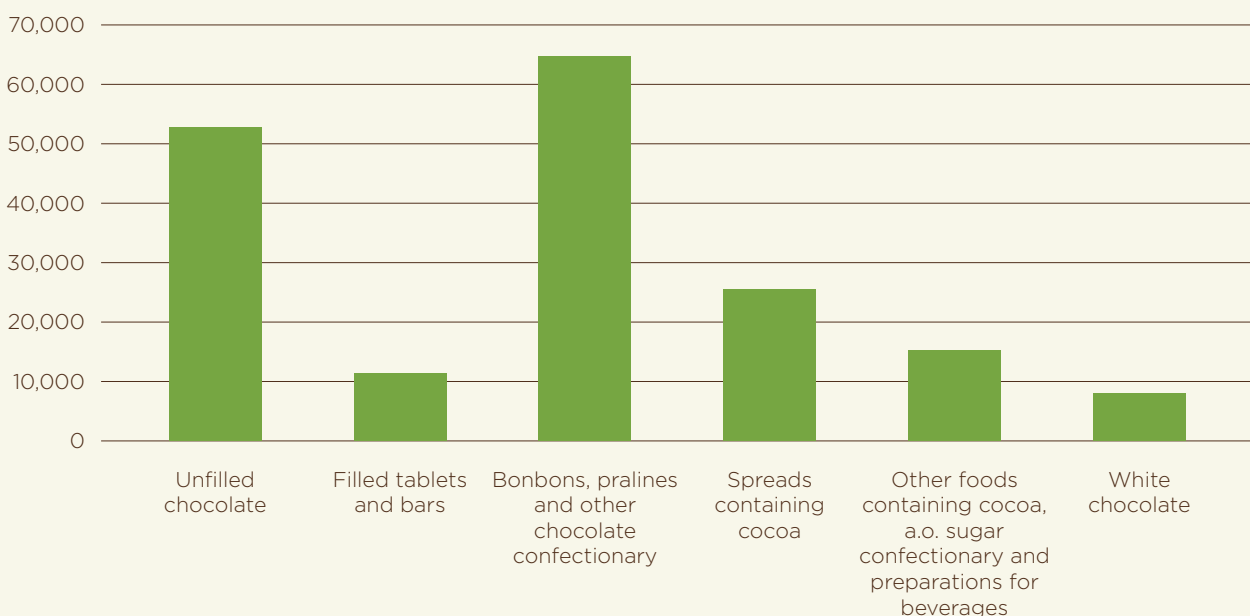
6. CONSUMER MARKET

6.1 General

Roughly 535 000 tonnes of Belgian chocolate couverture were produced in 2018 (Statbel). As a net-exporter of chocolate couverture, Belgium exported 420 000 tonnes and imported 110 000 tonnes in 2018 (Eurostat). The remaining 225 000 tonnes of chocolate couverture is not all processed into chocolate and cocoa products for the consumer market. Bakeries, biscuit companies and ice cream companies also require significant volumes of chocolate couverture for their business activities. 180 000 tonnes of consumer chocolate were produced in Belgium in 2018 (Statbel), along the classification in Figure 5, which shows clearly the importance of Belgian praline production.

Figure 5. Manufacture of chocolate and food preparations containing cocoa other than in bulk forms by Belgium (tonnes), 2018

Statbel



In terms of export, and disregarding white chocolate, Belgium was the second largest exporter of chocolate and cocoa products for both the industrial and consumer market in 2018, only Germany exported more (Eurostat). The European market was the destination of 83% of Belgian chocolate exports, with the largest customers being the neighboring countries; only 17% was exported outside the European Union in 2018 (Eurostat).

Belgium is also importing chocolate products, as some types of products are not produced within the country, e.g. Mars' brands. An overview of the chocolate retail market and the top companies will be provided later on.

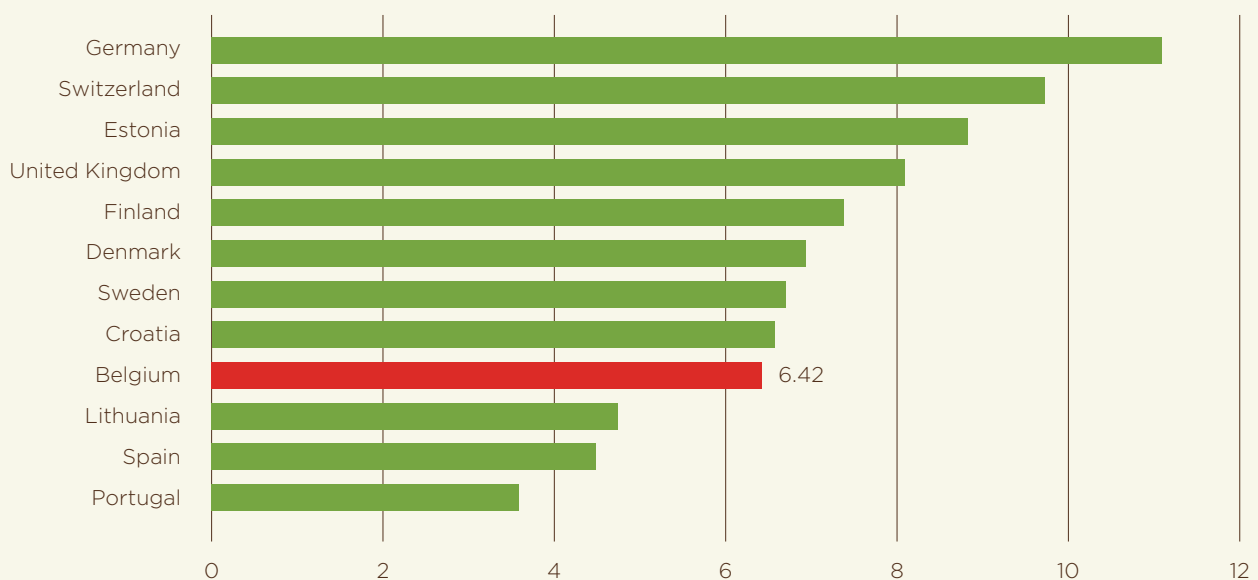


6.2 Consumption

Data on actual chocolate consumption is not available. Therefore, apparent consumption is calculated according to the following formula: Production + Imports - Exports = Consumption. Stocks are not considered in the formula, which might explain significant variations in between years. When comparing per capita figures (2017) for consumption of chocolate and cocoa products (including white chocolate) between European countries, the ranking below is obtained (Figure 6). Germans have the largest apparent chocolate consumption, while Belgians rank 9th with 6,42 kg per person in 2017 (CAOBISCO, 2019). Caution is required when interpreting apparent consumption figures as for certain product categories data is confidential, which may lead to distorted results.

Figure 6. Chocolate consumption per capita by country (kg/head), 2017

CAOBISCO



6.3 Sustainability

In order to gain some insights in the sustainability of the consumer market in general, the share of Belgian chocolate – produced with Belgian couverture – on the Belgian consumer chocolate market was determined by reasoning as follows, disregarding white chocolate:

- In 2018, Belgium imported around 86 000 tonnes of chocolate couverture (Eurostat), which is assumed to be processed into consumer chocolate in Belgium, however this not considered Belgian chocolate as this couverture is not produced by one of the three Belgian couverture producers. As a result, only 84% of chocolate produced in Belgium is Belgian chocolate.



- In 2018, Belgium imported around 126 000 tonnes of consumer chocolate (Eurostat), which is assumed to be 7% Belgian chocolate, based on the import of Belgian chocolate couverture by the main supplying countries of consumer chocolate to Belgium.
- Production (170 000 tonnes) and import added up to 296 000 tonnes of consumer chocolate intended for both export and consumption and assumed to be **51% Belgian chocolate** in 2018.

7. DISTRIBUTION AND RETAIL MARKET

7.1 General

Table 1 shows the top 15 chocolate confectionery companies in 2018 according to sales level (at retail value), with their corresponding relevant chocolate brands (and products) (Euromonitor International, 2019). Six companies in the top 15 co-signed the *Beyond Chocolate* partnership.

Table 1. Top 15 chocolate confectionery in 2018

Beyond Chocolate members are highlighted.

Company		Chocolate brands (and products)
1	Mondelez International Inc	Côte d'Or (e.g. tablets, Mignonette, Bouchée), Milka (e.g. tablets, Leo), Toblerone, Lu (e.g. Cha-cha)
2	Ferrero Group	Ferrero (Ferrero Rocher, Mon Chéri, Raffaello) Kinder (e.g. Surprise, Schoko-Bons) Nutella
3	Leonidas SA	
4	Mars Inc	e.g. Mars, Snickers, Twix, Maltesers, Bounty, Milky Way, M&M's, Celebrations
5	Pladis Ltd	Godiva
6	Nestlé SA	e.g. Lion, KitKat, Galak, Smarties, Nestlé L'Atelier
7	Baronie-De Heer BV	e.g. Jacques, Duc d'O
8	Neuhaus NV	
9	Galler Chocolatiers SA	
10	August Storck KG	e.g. Merci
11	Lindt & Sprüngli AG	e.g. Excellence, Lindor
12	NewTree SA	
13	Lotte Group	Guylian
14	Oxfam International	
15	Dolfin SA	Dolfin, Tohi



Furthermore, Belgium is known for its specialist chocolatiers and **artisanal chocolate products**. The retail value of artisanal chocolate confectionery in Belgium reached approximately 140 million US dollar in 2018 and hence the craft sector would be ranked second if considered as one single market player (Euromonitor International, 2019).

Roughly 75% of chocolate confectionery distribution is through supermarkets, hypermarkets and discounters; the channel of specialty stores accounts for only 8% of total distribution of chocolate confectionery in Belgium in 2018 (Euromonitor International, 2019).

An overview of the most frequently sold chocolate confectionery **brands** through retail channels in Belgium at present is presented in Table 2.

By considering the five retailers below (Colruyt Group, Delhaize, Carrefour, Aldi, Lidl), 83% of the Belgian retail market is covered. Albert Heijn, Louis Delhaize Group (including Cora), Makro/Metro, Intermarché, Alvo and Lambrechts (including Spar) have a combined market share of less than 12% (Gondola Academy, 2019) and are therefore disregarded. The same applies for Jumbo, who entered the Belgian retail market in November 2019 and with only three stores at present has a negligible market share.

Table 2. Overview of chocolate confectionery in Belgian retail at present (spring 2019)

Beyond Chocolate members are highlighted.

Company	Chocolate brands (and products)	Colruyt Group	Delhaize	Carrefour	Aldi	Lidl
Mondelez	Côte d'Or, Milka, Toblerone, Lu	X	X	X	X	X
Ferrero	Ferrero, Kinder	X	X	X	X	X
Mars	Mars, Snickers, Twix, Maltesers, Bounty, Milky Way, M&M's, Celebrations, Balisto	X	X	X	X	X
Pladis	Godiva		X			
Nestlé	Lion, KitKat, Galak, Quality Street, Smarties, Rolo, L'Atelier, After Eight	X	X	X		
Baronie	Jacques, Duc d'O	X	X	X		
Galler		X	X	X		
Storck	Merci	X	X	X	X	
Lindt	Excellence, Lindor, Creation	X	X	X		



Company	Chocolate brands (and products)	Colruyt Group	Delhaize	Carrefour	Aldi	Lidl
New Tree			X			
Lotte Group	Guylian	X	X	X		
Oxfam Fairtrade		X				
Dolfin	Dolfin, Tohi	X	X	X		
Libeert	Libeert, Super Choc	X	X	X		
Tony's Factory BV	Tony's Choclonely	X	X			
Belvas	Belvas, Bel&Bio	X	X	X		
Alfred Ritter	Ritter Sport	X	X			

Some remarks have to be added. Supermarkets Colruyt Group, Delhaize and Carrefour often sell the full brand range of the chocolate confectionery companies in its stores, while discounters Lidl and Aldi focus mainly on private label sales and only have few premium brands of the companies available in their fixed product range. However, they occasionally sell additional branded products through limited time offers, often during holiday periods.

In addition to the above listed chocolate brands, supermarkets often sell a select number of chocolate products from less well-known brands and small chocolatiers. In doing so, they expand their product range with chocolate in gift boxes, seasonal chocolate products, chocolate with specific sustainability labels or chocolate with certain health/nutrition claims. A few examples: gift boxes with pralines by Confiserie Elise (Delhaize); seasonal chocolates by Hamlet (Delhaize); organic and Fairtrade certified chocolate by Ethiquable (Carrefour), by Belvas (Delhaize, Carrefour, Bioplanet) and by Klingele's Chocolates From Heaven (Bioplanet); lactose-free chocolate by Montserrat's Wiloco (Bioplanet, Delhaize) and sugar-free chocolate by Cavalier (Colruyt).

The Belgian chocolate confectionery market is fragmented as follows. The top five chocolate confectionery companies collectively hold roughly 50% of retail value sales, while the remaining companies completing the top ten hold only 10% of value sales. With private label accounting for around 12% of the chocolate confectionery market's sales value, all other players, including local and artisan chocolate makers, hold the residual 28% of value sales (Euromonitor International, 2019).

Based on this fragmentation of the chocolate confectionery market, the sustainability of the sector will be assessed.



7.2 Sustainability

Top companies: rank 1 to 5 (50% of value sales)

With three times the value share of Ferrero Group, **Mondelez International**, with renowned brands as Côte d'Or and Milka, is by far the company with the biggest sales of chocolate confectionery in Belgium (Euromonitor International, 2019). Mondelez International is committed to have, by 2025, all its chocolate brands source their cocoa through *Cocoa Life*, the company's own sustainability program. At the end of 2018, 43% of its chocolate was sourced through *Cocoa Life* (Mondelez International, 2019), one of the corporate schemes complying with *Beyond Chocolate* (www.cocoalife.org).

Ferrero Group is the second largest player on the chocolate confectionery market in Belgium and owner of the brands Kinder and Ferrero Rocher. In order to achieve the sustainability ambitions for all its ingredients, the company launched tailored *Ferrero Farming Values* programs. The commitment with regards to cocoa is to source by end of 2020 100% cocoa beans with the certification standards Fairtrade, UTZ or Rainforest Alliance. In the last two years, Ferrero increased its certified cocoa sourcing from 50% in August 2016 to 70% in August 2017, and reached 77% certified cocoa in August 2018 (Ferrero Group, 2019).

With its mission to make high-quality pralines accessible to everyone, **Leonidas** is selling Belgian chocolate in over 1000 Leonidas shops worldwide. The cocoa used for the company's tablet range is sourced from the *Cocoa Horizons* program (Leonidas, n.d.).

Mars Wrigley is Mars' confectionery division with leading brands such as M&M's and Snickers. In 2018, Mars launched its *Cocoa for Generations* strategy with its ambition to source 100% responsible cocoa by 2025, i.e. cocoa obtained from sources complying with the company's *Responsible Cocoa Specification*, building on and going beyond the existing certification requirements from Fairtrade and Rainforest Alliance (Mars Incorporated, 2019). While transitioning the current certified volumes to *Responsible Cocoa* volumes, approximately 50% of Mars' globally sourced cocoa volumes remains to be Fairtrade or Rainforest Alliance certified.

Since it was founded in Brussels in 1926, the Belgian premium chocolate brand **Godiva**, under the roof of Pladis, a company of Yıldız Holding, has grown into a global brand with presence in over 100 countries. Godiva has committed to source 100% sustainable cocoa by 2020, however without providing information on its cocoa certification nor publishing figures on the progress towards its goal (Godiva, n.d.).

Top companies: rank 6 to 10 (10% of value sales)

Both L'Atelier and KitKat are **Nestlé** brands with 100% of their cocoa sourced through *Nestlé Cocoa Plan*, the company's sustainability program (Nestlé, n.d.). In 2019, Nestlé sourced 44% of its cocoa through the *Nestlé Cocoa Plan*. Recently, Nestlé revised its sustainability plans and announced its objective to source 100% of cocoa for Nestlé confectionery through Nestlé Cocoa Plan by 2025 (Nestlé, 2020).

For **Baronie**, its well-known brand Jacques uses only UTZ certified cocoa for its chocolate products (Jacques, n.d.).



Neuhaus, founded by Jean Neuhaus, inventor of the praline, is producing 100% UTZ certified chocolate in its ateliers in Brussels. Moreover, more than 25% of its chocolate is produced using cocoa directly sourced from its own cocoa farm, which they claim guarantees a sustainable livelihood for the farmers employed (Neuhaus, n.d.).

Galler is selling its wide range of pralines, (mini) bars, (mini) tablets and other delicacies in both Galler boutiques and supermarkets. Galler is one of the *Beyond Chocolate* signatories.

With its chocolate confectionery brand Merci, the German company **Storck** is closing the top ten. A clear sustainability strategy is not available.

Private label (12% of value sales)

The five signatory supermarket chains of the *Beyond Chocolate* partnership ensure 100% certified chocolate in all their private label chocolate-based products by 2020.

Discounters Lidl and Aldi, with a combined market share of 18,1% have roughly 90% own-brand products in their retail offer (Gondola Academy, 2019). Concerning their chocolate-based products, all are either Fairtrade, UTZ or Rainforest Alliance certified. Colruyt Group, Ahold Delhaize and Carrefour Belgium have a combined market share of 66,4%. These supermarkets offer both own-brand products and branded products to their customers, however their sustainability commitments related to cocoa certification are limited to private labels. Remark: percentages reported by retailers refer to numbers of product references, not to volumes.

The private label cocoa-based products of **Aldi** (Belgium and Luxemburg) are 100% certified since 2018 (Aldi, n.d.), of which 97,2% is UTZ certified and 2,8% is Fairtrade certified. Organic certification is always combined with Fairtrade or UTZ certification: 1,1% of its chocolate products is organic Fairtrade, 1,7% organic UTZ. Aldi's assortment is around 95% own-brand products, its private label certified chocolate brands include Ambiente and Château.

Since 2017, **Lidl** is using 100% certified cocoa in all its own-brand products (Lidl, 2019). At present, the certification standards relate as follows: 25% Fairtrade and 75% UTZ certified. As Lidl is strongly committed to Fairtrade, the discounter is gradually switching part of its chocolate range to Fairtrade cocoa. For the private label brands Favorina (seasonal chocolate) and Fin Carré, the transition to Fairtrade is done, private label products from Coeur d'Or, Belgix and Le Pâtissier are in the process of transition (Lidl, n.d.).

Colruyt Group is committed to have all its own-brand products containing cocoa certified either UTZ, Fairtrade or organic by 2020 (Colruyt Group, 2019). Own-brand products include products from its private labels Boni Selection and Everyday. In 2019, 90,3% of its private label cocoa-based products were certified, of which 97,6% were UTZ certified, 2,0% organic combined with Fairtrade certification and 0,4% organic only. As the calculations were carried out more extensively and precisely than before, the share of certified own-brand chocolate products declined compared to 2018.

With the 2020 target at 100%, **Ahold Delhaize** has 84% of own-brand products containing cocoa certified against UTZ, Rainforest Alliance and Fairtrade standards in 2019 (Ahold Delhaize, 2020). Next to its private labels Delhaize and 365, Delhaize also sells the private label Delicata of its sister company



Albert Heijn. Delicata's chocolate products are both UTZ certified and complying with Tony's Open Chain sourcing principles, aiming at making the chocolate sector 100% slave free (Delicata, n.d.).

As **Carrefour** Belgium co-signed the *Beyond Chocolate* partnership, its ambition is to have 100% certified own-brand chocolate-based products by 2020.

Other (28% of value sales)

The companies completing the top 15 are Lindt & Sprüngli, NewTree, Guylian, Oxfam and Dolfin. **Lindt & Sprüngli** has sourced 86% of its cocoa beans through its corporate *Farming Program* in 2018 (Lindt & Sprüngli, 2019), 92% in 2019 with the ambition to reach 100% by 2020. Sourcing from Lindt & Sprüngli *Farming Program* ensures both traceability and external verification of the cocoa beans, but involves no collaboration with relevant certification schemes (Lindt & Sprüngli, n.d.).

Belgian chocolate maker **Guylian**, known for its famous sea shell chocolates, is committed to use 100% sustainable cocoa by 2025 (Guylian, n.d.).

All chocolate products from **NewTree**, **Oxfam** and **Dolfin's** brand Tohi are Fairtrade and often organic certified. With their position in the top 15, these (Belgian) companies show there is a significant demand for certified chocolate by Belgian consumers. **Belvas** and **Tony's Chocolonely**, both signatories of *Beyond Chocolate*, complement the list of Fairtrade chocolate producers. All chocolates of the Belgian company Belvas are organic and Fairtrade certified. Tony's Chocolonely makes Fairtrade chocolate bars, but goes beyond certification. In order to achieve its goal to eradicate 'slavery' from the chocolate industry, the company introduced five sourcing principles to help establishing a living income for cocoa farmers, e.g. traceable cocoa beans (Tony's Chocolonely, 2019).

Belgian companies and *Beyond Chocolate* members with lower sales levels are Libeert and Kim's Chocolates. For all its chocolate, which are mainly seasonal hollow chocolate figures, **Libeert** is using 100% of cocoa that is either UTZ certified, Fairtrade certified or sourced through the *Cacao-Trace* program, as part of *The Family Recipe* (www.libeert.com/en/family-recipe). Libeert intends to establish its own sustainability program in the future, similar to what **Kim's Chocolates** has done by launching its *Cocoa for Schools* project. The project aims at improving the livelihood of cocoa farming families in Mbeya, Tanzania, primarily by investing in education (www.cocoaforschools.be).

As stated before, artisanal chocolate confectionery holds a significant share of values sales. The Belgian chocolate sector is characterized by many small and local chocolatiers offering customers artisanal chocolate confectionery in elegant packaging. A few of these small chocolate makers, referred to as bean-to-bar producers, start their chocolate production directly from the cocoa bean. They aim to control the entire process, including the purchase of often personally selected cocoa beans, directly from farmers. In their search for unique flavours, bean-to-bar producers establish close relationships with cocoa growers and are frequently linked to more extended traceability and fairer prices (TDC, 2019a). Pioneer of the bean-to-bar approach is Pierre Marcolini, other bean-to-bar chocolatiers are Benoit Nihant, Cédric De Taeye, Van Dender, Mike & Becky, The Chocolate Line and Mi Joya (Kellens, n.d.). *Beyond Chocolate* signatory ZOTO, a Belgian consultancy company specialized



in cocoa-related projects, acts as facilitator in the bean-to-bar supply chain by offering services to both cocoa farmers (training on post-harvest processing steps, market access) and chocolate makers (cocoa beans selection, enabling direct trade) (ZOTO, n.d.).

From the above enumeration, it appears that many companies are committed to making their chocolate more sustainable, often by increasing the share of third party certification. Some chocolate producers have achieved 100% certification, while for others, information is limited to future sustainability goals. When the share of currently certified chocolate is reported, it is not clear how this relates to the company's sales in Belgium. It is therefore not possible to draw conclusions about the share of chocolate complying with a certification scheme/corporate program in the Belgian retail market.

8. DEFINITIONS AND NOMENCLATURE

From Directive 2000/36/EC, we learn that:

Chocolate designates the product obtained from cocoa products and sugars which contains not less than 35% total dry cocoa solids, including not less than 18 % cocoa butter and not less than 14% of dry non-fat cocoa solid. However, where this name is supplemented by the word 'couverture', the product must contain not less than 35% total dry cocoa solids, including not less than 31% cocoa butter and not less than 2,5% of dry non-fat cocoa solids.

The main difference between chocolate and chocolate couverture is the fat content, being higher in couverture. This is also the case for milk chocolate (>25% fat content) compared to milk chocolate couverture (>31% fat content), where fat content includes both cocoa butter and milk fat.

Furthermore, cocoa and its derivative products can be categorised based on two systems of classification, the Combined Nomenclature (CN) and PRODCOM. The CN chapters are used for international trade, while the PRODCOM codes focus on industrial production. Both classification systems are related, making it possible to compare external trade and domestic production, however not all product types find their equivalent in the other classification system (Table 3) (PRODCOM, 2017).



Table 3. Overview of the chocolate nomenclature

PRODCOM	CN	Product description
10.82		Cocoa, chocolate and sugar confectionery
	18	Cocoa and cocoa preparations
	1801	Cocoa beans, whole or broken, raw or roasted
10.82.11	1803	Cocoa paste, whether or not defatted
10.82.12	1804	Cocoa butter, fat and oil
10.82.13	1805	Cocoa powder, not containing added sugar or other sweetening matter
	1806	Chocolate and other food preparations containing cocoa
10.82.14	1806 10	Cocoa powder, containing added sugar or other sweetening matter
10.82.21	1806 20	_ in blocks, slabs or bars weighing more than 2 kg or in liquid, paste, powder, granular or other bulk form in containers or immediate packings, of a content exceeding 2 kg
10.82.21.30	1806 2010 1806 2030 1806 2050	_ containing $\geq 31\%$ by weight of cocoa butter (and milkfat) _ containing $\geq 25\%$ but $< 31\%$ by weight of cocoa butter and milkfat _ containing $\geq 18\%$ but $< 31\%$ by weight of cocoa butter
10.82.22.33	1806 31	Filled tablets & bars
10.82.22.35 10.82.22.39 10.82.22.55	1806 3210 1806 3290 1806 9039	Unfilled chocolate
10.82.22.43 10.82.22.45 10.82.22.53	1806 9011 1806 9019 1806 9031	Bonbons, pralines & other chocolate confectionery
10.82.22.70	1806 9060	Spreads containing cocoa
10.82.22.60 10.82.22.80 10.82.22.90	1806 9050 1806 9070 1806 9090	Other foods containing cocoa, a.o. sugar confectionery and preparations for beverages
	17	Sugars and sugar confectionery
10.82.23	1704	Sugar confectionery (including white chocolate), not containing cocoa
18.82 23.30	1704 9030	White chocolate



Several remarks related to the interpretation of the categories have to be considered:

- White chocolate is grouped with sugar confectionery instead of chocolate and cocoa preparations in both classification system, however, by definition, white chocolate contains at least 20% cocoa butter (Directive 2000/36/EC). Furthermore, both CN and PRODCOM do not make any distinction between couverture/ bulk and consumer white chocolate, only one classification code is allocated to white chocolate. We assume in this report a volume breakdown of 90% industrial and 10% consumer white chocolate.
- Cocoa paste (10.82.11/1803), cocoa butter (10.82.12/1804) and unsweetened cocoa powder (18.82.13/1805) are grouped as **semi-processed cocoa products** for analyses and discussions in this report. Sweetened cocoa powder is classified differently in CN than it is in PRODCOM. Import and export statistics (CN) categorize sweetened cocoa powder (1806 10) under chocolate and cocoa preparations, while production statistics (PRODCOM) group it under semi-processed cocoa products, nevertheless with unknown volume.
- **Chocolate couverture** is covered by CN 1806 2010, however, only trade data is available for this code. Production data is available for PRODCOM code 10.82.21.30, which not only covers chocolate couverture. We assume all **industrial chocolate** (10.82.21/1806 20) in bulk packages of more than 2 kg is chocolate couverture to fully map the Belgian chocolate sector. Both terms will be used interchangeably.
- PRODCOM code 10.82.22 and CN 1806 31/32/90 cover all types of **consumer chocolate**, i.e. chocolate in consumer packaging (< 2 kg).
- Not all products with cocoa are covered by PRODCOM code 10.82; e.g. sweet biscuits, waffles and wafers completely or partially coated or covered with chocolate or other preparations containing cocoa are under PRODCOM code 10.72.
- **Compound** chocolate is beyond the scope of *Beyond Chocolate* as it has a limited cocoa content and is not considered chocolate. The main ingredients of compound chocolate are cocoa powder and vegetable fats (Blommer, 2011). The production of compound chocolate is not linked to Belgium nor to Belgian chocolate.



Definitions of the Partnership's terms

Wouter Vanhove,
Patrick Van Damme

1. LIVING INCOME

We will first start with defining 'Living Wage', as 'living income' is directly derived from it. The Living Wage concept is derived from international conventions (Fountain and Hütz-Adams, 2014), including

- i) The International Labour Organisation (ILO) who, in 1919 declared the necessity for a *payment adequate to maintain a reasonable standard of living that is understood in their time and country*;
- ii) The Universal Declaration of Human Rights (1948), which states *just and favourable remuneration to be a basic right for the labourer as well as his/her family*;
- iii) The UN International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (1966), calling for a *decent living for themselves and their family*.

In 2011 the *Global Living Wage Coalition* (GLWC) was founded, which brought together, amongst others, Fairtrade International and Rainforest Alliance, in partnership with the ISEAL Alliance (global membership association for credible sustainability standards), and which aimed at improving quality of knowledge on a 'living wage'. At around the same time, the ILO proposed a general consensus on the definition of living wage:

A Living Wage is:

"The remuneration received for a standard workweek by a worker in a particular place sufficient to afford a decent standard of living for the worker and her or his family. Elements of a decent standard of living include food, water, housing, education, health care, transportation, clothing, and other essential needs including provision for unexpected events." (Anker, 2011).

From the latter definition, it becomes clear that living wage is a locally specific concept. More specifically, a living wage in one country will be different from that of another country. In order to estimate country-specific living wages, GLWC proposes a methodology in which first of all the cost of a basic but decent lifestyle for a worker's family in a particular country is estimated. The latter cost includes costs¹² for

- i) Food
- ii) Housing
- iii) Other essential needs
- iv) Small margin for unforeseen events.

Subsequently, cost is divided by the number of workers per family to obtain a *net living wage* per worker. *Gross living wage* per worker is then obtained by adding payroll deductions and taxes.

12. For details on the methodology, see: <https://www.globallivingwage.org/about/anker-methodology/>



Applying this method to cocoa workers, it must first of all be clear that the vast majority of cocoa workers are in fact independent cocoa smallholders (certainly in West Africa). This means that the income of the (West African) cocoa farmer does not depend on a (fixed) wage paid by an employer, but rather is the result of the productivity of his farm, which in turn depends on his/her (families') farm labour and inputs applied, as well as on cocoa market prices.

UTZ/Rainforest Alliance, which in 2017 had a share of around 70 % of certified cocoa globally (Fountain & Hütz-Adams, 2018) uses living wage as a concept in their sustainability program and define it as stated above by GLWC (of which they were co-founders). **Fair Trade International** apply the same definition, but have replaced 'living wage' by 'living income' and use the concept as a basis for calculation of a 'Living Income Reference Price' which is understood as the cost of decent living + cost of sustainable production divided by production volumes (viable land area x sustainable yield) (Veldhuyzen, 2019). Whereas the Living Income Reference Price is out of the scope of the Beyond Chocolate partnership, it shows that living income is best understood as a net income (i.e. gross income minus farming costs).

We therefore conclude that the Beyond Chocolate Partnership understands 'Living Income' as proposed by The Living Income Community of Practice (<https://www.living-income.com/>), which builds on the work of the Global Living Wage Coalition and which is a partnership between The Sustainable Food Lab, GIZ and the ISEAL Alliance.

Living income is the net income a household would need to earn to enable all members of the household to afford a decent standard of living. Elements of a decent standard of living include: food, water, housing, education, health care, transport, clothing, and other essential needs including provision for unexpected events.

Based on this understanding of living income, it is important to establish living income benchmarks as a basis on which to compare actual cocoa farmer incomes and to assess living income gaps. Depending on assumptions made and concepts applied, living income benchmarks can be determined in several ways. Apart from the Anker methodology mentioned above, the latter include Survival Threshold, Livelihood Protection thresholds and/or the Minimum Expenditure Basket (MEB) (Grillo & Bush, 2019). Following the Anker methodology, the KIT Royal Tropical Institute set a living income benchmark at US\$ 6517 and US\$ 4712 for male-headed households in Côte d'Ivoire (Tyszler *et al.*, 2018a) and Ghana (Tyszler *et al.*, 2018b), respectively.



2. COCOA SMALLHOLDERS

Desktop research revealed that the Belgian cocoa sector; i.e. all economic actors who produce (semi-finished) chocolate products in Belgium, yearly produce **590,000 tons of industrial chocolate** (= chocolate couverture). Using the international conversion factor of 0.4 (i.e. 400 g of cocoa beans required to produce 1 kg of finished chocolate product) proposed by ICCO, it implies the annual Belgian chocolate production is produced from **236,000 tons** of cocoa beans (round number). Using import and export statistics of cocoa beans and cocoa liquor, butter and cake (or powder), we found a net bean **equivalent¹³ import of 320,000 tons** of cocoa beans (round number) (of which we assume they have all been processed into chocolate products in Belgium). Differences between these two figures can be linked to stocks, volumes not accounted for in the different statistics, or statistical data errors.

According to FAO (www.fao.org/faostat), cocoa bean yield per ha in 2018 was 444 kg globally, but with much variation between cocoa producing countries: 489 kg in Côte d'Ivoire, 530 in Ghana, 281 kg in Nigeria, 410 kg in Cameroon, 556 kg in the Dominican Republic, 469 kg in Ecuador and 840 kg in Peru. In order to obtain a reliable yield figure for the cocoa beans that are eventually processed in Belgium, we summed the above yield data multiplied by the respective countries of cocoa origin shares in the Belgian chocolate sector (53 % from Côte d'Ivoire, 15 % from Ghana, 9 % from Nigeria, 5 % from Cameroon, 3 % from Ecuador, 3 % from Peru, 2 % from the Dominican Republic, and 10 % from the rest of the world (for which we used the average global yield figure of 444 kg of dry cocoa beans per ha). Using the latter method, we estimate that average yield of cocoa beans produced for the Belgian cocoa sector is **479 kg per ha**.

This means that the agricultural surface area required to produce these cocoa beans is between **492,693 ha** and **668,059 ha**.

More than 90 % of cocoa produced globally is produced by smallholders. In West Africa, this is almost the case for 100 % of cocoa production. No clear figures exist on the precise size of a cocoa smallholder size. Ranges vary from 0.25 to 5 ha (Ameyia *et al.*, 2018; ECA, 2011; ICCO, 2012; Kongor *et al.*, 2018; Vaast & Somarriba, 2014; Wessel *et al.*, 2015). Averaging the averages of all ranges found in literature, we found an average cocoa smallholder farm size of **3.5 ha**.

As a result, the Belgian cocoa sector is supplied by between **140,769** and **190,874 cocoa farming families**.

However, own research in Ghana (Kongor *et al.*, 2018) has cast doubt on the reliability of the official FAO statistics. Whereas the FAO claims average cocoa bean yield in Ghana to be 530 kg per ha, Kongor *et al.* (2018) surveyed 731 cocoa farmers from various districts in all six cocoa growing regions in Ghana and report average cocoa yield on these farms of just 234 kg per ha. Furthermore, contrary to their cocoa production estimates, cocoa farmers' reports on their cocoa land surface size are usually less accurate. Survey data on yield per farm, rather than per ha will therefore be a more reliable basis for

13. For conversion, we used the factors proposed by ICCO, i.e. 1.33 kg of cocoa beans needed to produce 1 kg of cocoa butter, 1.25 kg of cocoa beans linked to the production of 1 kg of cocoa liquor and 1.18 kg of cocoa beans linked to the production of 1 kg of cocoa powder/cake (taking into account that butter and powder are the joint output of a certain mass of cocoa liquor).



the number of cocoa farmers involved in producing a certain amount of cocoa beans. In Ghana (Kongor *et al.*, 2018), it was found that cocoa growers annually produce 1000 kg of cocoa beans per farm. If the latter (low) yield data would apply to all cocoa farms that supply the Belgian cocoa sectors, it would mean that much more cocoa farming families are involved than the numbers presented above. However, more scientifically sound data from a wider range of cocoa production regions and countries is required to obtain a reliable estimate of the real number of cocoa farming families that supplies the Belgian chocolate sector.

***In 2019, the Belgian cocoa sector was supplied
by at least 140,769 cocoa farming families***

3. (COCOA) SUSTAINABILITY

Sustainability, or more precisely, sustainable development is most commonly understood as it was described by the World Commission on Environment and Development (WCED), in the report *Our Common Future*, better known as the *Brundtland Report*:

“Sustainable development is development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs”.

It is now widely accepted that sustainable development builds on three pillars: social, environmental and economic (Purvis *et al.*, 2019).

ISEAL¹⁴, the global membership association for credible sustainability standards, provides details on what is covered under each pillar according its members:

- *Social*: could include labour rights, gender rights, cultural rights, social services including education, health care, clean water, etc.
- *Environmental*: including but not limited to water use/treatment, soil/land impact, protection of biodiversity, responsible use of natural resources, carbon and other energy considerations.
- *Economic*: including income considerations, such as minimum or living wage, considerations of enterprise resilience, productivity/profitability, market access and security considerations, guaranteed pricing, etc.

In May 2019, ISO published the first International Standards for sustainable and traceable cocoa. It was developed by stakeholders from all sectors of the cocoa industry, including representatives from countries where cocoa is grown and markets where it is consumed and aims to *encourage the professionalization of cocoa farming, thus contributing to farmer livelihoods and better working conditions*.

However, Ghana and Cote d'Ivoire have recently (early 2019) decided to pull out of the ISO certification as they believe it would worsen the already challenged situation of cocoa farmers in their countries, because the compliance costs of the ISO-standards are passed on to the farmer, leaving

14. <https://www.isealalliance.org/>



them little room for improving their livelihoods. Instead, both countries are developing their own **sub-regional cocoa sustainability standards**. The African Organization for Standardization (ARSO) oversees a consultation process with industry and other stakeholders on these new standards. They largely build on the global ISO standards, but include some changes particularly regarding premium payments, implementation at the farm/cooperation level, traceability, audits and data collection. To facilitate stakeholder consultation, ARSO has established National Mirror Committees (NMC) in several cocoa producing countries. At the end of the consultation process, country-level implementation details will be developed in individual “country implementation guides.”

In Cote d'Ivoire and Ghana, the same groups who were involved in the ISO/CEN cocoa process are convening the NMC: the Côte d'Ivoire Normalisation Organization (CODINORM) and the Ghana Standards Authority (GSA).

The Swiss platform for Sustainable Cocoa (SWISSCO) and the German Initiative on Sustainable Cocoa (GISCO) have defined how each of the three sustainability pillars could be applied to the cocoa sector. GISCO defines sustainable cocoa as cocoa that is produced in accordance with economic, ecological and social requirements, which means that its production is economical, environmentally friendly and socially responsible, without compromising the ability of future generations to satisfy their own needs.

GISCO works towards a sustainable cocoa sector by (GISCO, 2020)

- future-oriented economic action by all actors along the value chain leading to the enablement of a living income for cocoa farmers.
- preserving natural resources, especially forest resources with their biodiversity.
- ensuring that human rights are respected along the value chain and, in particular, eliminating the worst forms of child labor.

GISCO, SWISSCO and Beyond Chocolate are currently discussing to align cocoa sustainability definitions used by the different platforms to propose a **joint cocoa sustainability definition**. The platforms are currently also **benchmarking cocoa sustainability standards** against a selection from a set of around 800 crop sustainability criteria which the WTO-UN International Trade Centre (ITC) (<http://www.intracen.org/>) has mapped for a number of third party cocoa standards (including Fairtrade, UTZ and EU Organic (Bio)). Private sector cocoa sustainability standards will be included in the benchmark process.

4. NATURAL RESOURCES

The partnership aims at promoting the sustainable use of natural resources. The latter are those elements of the environment that provide use benefits to humankind through the provision of raw materials and energy used in economic activity (or that may provide such benefits in future) and that are subject primarily to quantitative depletion through human use (Alfieri & Havinga, 2003). The United Nation's System of Environmental-Economic Accounting (SEEA, <https://seea.un.org/>) distinguish 4 natural resource categories i) mineral and energy resources, ii) soil resources, iii) water resources, and iv) biological resources. Particularly the soil, water and biological resources can be affected by cocoa production (Ntiamoah & Afrane,



2008). Soils under cocoa cultivation, particularly those in full-sun monoculture systems, are subjected to erosion and nutrient depletion (Tondoh *et al.*, 2015). Pesticides used in cocoa cultivation can pollute local water resources (Fosu-Mensah *et al.*, 2016). Notoriously, cocoa production is linked with adverse land use change. Cocoa is the fastest expanding export-oriented crop across sub-Saharan Africa at a rate of 132,000 ha per year (Ordway *et al.*, 2017). New cocoa plantings are often done in primary or secondary forest, where plants initially grow well as a result of the highly fertile forest soil. Most forest trees and shrubs are then cut down whereas some of the largest original forest trees are left as shade trees. When in subsequent years, yield starts to decline due to soil nutrient depletion, shade trees are cut down (to reduce competition for nutrients) resulting in increasing pest and disease problems due to ecological imbalances. When cocoa yield decreases to a level where cocoa cultivation can no longer be profitably sustained, farmers encroach new forest land to start a new cocoa cultivation cycle (Ruf *et al.* 2015). This typical so-called cocoa boom-and-bust cycle (Clough *et al.* 2009) is a significant contributor to deforestation in Ghana and Côte d'Ivoire.

5. DEFORESTATION

Following definitions are extracted from the Accountability Framework Initiative, which is a set of common norms and guidance for establishing, implementing, and demonstrating progress on ethical supply chain commitments in agriculture and forestry. They were developed through a participatory process by a consortium of environmental organizations.

Deforestation includes the loss of natural forest as a result of

- i) either conversion to agriculture or other non-forest land use;*
- ii) or conversion to a tree plantation;*
- iii) or severe and sustained degradation.*

- *This definition pertains to no-deforestation supply chain commitments, which generally focus on preventing the conversion of natural forests.*
- *Severe degradation (scenario iii in the definition) constitutes deforestation even if the land is not subsequently used for a non-forest land use.*
- *Loss of natural forest that meets this definition is considered to be deforestation regardless of whether or not it is legal.*

Forest

Land spanning more than 0.5 hectares with trees higher than 5 meters and a canopy cover of more than 10 percent, or trees able to reach these thresholds in situ. It does not include land that is predominantly under agricultural or other land use. Forest includes natural forests and tree plantations. For the purpose of implementing no-deforestation supply chain commitments, the focus is on preventing the conversion of natural forests.

- *Quantitative thresholds (e.g., for tree height or canopy cover) established in legitimate national or subnational forest definitions may take precedence over the generic thresholds in this definition.*



- *Natural forests should be distinguished from tree plantations for the purpose of conducting forest inventories and quantifying forest loss and gain. This will facilitate comparability between government forest monitoring and the tracking of supply chain commitments focused on human-induced conversion of natural forests.*

Natural forest

A forest that is a natural ecosystem.

Natural forests possess many or most of the characteristics of a forest native to the given site, including species composition, structure, and ecological function. Natural forests include:

- **Primary forests** *that have not been subject to major human impacts in recent history*
- **Regenerated (second-growth) forests** *that were subject to major impacts in the past (for instance by agriculture, livestock raising, tree plantations, or intensive logging) but where the main causes of impact have ceased or greatly diminished and the ecosystem has attained much of the species composition, structure, and ecological function of prior or other contemporary natural ecosystems.*
- **Managed natural forests** *where much of the ecosystem's composition, structure, and ecological function exist in the presence of activities such as:*
 - *Harvesting of timber or other forest products, including management to promote high-value species*
 - *Low intensity, small-scale cultivation within the forest, such as less-intensive forms of swidden agriculture in a forest mosaic*
- *Forests that have been partially degraded by anthropogenic or natural causes (e.g., harvesting, fire, climate change, invasive species, or others) but where the land has not been converted to another use and where degradation does not result in the sustained reduction of tree cover below the thresholds that define a forest or sustained loss of other main elements of ecosystem composition, structure, and ecological function.*

Restoration

(In relation to environmental harms): The process of assisting the recovery of an ecosystem, and its associated conservation values, that has been degraded, damaged, or destroyed.

- *The term “restoration” is also used in the context of remediation of human rights harms, for which restoration may come in many forms (e.g., restoration of benefits, employment, or access to lands).*

In the Cocoa & Forests Initiative commitments, the forest definition that is referred to, is the national definition, complemented by the High Carbon Stock and High Conservation Value definitions. HCV or HCS maps are not available yet. However some companies and organizations are currently working on the development of HCS maps in specific landscapes.



High Carbon Stock (HCS):

The approach on HCS is a methodology that distinguishes forest areas for protection, from degraded lands with low carbon and biodiversity values that may be developed. The methodology is being developed since 2015 with the aim to ensure a practical, transparent, robust, and scientifically credible approach that is widely accepted to implement commitment to halt deforestation in the tropics, while ensuring that the rights and livelihoods of local peoples are respected. Guidelines for the application of the HCS approach in countries with high forest cover are being developed for the agricultural sector.

Source: <http://highcarbonstock.org/the-high-carbon-stock-approach/>

High Conservation Value Forests:

High Conservation Value (HCV) areas are defined as natural habitats where these values are considered to be of **outstanding significance or critical importance**. The HCV concept was originally developed by the Forest Stewardship Council (FSC) to help define forest areas of outstanding and critical importance - High Conservation Value Forests (HCVF) - for use in forest management certification.

Today, the HCV approach is now widely used (since 2007) in agricultural products' standards and norms. Guidelines for the application of the HCV approach have been developed for the forest sector in Cameroon.

Source: <https://hcvnetwork.org/>





6. CHILD LABOUR

All children occasionally help out at home. Child labour becomes problematic when it deprives children from normal childhood development. The International Labour Organization (ILO) uses a definition¹⁵ of child labour which is currently used globally and can be applied in the context of Beyond Chocolate, where the need to eliminate child labour is acknowledged. ILO distinguishes the worst forms of child labour from all child labour in general. The Beyond Chocolate Partnership document explicitly refers to the UN Sustainable Development Goals (SDGs) as a framework for its vision statement. Under the SDG 8 “Decent Work and Economic Growth”, thematic area 8.7 calls to *Take immediate and effective measures to eradicate forced labour, end modern slavery and human trafficking and secure the prohibition and elimination of the worst forms of child labour, including recruitment and use of child soldiers, and by 2025 end child labour in all its forms.*

It is therefore proposed that Beyond Chocolate considers the entire child labour definition proposed by ILO:

Child Labour refers to work that deprives children (any person under 18) of their childhood, their potential and their dignity, and that is harmful to their physical and/or mental development. It refers to work that is mentally, or morally dangerous and harmful to children; and/or interferes with their schooling by:

- *depriving them of the opportunity to attend school*
- *obliging them to leave school prematurely*
- *requiring them to attempt to combine school attendance with excessively long and heavy work.*

In its most extreme forms, child labour involves children being enslaved, separated from their families, exposed to serious hazards and illnesses and/or left to fend for themselves on the streets of large cities – often at a very early age.

Whether or not particular forms of “work” can be called “child labour” depends on the child’s age, the type and hours of work performed, the conditions under which it is performed and the objectives pursued by individual countries.

15. <https://www.ilo.org/ipec/facts/lang--en/index.htm>



References

- Alfieri, A. & Havinga, I. (2007). *Classification of natural resources: linking the 1993 SNA rev.1 and the revised seea-2003*. Report of the 12th Meeting of the London Group on Environmental Accounting Rome, 17-19 December 2007. https://unstats.un.org/unsd/envaccounting/londongroup/meeting12/LG12_12a.pdf
- Ahold Delhaize (2020). *Annual Report 2019*. Retrieved from www.aholddelhaize.com/media/10197/ahold-delhaize-annual-report-2019.pdf
- Aldi (n.d.). Duurzame cacao. Retrieved April 15, 2020 from www.aldi.be/nl/Verantwoordelijkheid/toeleveringsketen-food/duurzame-cacao.html
- Ameyaw, L.K., Ettl, G.J., Leissle, K. & Anim-Kwapong, G.J. (2018). *Cocoa and Climate Change: Insights from Smallholder Cocoa Producers in Ghana Regarding Challenges in Implementing Climate Change Mitigation Strategies*. *Forests*, 9, 742. doi:10.3390/f9120742
- Anker, R. (2011). *Estimating a living wage: A methodological review*. Conditions of Work and Employment Series No. 29, International Labour Organisation, Geneva, 138 pp.
- Barry Callebaut (2019). *Forever Chocolate Progress Report 2018/19*. Retrieved from www.barry-callebaut.com/sites/default/files/2019-12/Forever%20Chocolate%20Progress%20Report%202018-19.pdf
- Belcolade (n.d.) From bean to... Retrieved April 27, 2020, from www.belcolade.com/en/about-belcolade/bean
- Blommer (2011). *Chocolate vs. compound*. Retrieved from www.blommer.com/_documents/chocolate-vs-compound.pdf
- CAOBISCO (2019). *Caobisco Statistical Bulletin 2019*.
- Cargill (2019). *The 2017/2018 Cargill Cocoa & Chocolate Sustainability Report*. Retrieved from www.cargill.com/static/cocoa-sustainability/en/index.html
- Colruyt Group (2019). *Annual Report 2018/19*. Retrieved from https://issuu.com/colruytgroup/docs/annual_report_1819?fr=sMWY0ZTcwNTU1
- Delicata (n.d.). *Veelgestelde vragen*. Retrieved April 20, 2020, from www.delicatachocolade.nl/over
- Duprez, C. (2014). *Value creation in exports: A diagnosis for Belgium*. NBB Economic Review. National Bank of Belgium, Brussels.
- ECA (2011). *Cocoa Farming. An overview*. European Cocoa Association. https://cocoainitiative.org/wp-content/uploads/2016/09/ECA_-_2011_-_Cocoa_Farming_an_overview.
- Euromonitor International (2019). *Confectionery in Western Europe*. Retrieved from <https://origin.warc.com/content/article/euromonitor-strategy/confectionery-in-western-europe/120745>
- European Commission (2000). Directive 2000/36/EC of the European Parliament and of the Council of 23 June 2000 relating to cocoa and chocolate products intended for human consumption.
- Eurostat (2018, 2019). International trade in goods. Retrieved October/November 2019 and April 2020, from <https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=DS-645593&lang=en>
- Statbel (2018, 2019). Leveringen in waarde en in hoeveelheid volgens de NACE, de CPA en de Prodcom-lijst. Retrieved October/November 2019 and April 2020, from <https://statbel.fgov.be/nl/themas/ondernemingen/industriële-productie/plus>
- Fairtrade Belgium (2019) *Jaarverslag 2018*. Retrieved from www.fairtradebelgium.be/fileadmin/fairtrade/user_upload/PDF_s/2018_Jaarverslag_A4_NL_WEB.pdf
- Ferrero Group (2019). *Corporate Social Responsibility Report 2018*. Retrieved from <https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/ferrero-static/globalcms/documenti/3733.pdf>
- Fosu-Mensah, B.Y., Okoffo, E.D., Darko, G. & Gordon, C. (2016). *Assessment of organochlorine pesticide residues in soils and drinking water sources from cocoa farms in Ghana*. Springerplus, 5, article number 869. doi: 10.1186/s40064-016-2352-9
- Fountain, A.C. & Hütz-Adams, F. (2014). *Defining a Decent Living. Living Income for Smallholder Cocoa Farmers in West-Africa*. Barometer Consortium (VOICE Network, Solidaridad, HIVOS), www.cocoabarometer.org



ANNEX C: Beyond Chocolate signatories

CHOCOLATE SECTOR





RETAILERS



KNOWLEDGE INSTITUTIONS



Universiteit
Antwerpen



UNIVERSITEIT
GENT



NGOs



CERTIFICATION STANDARDS





PUBLIC SECTOR

Enabel

BIO
Development
Through Investment

Belgium
partner in development

TRADE UNIONS

ABVV
Horval

ACLVB
LIBERALE VAKBOND

ACV-CSC METEA

SOCIAL IMPACT INVESTORS

alterfin



INCOFIN CVSO
Micro-finance

KAMPANI
Investing in family farming

L i T A .co
Live. Impact. Trust. Act
ex IOIPACT

OIKO
CREDIT
investing in people

OTHER

**Port of
Antwerp**

THE
SHIFT



CONTACT PERSONS, IDH BELGIAN OFFICE

Els Haelterman

Senior Program Manager

Marloes Humbeeck

Program Officer